Supplemento ordinario alla "Gazzetta Ufficiale,, n. 140 del 17 giugno 1999 - Serie generale

Spedizione in abbonamento postale (50%) Roma

GAZZETTA UFFICIALE

DELLA REPUBBLICA ITALIANA

PARTE PRIMA | Roma - Giovedì, 17 giugno 1999 | SI PUBBLICA TUTTI I GIORNI NON FESTIVI

DIREZIONE E REDAZIONE PRESSO IL MINISTERO DI GRAZIA E GIUSTIZIA UFFICIO PUBBLICAZIONE LEGGI E DECRETI VIA ARENULA 70 00100 ROMA
AMMINISTRAZIONE PRESSO L'ISTITUTO POLIGRAFICO E ZECCA DELLO STATO LIBRERIA DELLO STATO PIAZZA G. VERDI 10 00100 ROMA CENTRALINO 85081

N. 116/L

LEGGE 27 maggio 1999, n. 175.

Ratifica ed esecuzione dell'atto finale della conferenza dei plenipotenziari sulla convenzione per la protezione del Mar Mediterraneo dall'inquinamento, con relativi protocolli, tenutasi a Barcellona il 9 e 10 giugno 1995.

SOMMARIO

LEGGI ED ALTRI ATTI NORMATIVI

LEGGE 27 maggio 1999, n. **175**.

Ratifica ed esecuzione dell'atto finale della conferenza dei plenipotenziari sulla convenzione per la protezione del Mar Mediterraneo dall'inquinamento, con relativi protocolli, tenutasi a Barcellona il 9 e 10 giugno 1995.

La Camera dei deputati ed il Senato della Repubblica hanno approvato;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA

PROMULGA

la seguente legge:

ART. 1.

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Atto finale della Conferenza dei plenipotenziari sulla Convenzione per la protezione del Mar Mediterraneo dall'inquinamento, con relativi protocolli, tenutasi a Barcellona il 9 e 10 giugno 1995.

ART. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data agli Atti di cui all'articolo 1, a decorrere dalla data della loro entrata in vigore, in conformità a quanto disposto dagli Atti stessi.

ART. 3.

1. Ai fini della definizione del campo geografico di applicazione, si intende per zona del Mar Mediterraneo, oltre alle acque marittime del Mediterraneo propriamente dette, compresi i golfi e i mari che le compongono, anche la fascia costiera italiana così come definita dalla legislazione nazionale.

ART. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

La presente legge, munita del sigillo dello Stato, sarà inserita nella Raccolta ufficiale degli atti normativi della Repubblica italiana. È fatto obbligo a chiunque spetti di osservarla e di farla osservare come legge dello Stato.

Data a Roma, addì 27 maggio 1999

CIAMPI

D'ALEMA, *Presidente del Consiglio dei Ministri*
DINI, *Ministro degli affari esteri*

Visto, *il Guardasigilli:* DILIBERTO

ACTE FINAL DE LA CONFERENCE DE PLENIPOTENTIAIRES SUR LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DE LA MER MEDITERRANEE CONTRE LA POLLUTION ET SES PROTOCOLES

1. La Conférence de plénipotentiaires sur la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution et ses Protocoles a été convoquée par le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement en application d'une recommandation adoptée par la Huitième réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution et aux Protocoles y relatifs (Antalya, 12-15 octobre 1993). Selon cette recommandation, les Parties contractantes à la Convention de Barcelone étaient invitées à examiner des amendements au Plan d'action pour la Méditerranée, à la Convention et à ses Protocoles et la possibilité d'adapter les textes à la récente évolution du droit international en matière d'environnement (UNEP(OCA)/MED IG.3/5).

2. Sur l'aimable invitation du Gouvernement espagnol, la Conférence s'est tenue à Barcelone, les 9 et 10 juin 1995.

3. Les Parties contractantes ci-après à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution étaient invitées à participer à la Conférence Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Communauté européenne, Croatie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Liban, Malte, Maroc, Monaco, Slovénie, République arabe syrienne, Tunisie et Turquie.

4. Les Parties contractantes ci-après ont accepté l'invitation et ont participé à la Conférence: Albanie, Algérie, Bosnie-Herzégovine, Chypre, Communauté européenne, Croatie, Egypte, Espagne, France, Grèce, Israël, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Malte, Maroc, Monaco, Slovénie, Tunisie et Turquie.

5. Etaient également présents à la Conférence des représentants des organes et institutions spécialisées des Nations Unies et des organisations intergouvernementales et non gouvernementales ci-après:

   Nations Unies:

   - Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)
   - Centre d'information des Nations Unies

   Institutions spécialisées:

   - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)
   - Organisation mondiale de la santé (OMS)
   - Organisation météorologique mondiale (OMM)
   - Organisation maritime internationale (OMI)
   - Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), Laboratoire d'étude du milieu marin de Monaco
   - Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (COI)
   - Banque mondiale

Organisations intergouvernementales et non gouvernementales:

- Amigos del Mediterraneo
- Amis de la Terre
- Arab Office for Youth and Environment (AOYE)
- Association méditerranéenne pour sauver les tortues marines (MEDASSET)
- Association pour la protection de la nature et de l'environnement de Kairouan (APNEK)
- Association turque de protection du milieu marin (TURMEPA)
- Banque européenne d'investissement (BEI)
- Bureau européen pour l'environnement (BEE)
- Bureau méditerranéen d'information pour l'environnement, la culture et le développement durable (MIO-ECSDE)
- Centre arabe pour l'étude des zones arides et non irriguées (ACSAD)
- Centre des régions euroméditerranéennes pour l'environnement (CREE)
- Conseil européen des fédérations de l'industrie chimique (CEFIC)
- Centre pour l'environnement et le développement de la région arabe et l'Europe (CEDARE)
- Convention sur les zones humides (RAMSAR)
- Ecomediterrania
- Etude et conservation des écosystèmes insulaires et côtiers dans la Méditerranée (MEDMARAVIS)
- Europe Conservation
- Fondation pour les études internationales
- Fonds mondial pour la nature (WWF)
- Forum pour la Lagune de Venise
- Greenpeace International
- Institut international de l'océan (IOI)
- Institut méditerranéen de l'eau (IME-MEDWAN)
- Instituto Universitario de Ciencias Ambientales
- International Centre for Coastal and Ocean Policy Studies (ICCOPS)
- International Centre for Coastal Resources Research (CIIRC)
- La Facoltà dell'Arte e della Scienza
- MAREVIVO Associazione Ambientalista
- MEDWET
- Oil Industry International Exploration and Production Forum (E&P Forum)
- Organisation juridique internationale pour l'environnement et le développement (OJI)
- Réseau Medcities
- Société pour la protection de la nature (DHDK)
- Station biologique de la Tour de Valat
- Union interparlementaire (UIP)
- Unité de coordination du Programme environnemental de la mer Noire

6. La Conférence avait été précédée par la Neuvième réunion ordinaire des Parties contractantes, tenue à Barcelone du 5 au 8 juin 1995, qui avait préparé les textes finaux des instruments ci-après pour adoption par la Conférence de plénipotentiaires: amendements à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution; amendements au Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs; et Résolution de Barcelone sur l'environnement et le développement durable dans le bassin méditerranéen. Elle avait également préparé pour adoption et signature par la Conférence de plénipotentiaires le Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée.

7. A la cérémonie d'ouverture, M. José Borrell, ministre des Travaux public, des Transports et de l'Environnement de l'Espagne, a souhaité la bienvenue aux participants.

8. Un message de Mme Elizabeth Dowdeswell, Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement, a également été transmis aux participants par M. Lucien Chabason, Coordonnateur du Plan d'action pour la Méditerranée. S.E. M. Nourdine Benomar Alami (Maroc), Président du Bureau des Parties contractantes, a prononcé une allocution.

9. La Conférence a adopté l'ordre du jour ci-après:

   1. Ouverture de la Conférence

   2. Règlement intérieur

   3. Election du Bureau

   4. Adoption de l'ordre du jour et organisation des travaux

   5. Adoption des amendements à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution et à ses Protocoles:

      a) Adoption des amendements à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (Convention de Barcelone)

      b) adoption des amendements au Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs (Protocole immersions)

      c) adoption du Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée

   6. Adoption de la Résolution de Barcelone sur l'environnement et le développement durable dans le bassin méditerranéen

   7. Rapport de la Commission de vérification des pouvoirs

   8. Adoption de l'Acte final de la Conférence

   9. Signature de l'Acte final de la Conférence

   10. Signature du Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée

   11. Clôture de la Conférence

10. La Conférence a appliqué le Règlement intérieur des réunions et conférences des Parties contractantes à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution et aux Protocoles y relatifs (UNEP(OCA)/MED IG.43/6, annexe XI).

Conformément à l'article 20 du Règlement intérieur, la Conférence a élu les membres suivants du Bureau:

Président:	S.E. M. José Borrell	(Espagne)
Vice-président:	S.E. M. Nourdine Benomar Alami	(Maroc)
Vice-président:	S.E. Mme Corinne Lepage	(France)
Vice-président:	S.E. M. Mohamed Mehdi Mlika	(Tunisie)
Vice-président:	S.E. M. Paolo Baratta	(Italie)
Rapporteur:	M. Viktor Simoncic	(Croatie)

12. M. Lucien Chabason, Coordonnateur de l'Unité de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée, a assuré les fonctions de Secrétaire général de la Conférence, et M. Ljubomir Jeftic, Coordonnateur adjoint (PAM), celles de Secrétaire exécutif de la Conférence.

13. Les principaux documents ayant servi de base aux délibérations de la Conférence étaient les suivants:

UNEP(OCA)/MED.IG.6/3	Amendements à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (Convention de Barcelone)
UNEP(OCA)/MED.IG.6/4	Amendements au Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs (Protocole immersions)
UNEP(OCA)/MED IG.6/5	Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée
UNEP(OCA)/MED IG.6/6	Résolution de Barcelone sur l'environnement et le développement durable dans le bassin Méditerranéen avec ses deux Annexes: Plan d'action pour la protection du milieu marin et le développement durable des zones côtières de la Méditerranée - PAM Phase II (Annexe I) et Domaines prioritaires d'activités pour l'environnement et le développement dans le bassin méditerranéen - 1996-2005 (Annexe II).

14. Conformément au Règlement intérieur, la Conférence a décidé que le Bureau, comprenant le Président, les quatre Vice-Présidents et le Rapporteur, remplirait les fonctions de Commission de vérification des pouvoirs.

15. La Commission de vérification des pouvoirs s'est réunie le 9 juin 1995 pour examiner les pouvoirs des représentants participant à la Conférence et a constaté que tous les représentants étaient dûment accrédités.

16. La Conférence a approuvé, le 10 juin 1995, le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs.

17. Sur la base de ses délibérations, la Conférence a adopté les textes suivants:

a) Amendements à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (Convention de Barcelone)

b) Amendements au Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs (Protocole immersions)

c) Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée

d) Résolution de Barcelone sur l'environnement et le développement durable dans le bassin méditerranéen (avec ses deux Appendices sur le Plan d'action pour la protection du milieu marin et le développement durable des zones côtières de la Méditerranée - PAM Phase II (Appendice I) et les Domaines prioritaires d'activités pour l'environnement et le développement dans le bassin méditerranéen - 1996-2005 (Appendice II)).

18. La Conférence a décidé que les Annexes au Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée seraient acceptées à une prochaine réunion de plénipotentiaires.

19. Le texte du Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée sera ouvert à la signature à Barcelone le 10 juin 1995, et restera ouvert à la signature à Madrid jusqu'au 10 juin 1996, par tout Etat côtier de la région méditerranéenne invité à la Conférence, par la Communauté européenne et par tout groupement économique régional similaire dont l'un au moins des membres est un Etat côtier de la mer Méditerranée et exerce des compétences dans les domaines couverts par la Convention de Barcelone et ses Protocoles.

20. La Conférence a également adopté les résolutions ci-après qui sont annexées au présent Acte final:

I. Adoption de la Résolution de Barcelone sur l'environnement et le développement durable dans le bassin méditerranéen (avec ses deux Appendices sur le Plan d'action pour la protection du milieu marin et le développement durable des zones côtières de la Méditerranée (PAM Phase II) et les Domaines prioritaires d'activités pour l'environnement et le développement dans le bassin méditerranéen - 1996-2005);

II. Adoption des Amendements à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution et à son Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs

III. Signature, ratification, acceptation et approbation du Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée et adhésion audit Protocole

IV. Dispositions intérimaires

V. Remerciements au Gouvernement espagnol.

EN FOI DE QUOI les représentants des Parties contractantes ci-après ont signé le présent Acte final:

RESOLUTION I

Adoption de la Résolution de Barcelone sur l'environnement et le développement durable dans le bassin méditerranéen

La Conférence,

Rappelant les recommandations de la Neuvième réunion ordinaire des Parties contractantes tenue à Barcelone du 5 au 8 juin 1995 d'approuver une "Résolution de Barcelone sur l'environnement et le développement durable dans le bassin méditerranéen", le "Plan d'action pour la protection du milieu marin et le développement durable des zones côtières de la Méditerranée (PAM - Phase II)" et les "Domaines prioritaires d'activités pour l'environnement et le développement dans le bassin méditerranéen (1996-2005)",

Désireuse de veiller à ce que la révision du Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) effectuée à la suite de ces recommandations soit effectivement mise en oeuvre,

Notant avec satisfaction que la révision recommandée du Plan d'action pour la Méditerranée répond dans une très large mesure au défi du développement durable dans le contexte méditerranéen,

1. *Adopte* la Résolution de Barcelone sur l'environnement et le développement durable dans le bassin méditerranéen, dont le texte figure à l'Annexe à la présente résolution accompagné de ses deux Appendices, le Plan d'action pour la protection du milieu marin et le développement durable des zones côtières de la Méditerranée (PAM - Phase II) (Appendice I) et les Domaines prioritaires d'activités pour l'environnement et le développement dans le bassin méditerranéen (1996-2005) (Appendice II);

2. *Invite* les Parties contractantes à appliquer la Résolution de Barcelone par les moyens les plus efficaces possibles compte tenu de l'importance particulière que revêt l'orientation du Plan d'action pour la Méditerranée vers la réalisation de l'objectif du développement durable.

ANNEXE

RESOLUTION DE BARCELONE SUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE DANS LE BASSIN MEDITERRANEEN

Les ministres chargés de l'environnement des pays méditerranéens, représentant leurs gouvernements respectifs, ainsi que le membre de la Commission européenne en charge de l'environnement, réunis à Barcelone (Espagne) le 10 juin 1995 dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée,

Rappelant que le Plan d'action pour la Méditerranée a été approuvé à Barcelone en 1975 par les gouvernements des Etats méditerranéens et la Communauté européenne pour surveiller et protéger le milieu marin de la Méditerranée et assurer la planification intégrée du développement et de la gestion des ressources du Bassin, sur la base d'une coopération multilatérale sous les auspices du Programme des Nations Unies pour l'environnement,

Rappelant l'adoption de la Convention de Barcelone pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution et des Protocoles y relatifs en 1976 et les années suivantes.

Reconnaissant la contribution importante que le Plan d'action pour la Méditerranée, le Programme MEDPOL et les Centres d'activités régionales, ainsi que les organisations internationales coopérantes ont apportée à la protection de l'environnement marin et à la promotion et à l'établissement d'un système de droit de l'environnement et d'une structure institutionnelle environnementale aux plans régional et national dans le bassin de la Méditerranée,

Tenant compte des résultats des réunions qui se sont tenues successivement à Gênes (1985), à Nicosie (1990), au Caire (1992) et à Casablanca (1993), et conscients des résultats de la Conférence ministérielle qui a eu lieu à Tunis en 1994 ainsi que de l'importance que revêtent la déclaration et les résolutions qu'elle a adoptées pour la promotion du développement durable dans la Méditerranée compte tenu de la Déclaration de Rio et d'Action 21,

Conscients des différences de développement socio-économique qui demeurent entre les Etats riverains de la Méditerranée,

Soucieux des pressions continues qu'exercent sur les zones marines et côtières et leurs écosystèmes le processus d'urbanisation, d'accroissement démographique et de développement économique, qui ont entraîné une dégradation des ressources humaines et naturelles de la région méditerranéenne, comme les scénarios du Plan Bleu le montrent clairement,

Reconnaissant les progrès accomplis depuis l'adoption en 1985 de la Déclaration de Gênes sur la deuxième Décennie méditerranéenne, tout en relevant que l'état de la qualité de l'environnement de la mer Méditerranée exige que les actions soient fortement intensifiées,

Exprimant leur satisfaction de pouvoir adopter les amendements à la Convention de Barcelone, qui élargissent considérablement le champ d'application de celle-ci et introduisent des principes qui permettront de faire face aux défis du développement durable,

Soulignant l'importance de l'adoption des amendements au Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et les aéronefs, conformément aux accords internationaux concernés qui assureront une protection accrue de la mer Méditerranée,

Soulignant également l'importance de l'adoption du nouveau Protocole relatif aux aires spécialement protégées et la diversité biologique dans la Méditerranée, visant à assurer la conservation et une meilleure gestion de la diversité biologique, spécialement dans le cas des espèces menacées d'extinction et des sites naturels de grand intérêt,

Rappelant l'importance de la résolution adoptée à la Conférence de Tunis au sujet de l'utilisation d'instruments de gestion foncière en vue d'assurer la conservation de la nature et des sites naturels des régions côtières de la Méditerranée,

Confirmant à nouveau leur engagement de protéger individuellement et collectivement l'environnement méditerranéen, grâce au dialogue, à la concertation, à la solidarité et au partenariat entre les peuples de la région,

Confirmant leur engagement de promouvoir un développement durable dans le cadre de la formulation et de l'application de politiques nationales et régionales relatives à la protection de l'environnement et au développement, compte tenu des Déclarations de Rio et de Tunis,

Sachant que l'Union européenne a décidé de convoquer une Conférence ministérielle euroméditerranéenne qui aura lieu à Barcelone les 27 et 28 novembre 1995, en vue de renforcer le partenariat euroméditerranéen entre les pays de l'Union européenne et d'autres pays de la Méditerranée,

1. *Adoptent* la deuxième phase du Plan d'action pour la Méditerranée telle que contenue dans l'Annexe I de la résolution, laquelle devra tendre à réaliser les objectifs ci-après:

   - intégrer l'environnement aux politiques de développement économique, social, culturel et autre ainsi qu'aux politiques d'utilisation des terres;

   - assurer une gestion durable des ressources naturelles marines et côtières compte tenu du programme Action 21 pour la Méditerranée;

   - conserver la nature et protéger les espèces ainsi que les sites et paysages d'intérêt écologique ou culturel;

   - prévenir la pollution de la mer Méditerranée et de ses régions côtières;

   - mettre en place des mécanismes nationaux d'exécution et de contrôle en vue de suivre la mise en oeuvre de la Convention, des Protocoles y relatifs et des mesures de protection adoptées;

   - renforcer la coopération avec les organisations internationales gouvernementales et les institutions spécialisées des Nations Unies compétentes à toutes les étapes de la formulation et de l'exécution des activités spécifiques;

   - intensifier l'appui et la participation des organisations non gouvernementales (ONG) internationales, régionales et nationales et du public;

2. *S'engagent* à mettre pleinement en oeuvre la deuxième phase du Plan d'action pour la Méditerranée, la Convention de Barcelone et les Protocoles y relatifs et, à cette fin, adoptent les domaines prioritaires d'activités pour l'environnement et le développement dans le Bassin méditerranéen (1996-2005) figurant à l'Annexe II de la présente résolution;

3. *Décident* de la création, dans le cadre du Plan d'Action pour la Méditerranée, de la Commission Méditerranéenne du Développement Durable (CMDD) qui commencera ses activités au cours du premier semestre de 1996;

4. *Chargent* l'Unité de coordination de mener à bien le processus de préparation du Protocole relatif à la prévention de la pollution de la Méditerranée résultant des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination ainsi que des amendements au Protocole tellurique, et prient le Directeur exécutif du Programme des Nations Unies pour l'environnement de convoquer d'ici à mars 1996 une Conférence de plénipotentiaires en vue de l'adoption desdits Protocoles;

5. *S'engagent* à adopter toutes les mesures nécessaires pour incorporer et intégrer la conservation de la diversité biologique au nombre des objectifs des politiques de développement économique, d'aménagement du territoire et de planification des ressources naturelles, ainsi qu'à renforcer d'urgence toutes les activités entreprises sur le terrain en vue de conserver les espèces menacées d'extinction, les habitats et les sites d'intérêt écologique;

6. *Conviennent* de ramener d'ici à l'an 2005 les rejets et émissions de substances toxiques, persistantes et susceptibles de bio-accumulation pouvant atteindre le milieu marin, en particulier les organohalogénés, à des niveaux qui ne portent pas atteinte à l'homme ou à la nature en vue de leur élimination graduelle et, à cette fin, de réaliser des réductions substantielles de tels rejets ou émissions et, si besoin est, de compléter les mesures de réduction par des programmes visant à interdire l'utilisation de telles substances; et chargent les Parties contractantes de revoir régulièrement les calendriers pertinents;

   Dans le but de l'élimination d'ici l'année 2005 du plus grand nombre possible de ces substances, en particulier les organohalogénés, et afin de faciliter et de hâter la définition des méthodes, des programmes et des calendriers, par catégories de substances et par branches industrielles et des meilleures techniques disponibles, ils chargent le PNUE d'organiser la concertation avec les Parties contractantes, les experts scientifiques, les industriels et les ONG;

   Une première réunion aura lieu dans les meilleurs délais et au plus tard avant le 1er juillet 1996;

7. *S'engagent* à promouvoir activement le transfert de technologies propres, en particulier aux pays en développement, en vue d'encourager la création, si besoin est, de centres de production propre chargés de mener à bien des activités de recherche et de promotion ainsi que de collecte et de diffusion d'information sur les procédés de production non polluants;

8. *S'engagent* à démontrer leur solidarité avec les populations du bassin méditerranéen qui souffrent des conséquences de l'agression et du terrorisme en élaborant et en exécutant des programmes de remise en état des régions, des environnements et des ressources affectés par des actions destructives;

9. *S'engagent* à coopérer et à renforcer leur solidarité avec les populations méditerranéennes en cas de catastrophes naturelles et de graves accidents techniques en exécutant des programmes visant à réhabiliter les zones affectées et l'environnement;

10. *Chargent* l'Unité de coordination de mobiliser des fonds et des ressources supplémentaires pour exécuter les activités envisagées au cours de la phase II du Plan d'action pour la Méditerranée et dans les domaines prioritaires d'activités pour l'environnement et le développement dans le Bassin méditerranéen (1996-2005);

11. *Demandent* qu'il soit procédé à une évaluation des résultats de la mise en oeuvre des activités envisagées à la lumière des objectifs définis dans le cadre de la phase II du Plan d'action pour la Méditerranée ainsi que des tâches prévues dans les domaines prioritaires d'activités pour l'environnement et le développement dans le Bassin méditerranéen (1996-2005) qui feraient l'objet d'un mécanisme de suivi de leur mise en oeuvre;

12. *Conviennent* de transmettre à la Conférence euroméditerranéenne les documents adoptés à la Conférence de plénipotentiaires sur la Convention de Barcelone tenue les 9 et 10 juin 1995 pour contribuer aux efforts de la Conférence notamment en vue d'assurer la protection de l'environnement et le développement durable de la région et de renforcer la coopération régionale dans le cadre du PAM;

13. *Prient* la Commission méditerranéenne du développement durable, au sein de laquelle les ONG seront dûment représentées, d'examiner la possibilité de créer un fonds spécial pour la promotion de projets concernant la conservation de la nature et la gestion intégrée du littoral, qui compléterait le fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée et tendrait à mobiliser et à assurer des ressources financières additionnelles nécessaires;

14. *Invitent* tous les acteurs socio-économiques intéressés, spécialement les collectivités locales, les milieux scientifiques et éducatifs, les entreprises et les organisations non gouvernementales à s'associer à l'exécution de la Phase II du Plan d'Action pour la Méditerranée;

15. *Invitent* les organisations internationales et autres programmes de financement et de développement à s'associer à l'exécution de la nouvelle phase du Plan d'action pour la Méditerranée ainsi qu'à coordonner et à harmoniser avec le Plan d'action pour la Méditerranée leurs programmes relatifs à la région méditerranéenne;

16. *Décident* de se rencontrer à nouveau durant la dixième Réunion Ordinaire des Parties Contractantes en 1997 en Tunisie.

APPENDICE I

PLAN D'ACTION POUR LA PROTECTION DU MILIEU MARIN
ET LE DEVELOPPEMENT DURABLE DES ZONES
COTIERES DE LA MEDITERRANEE

(PAM PHASE II)

Introduction

Les pays méditerranéens et la CEE ont adopté en 1975 le Plan d'action pour la Méditerranée (PAM) et en 1976 la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (Convention de Barcelone). Le PAM avait pour grands objectifs d'aider les gouvernements à évaluer et maîtriser la pollution marine, à formuler leurs politiques nationales de l'environnement, à améliorer leurs capacité à mieux identifier les options de rechange pour les modèles de développement et à procéder à des choix plus rationnels pour l'allocation des ressources.

Bien qu'à l'origine le PAM ait centré ses efforts sur la lutte contre la pollution marine, l'expérience a vite confirmé que les tendances socio-économiques, associées à une planification et une gestion médiocres du développement, étaient la cause de la plupart des problèmes environnementaux, et qu'une protection valable et durable de l'environnement était indissolublement liée au développement social et économique. C'est pourquoi, d'une approche sectorielle de la lutte antipollution, le PAM est progressivement passé à une planification et gestion intégrées comme moyen capital de la recherche de solutions.

Bien qu'il soit difficile d'évaluer les avancées réalisées, on dispose d'indices directs et indirects d'après lesquels des mesures concrètes ont été prises par de nombreux pays conformément aux prescriptions et aux dispositions du PAM, ce qui a ainsi heureusement retenti sur les politiques et pratiques des pays méditerranéens en matière d'environnement. Le PAM a joué un rôle significatif dans les évolutions et les progrès en matière d'environnement en Méditerranée. On peut citer parmi les réussites les plus significatives: l'instauration d'une prise de conscience quant à l'importance d'un environnement salubre pour la Méditerranée présente et future et pour ses populations, un net changement d'attitude des décideurs à l'égard de la protection de l'environnement, et la création d'un sens de la solidarité et de la nécessité d'agir collectivement en vue d'un avenir meilleur de la Méditerranée.

Parmi les grandes lacunes dans la protection du milieu marin de la Méditerranée et de sa frange littorale, on citera: l'aménagement inapproprié de la zone côtière par manque d'une planification et d'une gestion voulues de celle-ci; l'inadéquation et l'application peu effective des législations nationales; l'indigence des structures institutionnelles et une insuffisance des ressources humaines allouées à ces types d'activité; enfin l'absence d'une mobilisation de ressources financières suffisantes et d'un engagement politique clair pour résoudre les problèmes existants.

Le PAM Phase II a été conçu en tenant compte des réussites et des échecs des vingt premières années d'existence du programme, ainsi que des résultats des développements récents comme la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, 1992), la Huitième réunion des Parties contractantes à la Convention de Barcelone (Antalya, 1993) et la Conférence "MED 21" sur le développement durable en Méditerranée (Tunis, 1994).

Objectifs

Les objectifs principaux sont les suivants:

- assurer une gestion durable des ressources naturelles marines et terrestres et intégrer l'environnement dans le développement économique et l'aménagement du territoire;
- protéger le milieu marin et les zones côtières en prévenant la pollution, ainsi qu'en réduisant et, dans la mesure du possible, en éliminant les apports de polluants de toute nature, chroniques ou accidentels;
- protéger la nature, et sauvegarder et mettre en valeur les sites et les paysages d'intérêt écologique ou culturel;
- renforcer la solidarité entre les Etats riverains de la Méditerranée en gérant leur patrimoine commun et leurs ressources au profit des générations présentes et futures; et
- contribuer à l'amélioration de la qualité de la vie.

Mise en oeuvre

Les Etats riverains de la Méditerranée sont pleinement responsables de la conduite de leurs politiques visant à améliorer leur environnement et à assurer un développement durable. A cet égard, ils sont responsables de l'application de la Convention de Barcelone, de ses Protocoles et du PAM.

Pour réaliser cette tâche, les Parties contractantes reçoivent l'aide du Secrétariat de la Convention de Barcelone, confié au PNUE et à son Unité de Coordination et, sous la supervision de celle-ci, des Centres d'activités régionales du PAM.

Les missions spécifiques confiées au Secrétariat et aux Centres d'activités régionales pour la mise en oeuvre des activités du PAM ainsi que les budgets correspondants sont fixés dans le cadre des réunions des Parties contractantes à la Convention de Barcelone.

L'Unité de coordination du PAM établit et renforce les liaisons avec les autres programmes pour les mers régionales, avec les secrétariats des conventions internationales applicables dans la région, avec la Commission des Nations Unies pour le développement durable et avec les institutions financières internationales intervenant dans le domaine de l'environnement et du développement durable en Méditerranée.

Les Parties contractantes à la Convention de Barcelone feront systématiquement appel à la collaboration des institutions spécialisées des Nations Unies concernées pour élaborer et mettre en oeuvre les programmes d'activités du PAM - Phase II.

Les Parties contractantes feront appel à la collaboration des autorités locales, provinciales et régionales, s'il y a lieu, pour élaborer et mettre en oeuvre les programmes d'activités du PAM - Phase II.

Les Parties contractantes feront également participer aux activités du PAM Phase II les organisations non gouvernementales qui oeuvrent en faveur de la protection de l'environnement et du développement durable, ainsi que celles qui représentent des activités économiques.

Dans la mise en oeuvre du développement durable, la priorité sera donnée au renforcement des capacités institutionnelles et à la coordination des politiques aux échelons national, provincial et local, selon qu'il conviendra. A cet égard, une attention particulière sera accordée à la mise en oeuvre des instruments juridiques existants tels que la Convention de Barcelone et ses Protocoles, à la mise en place d'instruments économiques pour une gestion intégrée des ressources, à une planification rigoureuse des zones côtières et à la gestion des ressources naturelles.

I. LE DEVELOPPEMENT DURABLE EN MEDITERRANEE

1. INTEGRATION DE L'ENVIRONNEMENT ET DU DEVELOPPEMENT

La gestion et la conservation des ressources naturelles et l'orientation des changements technologiques et institutionnels de manière à ce qu'ils contribuent à répondre constamment aux besoins des générations présentes et futures sont essentielles pour le bassin méditerranéen. Les interactions complexes entre les composantes environnementales (eau, forêts, sols) et les secteurs socio-économiques (agriculture, industrie, énergie, tourisme et transport) exigent l'intégration des politiques environnementales dans les politiques de développement. A l'échelon régional, les activités correspondantes seront élaborées [au sein de la Commission méditerranéenne du développement durable qui doit être mise en place, et exécutées dans le cadre du PAM] en collaboration avec les organisations internationales compétentes et le soutien du Secrétariat et des Centres d'activités régionales compétents, lorsqu'il y aura lieu.

1.1 Activités économiques et environnement

L'évolution socio-économique récente du bassin méditerranéen, dont les ressources naturelles sont limitées et fragiles, a engendré d'importantes mutations qui mettent en péril son patrimoine; la dynamique démographique qui pourrait porter la population de 410 millions d'habitants en 1994 à 550 en 2025 ainsi que les modes de production et de consommation modernes jouent un rôle majeur dans ces mutations.

L'agriculture tend à s'intensifier en exerçant des effets importants sur les ressources en eau et sur les sols. L'industrialisation est en plein développement depuis les années 70 mais les industries lourdes et polluantes marquent les signes d'un déclin. Les technologies utilisées sont souvent obsolètes et engendrent une pollution considérable. Grande consommatrice de ressources naturelles et d'énergie, l'industrie se dispute l'espace disponible avec le développement urbain et les grandes infrastructures de transport, notamment sur le littoral. Générateur de devises, le tourisme lui aussi convoite l'espace littoral, renforçant de plus en plus le bétonnage et exploitant ses attraits patrimoniaux naturels et historiques. Quelque 100 millions de touristes en provenance de toutes les régions du monde sont accueillis aujourd'hui sur le littoral méditerranéen, 170 à 340 millions y sont attendus en 2025, alors que le tourisme national devrait aussi connaître une forte croissance. La pression sur les ressources en eau est importante et la surfréquentation des sites naturels et historiques ainsi que l'utilisation excessive des terres tendent à aboutir à leur destruction, ce qui a pour effet de réduire ce capital touristique essentiel pour certains pays.

Pour ces activités économiques, les principaux objectifs en matière de développement durable sont les suivants:

1.1.1 Agriculture

La région méditerranéenne est appelée à intensifier sa production agricole, tout particulièrement dans les pays du Sud et de l'Est. Cette intensification, notamment par la pratique de l'irrigation, affecte de plus en plus la qualité des sols et des eaux. Par ailleurs, les terres arables se réduisent sous la pression des constructions, de la perte de fertilité, de la salinisation et de l'érosion.

L'extension de la désertification sous diverses formes menace le développement agricole et social, tant dans les régions côtières que les arrière-pays.

Afin de contribuer au développement durable, les activités doivent, aux niveaux appropriés, privilégier:

- les modes d'exploitation rationnelle des ressources en sols et en eau, en encourageant les pratiques culturales adaptées aux conditions physiques et écologiques des régions concernées;
- l'accroissement de la productivité et de la production agricole au moyen de techniques respectueuses de l'environnement local;
- la mise au point et l'utilisation de techniques d'irrigation moins consommatrices d'eau et de systèmes de drainage appropriés;
- l'identification et l'utilisation de techniques appropriées, tant pour l'exploitation agricole que pour l'amélioration des ressources génétiques locales; et
- le contrôle de l'emploi des produits chimiques polluant le sol et l'eau et l'utilisation accrue d'engrais naturels.

1.1.2 Industrie

Le développement des activités industrielles aggrave certains problèmes déjà préoccupants de pollution de l'air et de l'eau et de détérioration de la qualité de la vie.

La satisfaction des besoins nationaux et l'accès aux marchés méditerranéens et internationaux dans une optique de développement durable demandent les actions suivantes:

- encourager et faciliter l'utilisation de procédés industriels appropriés et de technologies propres;
- faciliter le transfert, l'adaptation et la maîtrise de la technologie entre les pays méditerranéens;
- consolider et accélérer la mise en place de programmes de maîtrise et de réduction des pollutions industrielles; et
- renforcer et développer les programmes de gestion pour la réduction des déchets industriels.

1.1.3 Energie

La consommation croissante d'énergie en Méditerranée basée principalement sur les sources d'énergie fossile amplifie la pollution et les problèmes de dégradation de l'environnement méditerranéen. Il importe donc de veiller à une meilleure gestion de l'énergie et à mettre en place des politiques compatibles avec le développement durable.

A cet égard, les objectifs aux niveaux méditerranéen, national et local, et en coopération avec les organisations internationales concernées, consisteront à:

- encourager et faciliter le recours aux énergies nouvelles et renouvelables dans les utilisations domestiques et industrielles, publiques et privées, y compris par des projets pilotes;

- développer les techniques de maîtrise et d'économie d'énergie; et

- veiller à une implantation respectueuse de l'environnement des nouvelles centrales électriques sur le littoral méditerranéen et moderniser comme il convient les centrales existantes.

1.1.4 Tourisme

Le tourisme est un des facteurs qui influent le plus largement sur l'environnement et le développement du bassin méditerranéen. Il joue un rôle important dans l'amélioration des conditions économiques dans de nombreux pays méditerranéens mais a en revanche de graves effets sur les ressources terrestres marines, les sols et les terres côtières, la mer, les sites historiques naturels et les paysages, la société et la population locale.

Les principaux objectifs des activités en matière de tourisme à l'échelon de la Méditerranée, national et local sont les suivants:

- examiner, suivre en permanence et évaluer les activités liées au tourisme et leurs conséquences sur l'environnement à l'aide notamment d'indicateurs appropriés;

- encourager une coopération régionale et internationale favorable à un tourisme respectueux de l'environnement et compatible avec le développement durable;

- suivre constamment l'évolution des ressources naturelles, culturelles, humaines et touristiques et entreprendre régulièrement des études d'impact sur l'environnement et des évaluations de la capacité d'accueil; et

- mettre au point des programmes d'information et de formation pour les acteurs concernés, notamment en faisant prendre conscience aux touristes de la nécessité de préférer une forme de tourisme qui respecte l'environnement méditerranéen.

1.1.5 Transports

L'évolution des transports aériens et terrestres conjuguée à l'expansion des activités économiques exercera des pressions croissantes sur la zone côtière. On prévoit notamment que le nombre de véhicules automobiles triplera au cours des 30 prochaines années. Il est indispensable d'accorder une attention particulière à cette tendance claire, qui aura des effets importants sur la qualité de l'environnement des zones côtières et urbaines.

Les principaux objectifs du programme sont les suivants:

- évaluer et suivre constamment l'évolution des moyens de transport et leur densité dans les zones côtières à l'aide d'indicateurs appropriés;

- rechercher et encourager l'utilisation de moyens de transport de substitution moins préjudiciables à l'environnement; et

- diffuser des informations sur les politiques et technologies des transports contribuant au développement durable, y compris celles concernant les transports publics.

1.2 Développement urbain et environnement

La population urbaine méditerranéenne, dont 40 pour cent est concentrée sur le littoral, devrait doubler d'ici 2025, ce qui accroîtra de façon substantielle l'occupation du littoral.

Le type de développement urbain qui résulte de cette concentration est préoccupant du point de vue environnemental pour deux raisons:

- une pression importante est exercée sur les ressources naturelles, les paysages et les milieux naturels qui sont progressivement consommés ou détruits pour répondre aux besoins du développement urbain; et

- l'environnement créé au sein des agglomérations par l'ampleur des constructions et ses effets sur les transports, la consommation d'énergie, la production de déchets, la raréfaction des espaces et des paysages naturels, la demande croissante d'infrastructures, n'est guère satisfaisant;

Les conséquences de cette évolution sont préoccupantes du point de vue du développement durable pour les raisons suivantes:

- la dégradation de l'environnement urbain et la qualité de la vie ont des effets négatifs sur la vie sociale et la santé publique; et

- du point de vue économique, des agglomérations dont l'environnement se dégrade risquent de se révéler moins attrayants, en particulier pour le secteur des services.

Des stratégies de développement urbain durable devraient être élaborées par les autorités compétentes pour:

- créer un cadre institutionnel permettant d'assurer la gestion des agglomérations à un niveau administratif approprié;

- encourager la mise en place d'une planification urbaine prenant en compte les enjeux environnementaux à partir de diagnostics d'environnement urbain;

- encourager des politiques urbaines dynamiques visant à réaliser des économies d'énergie, à mettre en place des transports non polluants, à assurer une gestion appropriée des déchets, une utilisation durable de l'eau, et à créer des équipements d'agrément urbains;

- mettre en place les instruments financiers correspondants;

- développer des capacités institutionnelles et professionnelles; et

- faire participer tous les acteurs concernés à ce processus.

Au niveau régional, des activités concertées seront menées, en encourageant une coopération coordonnée et décentralisée pour:

- élaborer et diffuser les méthodologies appropriées;

- procéder à des échanges d'expériences et de pratiques;

- assurer la formation des acteurs concernés; et

- contribuer à mobiliser des ressources financières internationales pour l'élaboration et la mise en oeuvre des stratégies d'environnement urbain.

1.3 Gestion durable des ressources naturelles

A l'échelon du bassin, les activités spécifiques visées dans cette section seront mises au point et exécutées par les organisations internationales et les programmes compétents lorsqu'il y aura lieu avec l'appui du Secrétariat et des Centres d'activités régionales.

1.3.1 Ressources en eau

La qualité et la disponibilité des ressources en eau douce sont d'une importance vitale pour la région méditerranéenne, non seulement pour la consommation humaine mais également pour l'agriculture, l'industrie, le tourisme et d'autres secteurs de l'économie. Les interactions de ces éléments devraient être abordées dans le cadre de plans intégrés de gestion des ressources en eau.

La gestion et l'utilisation durable des ressources en eau constituent les objectifs principaux de ce programme et, afin de les atteindre, il faudra:

- encourager l'utilisation d'instruments de gestion de la demande en eau;

- évaluer et surveiller l'état qualitatif et quantitatif des ressources en eau dans chaque pays, à l'aide notamment d'indicateurs pertinents;

- élaborer dans chaque pays des plans directeurs sur les ressources en eau par bassin et élargir la portée des plans existants selon les principes communément admis du développement durable, en s'appuyant sur une approche intégrée, notamment dans les îles et les zones côtières;

- instaurer ou améliorer la législation nationale relative à l'élaboration et à l'application de méthodes intégrées de gestion et d'utilisation des ressources en eau; et

- établir des principes directeurs, des programmes de formation et les moyens d'échanger des expériences en matière de mise en valeur, de gestion, d'utilisation et de réutilisation intégrées des ressources en eau.

1.3.2 Sols

L'érosion des sols et la désertification constituent l'un des problèmes les plus aigus de la région. L'agriculture et l'exploitation forestière sont particulièrement affectées par une baisse de productivité, laquelle, à son tour, contribue à aggraver les problèmes sociaux de la région.

La conservation et la remise en valeur des terres constituent l'objectif principal.

Les activités porteront sur:

- l'évaluation et la surveillance de la situation en matière de dégradation des sols en recourant à des indicateurs appropriés et pertinents;

- l'élaboration de politiques, stratégies et programmes effectifs comportant des études cartographiques et des mesures de surveillance et de protection pour prévenir et enrayer les pertes de sol et la désertification; et

- l'application, au niveau national, des mesures précitées ainsi que des décisions pertinentes prises au sein des instances internationales concernées comme la FAO, le PNUE et l'UICN, en privilégiant les dispositions de la Convention sur la lutte contre la désertification, et plus particulièrement son volet méditerranéen.

1.3.3 Ressources marines vivantes

Plusieurs stocks halieutiques étant sous forte pression, il est essentiel d'agir sans délai à plusieurs niveaux (communautés de pêcheurs, organisation des pêcheries, gouvernements), en commençant par le renforcement des structures existantes afin d'enrayer les tendances actuelles à la dégradation des ressources et des habitats.

L'objectif, tant au niveau régional que national, est la gestion durable des ressources marines vivantes.

Les principales activités viseront à:

- améliorer l'information disponible sur l'état des ressources marines vivantes et encourager la recherche sur les effets de la dégradation du milieu et les incidences des activités de pêche; cette information est indispensable pour le développement des politiques de gestion de ces ressources;

- définir des politiques communes de gestion des ressources inspirées du principe de précaution;

- instaurer, par le biais du Conseil général des pêches pour la Méditerranée (CGPM), le cadre juridique d'une approche coopérative en vue de la protection et de la conservation des ressources marines vivantes au-delà des eaux territoriales;

- assurer l'application du Code de conduite pour une pêche responsable, mis au point par la FAO, de l'Accord visant à favoriser le respect par les navires de pêche en haute mer des mesures internationales de conservation et de gestion et des décisions prises dans le cadre de la Conférence des Nations Unies sur les stocks chevauchants et les stocks de poissons grands migrateurs; et

- promouvoir une aquaculture respectueuse de l'environnement.

1.3.4 Forêts et couvert végétal

La dégradation des forêts et du couvert végétal suscite des préoccupations grandissantes pour la région méditerranéenne. Le surpâturage, l'emploi abusif de bois de chauffage, de même que les incendies et l'urbanisation sont les principales causes de la déforestation. Pour faire face à ces problèmes, la FAO a élaboré un Programme d'action pour les forêts méditerranéennes avec lequel le PAM établira des liaisons et coordonnera ses activités. Ce programme repose sur une approche intégrée et pluridisciplinaire essentielle tant pour le cadre conceptuel d'ensemble que pour sa mise en oeuvre dans chaque pays.

Les activités du programme viseront en particulier à:

- entreprendre dans chaque pays une rapide évaluation de l'état de son couvert végétal naturel et définir les priorités;

- établir dans chaque pays des plans directeurs pour le couvert végétal naturel axés sur leur protection, leur gestion durable et leur utilisation polyvalente; et

- renforcer la coopération et l'échange d'informations entre les pays.

1.4 Gestion intégrée des régions côtières

Les stratégies de gestion des régions côtières méditerranéennes doivent veiller à ce que les ressources limitées et fragiles soient utilisées d'une manière durable grâce à une planification et une réglementation qui garantissent la préservation de leur valeur écologique ainsi que le développement d'activités et la qualité de la vie des populations côtières.

Une compréhension des relations existant entre les ressources côtières, leur usage et les impacts réciproques du développement et de l'environnement, est essentielle pour la gestion intégrée des régions côtières.

Les objectifs de la protection et de la gestion intégrée des régions côtières sont les suivants:

- la préservation de la diversité biologique dans les écosystèmes littoraux;
- la planification du littoral pour résoudre la concurrence entre urbanisation, industrialisation, tourisme, transports, agriculture et aquaculture, ainsi que pour préserver les écosystèmes pour les générations futures;
- la maîtrise des pressions démographiques sur l'utilisation des ressources côtières;
- la réalisation des objectifs environnementaux et économiques à des coûts acceptables pour la société;
- la prévention et l'élimination, dans toute la mesure du possible, des pollutions d'origine urbaine, industrielle, touristique, agricole et aquacole, des déchets solides et liquides, et des risques naturels et technologiques;
- la participation des populations et de leurs diverses associations pour mobiliser le sens civique afin de relever tous ces défis nouveaux; et
- le développement des capacités institutionnelles et des ressources humaines pour répondre à ces multiples objectifs croisés et souvent concurrents.

La gestion intégrée des zones côtières devrait progressivement devenir l'approche normale des problèmes de gestion du littoral méditerranéen. A cette fin, au niveau national et, le cas échéant sous-national, des législations pertinentes devront être élaborées et les capacités institutionnelles créées ou renforcées. En outre, il conviendra d'élaborer et de mettre en oeuvre des instruments appropriés tels que systèmes de télédétection, d'information géographique, d'analyse systémique et prospective et d'étude d'impact sur l'environnement ainsi que des instruments économiques.

Ces législations devraient encourager la protection d'une partie importante de la bande littorale, éviter l'urbanisation et l'industrialisation continues de la façade littorale, fixer des règles relatives à l'identification des espaces naturels à protéger et organiser la compatibilité des usages de la frange littorale.

Au niveau régional, des activités de coopération seront organisées pour:

- élaborer conjointement les méthodologies de planification les plus adaptées;
- mener des actions de formation, d'échange d'informations et de transfert de connaissances; et
- encourager et faciliter la coopération avec les institutions internationales susceptibles de soutenir les politiques de gestion des régions côtières.

1.5 Eléments d'une stratégie méditerranéenne

Les préoccupations de développement durable, mises en évidence par la CNUED, résultent de relations complexes entre développement socio-économique et environnement, dont il importe de bien élucider les mécanismes afin de définir une stratégie méditerranéenne et des stratégies nationales de développement durable. Le souci d'intégrer la gestion durable des ressources naturelles dans un développement économique stable doit être au centre des efforts à déployer à l'échelon méditerranéen. A cet effet, au niveau régional les principales activités seront les suivantes:

- promouvoir et développer une fonction d'observation et d'évaluation des interactions entre environnement et développement dans le bassin méditerranéen:
  - en s'appuyant sur les activités pertinentes existantes aux niveaux national et régional;
  - en contribuant à l'appui technique pour le développement des fonctions nationales analogues à la demande des gouvernements;
  - en recevant, traitant et analysant les renseignements pertinents sur l'environnement et le développement en Méditerranée;
  - en analysant l'évolution des interactions entre l'environnement et le développement pour aider au processus de prise de décisions; et
  - en élaborant des indicateurs de développement durable applicables à la Méditerranée et conformes à ceux mis au point par la CNUED et d'autres institutions internationales et régionales;
- échanger des données d'expérience en matière de développement économique durable; et
- formuler des recommandations pratiques pour faciliter l'intégration de la gestion des ressources naturelles et du développement économique dans l'élaboration des politiques nationales de développement.

Au niveau national, les principales activités seront les suivantes:

- établir des structures - interministérielles notamment - telles que des commissions du développement durable aptes à associer l'ensemble des institutions concernées par la formulation des politiques de développement durable;
- élaborer des stratégies nationales de développement durable comportant en particulier la mise en place des instruments financiers pertinents; et
- élaborer des politiques sectorielles, en priorité dans les domaines de l'énergie, de l'industrie, des transports, de l'agriculture et du tourisme, pour intégrer la dimension environnementale.

1.6 Renforcement des capacités nationales et locales

La capacité des pays méditerranéens à s'engager dans la voie du développement durable sera en grande partie déterminée par leur capacité à évaluer les problèmes, hiérarchiser les urgences, se doter de stratégies de réponse et mettre en place les moyens propres à la réalisation de ces politiques.

- Au niveau institutionnel national, la politique de développement durable exigerait une organisation assurant une prise en charge par l'ensemble des administrations et agences publiques concernées dans le cadre d'une coordination interministérielle.

- Au niveau local, des capacités de concevoir et mettre en oeuvre des stratégies de développement durable seront également développées.

Le développement des capacités visera particulièrement à développer les moyens disponibles ainsi que le niveau de formation dans les domaines suivants:

- sciences et techniques relatives à l'interaction entre le développement et l'environnement;

- gestion des services publics liés à l'environnement; et

- gestion des entreprises dont l'activité exerce un impact sur l'environnement.

2. CONSERVATION DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES

La Méditerranée, avec ses paysages et son patrimoine naturel variés et uniques, avec son passé millénaire dont témoignent avec éclat d'innombrables sites historiques, représente pour ses habitants et pour les millions de visiteurs qui s'y rendent chaque année un patrimoine commun qui mérite d'être protégé et conservé pour les générations présentes et futures. Cependant, les incidences négatives d'un développement urbain, industriel et touristique incontrôlé et l'insuffisance de stratégies appropriées en matière d'environnement deviennent désormais flagrantes. L'occupation massive du littoral, le rejet et l'immersion dans la mer d'importantes quantités de déchets solides et liquides ainsi que la surexploitation des ressources naturelles, constituent des menaces pour la sauvegarde de l'équilibre écologique, pour la survie des espèces et pour la conservation de plusieurs sites d'un haut intérêt naturel et historique et des paysages exceptionnels de la Méditerranée.

En Méditerranée, les exemples de gestion côtière ayant pour objectif la protection de la nature, des paysages et des sites historiques sont encore très rares ou d'une portée géographique restreinte. De fait, sous la pression d'un développement socio-économique rapide, le manque de stratégies de gestion écologiquement rationnelle a depuis trop longtemps favorisé des activités permettant de garantir des avantages économiques à court terme mais ayant, à long terme, des effets négatifs sur la conservation du littoral méditerranéen. Il est évident que cette tendance négative pourrait être effectivement inversée si l'on faisait largement connaître ses répercussions sur l'environnement méditerranéen et sa diversité biologique et si les stratégies de planification et de développement des diverses sous-régions de la Méditerranée intégraient la gestion rationnelle de leur patrimoine naturel et culturel.

Cette composante du PAM Phase II tient pleinement compte de la Convention de Barcelone et du Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée. Elle vise donc à la mise en place d'un système d'activités qui aident les Parties contractantes à protéger et à gérer de manière durable le patrimoine naturel et culturel de la Méditerranée, en contribuant ainsi au développement durable de la région.

Les activités proposées ont été développées conformément aux résultats de la CNUED et notamment d'Action 21, de la Convention sur la diversité biologique, du programme-action MED 21.

Les activités seront mises en oeuvre par les Parties contractantes, en coordination avec le Secrétariat du PAM et avec l'assistance de celui-ci ainsi que des Centres d'activités régionales concernés. Le développement de ces activités se fera, s'il y a lieu, en coopération et coordination avec les programmes correspondants des Nations Unies, des secrétariats des Conventions, de l'Union européenne et notamment son réseau NATURA 2000 et des autres organisations internationales concernées, ainsi que des ONG et de réseaux particulièrement actifs dans des domaines précis, afin de créer une synergie intégrée et efficace dans la région et d'éviter un recoupement des travaux.

Cinq types d'activités seront développés dans le cadre de la mise en oeuvre du protocole:

- Collecte de données et évaluation périodique de la situation;
- mesures juridiques;
- planification et gestion;
- sensibilisation et participation du public; et
- échange d'expériences et amélioration des capacités nationales.

2.1 Collecte de données et évaluation périodique de la situation

Si, dans la région méditerranéenne, le niveau des connaissances sur l'étendue et l'état de conservation du patrimoine historique et culturel peut être considéré dans l'ensemble satisfaisant, il n'en est pas de même pour ce qui est du patrimoine naturel, dont la connaissance reste encore assez fragmentaire. Il s'avère donc important d'intensifier les recherches et études pour combler les lacunes existantes en vue de définir les actions appropriées.

Le présent programme a donc pour principal objectif l'évaluation d'ensemble de l'état et si possible de l'évolution de la diversité biologique en Méditerranée pour mieux la protéger. Il comportera notamment les activités suivantes:

- l'établissement, au niveau régional, d'inventaires des éléments de la diversité biologique ayant un intérêt commun méditerranéen, et des listes d'espèces menacées et/ou en voie d'extinction dans la région et des sites naturels; et

- l'établissement, au niveau national, d'inventaires d'espèces et des sites de valeur naturelle particulière, ainsi que des zones contenant des écosystèmes rares ou fragiles qui sont des réserves de diversité biologique et qui sont importantes pour les espèces menacées et/ou en voie d'extinction.

Ces inventaires et ces listes seront établis d'après des critères communs fixés conjointement par les Parties contractantes, seront tenus régulièrement à jour et serviront de base pour les programmes de conservation et de planification en utilisant, quand nécessaire, les meilleures techniques disponibles.

2.2 Mesures juridiques

Les législations régissant la protection du patrimoine naturel et culturel sont actuellement insuffisantes dans plusieurs pays méditerranéens et il est urgent que des législations modernes et adéquates soient adoptées, en vue d'apporter l'appui nécessaire à la mise en oeuvre des politiques de conservation.

Il est également nécessaire que les Parties prennent les dispositions nécessaires pour que les mesures législatives adoptées soient effectivement mises en application.

Les activités suivantes seront mises en oeuvre:

- la mise en place par les Parties contractantes de systèmes législatifs adéquats par l'adoption de textes permettant d'accorder une protection légale aux sites présentant un intérêt particulier compte tenu de leur valeur naturelle et/ou culturelle. Les méthodes et inventaires développés dans le cadre de l'Union européenne ou d'organisations internationales pourront constituer une base de référence à cet égard. Dans le bassin de la Méditerranée, une attention spéciale doit être accordée aux habitats des espèces menacées, aux milieux insulaires, aux vestiges archéologiques y compris ports submergés, structures et épaves;

- l'attribution d'un statut de protection légale aux espèces menacées et/ou endémiques identifiées sur la base des inventaires visés au point précédent; le phoque moine et les différentes espèces de tortues marines et cétacés présents en Méditerranée méritent à cet égard une attention particulière;

- la mise en place de mécanismes nationaux de contrôle de la mise en oeuvre des mesures de protection instaurées; et

- l'établissement de listes des Aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne (ASPIM) et des espèces menacées.

2.3 Planification et gestion

En plus de la protection légale des sites, il est impératif que ces derniers soient dotés d'un système de gestion qui, tout en garantissant la conservation de leur valeur naturelle et/ou culturelle, devrait aboutir à promouvoir leurs aspects sociaux, en particulier ceux relatifs à l'éducation, la sensibilisation, la recherche et les loisirs.

Il faut également tenir compte, dans le processus de planification des aires protégées, du rôle qu'elles peuvent jouer dans le développement de zones économiquement défavorisées, par exemple par la promotion de formes écologiquement compatibles de tourisme, y compris le tourisme dans les sites culturels.

Il sera aussi nécessaire d'identifier les processus et les facteurs qui ont ou sont susceptibles d'exercer des effets néfastes sur la conservation de la diversité biologique et en même temps de mettre en place des procédures de surveillance régulière et d'évaluation périodique de l'état de conservation des sites et des espèces dotés d'un statut spécial.

Des formes de gestion active sont également nécessaires pour la conservation de la plupart des espèces.

Les activités suivantes seront donc mises en oeuvre:

- la préparation et l'adoption de stratégies nationales visant à assurer la conservation de la diversité biologique, du patrimoine culturel et leur intégration dans les politiques de développement et de planification;

- la préparation et l'adoption aux niveaux régional et national de plans d'action spécifiques pour la conservation et la gestion des sites, d'habitats, d'écosystèmes et des espèces en danger ou menacées, ainsi que la mise en oeuvre des plans d'action déjà adoptés;

- la gestion efficace des sites protégés, notamment par l'élaboration, l'adoption et la mise en oeuvre des plans de gestion spécifiques;

- la mise en place d'outils fonciers permettant la pérennisation de la protection des zones à sauvegarder y compris en dehors des aires protégées;

- l'encouragement du public à une participation active à la conservation et à la gestion des espèces et des sites protégés;

- l'institution d'un diplôme méditerranéen qui sera attribué à l'occasion des réunions ordinaires des Parties contractantes à une aire spécialement protégée d'importance méditerranéenne (ASPIM) qui s'est distinguée par la mise en oeuvre d'actions spécifiques et concrètes dans le domaine de la gestion et de la conservation du patrimoine naturel méditerranéen; et

- la préparation d'actions ou projets concrets régionaux pour la conservation de la nature et la biodiversité en vue de mobiliser les ressources financières nécessaires à l'extérieur du Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée.

2.4 Sensibilisation et participation du public

Sans l'adhésion du public, la mise en oeuvre des mesures de protection et de conservation de la nature ne peuvent aboutir à des résultats à la hauteur des défis et des menaces qui pèsent sur le patrimoine naturel de la Méditerranée.

Par l'information et la sensibilisation de groupes cibles particuliers ainsi que du grand public, il a été possible dans plusieurs pays, non seulement de réduire les oppositions à certains programmes de conservation entrepris, mais aussi d'obtenir dans certains cas une participation active du public.

Cette composante a pour principaux objectifs de consolider la sensibilisation et l'information tant sur les plans local et national, que régional, ainsi que la circulation rapide des résultats de la recherche scientifique. Les activités suivantes seront développées:

- développer des programmes d'éducation et d'information en vue de sensibiliser le public, ainsi que des initiatives destinées à des groupes cibles particuliers (jeunes, pêcheurs, population en relation avec les aires protégées);

- favoriser la diffusion rapide, par différents moyens y compris par les médias, des données disponibles sur l'état des habitats, des populations et des menaces qui pèsent sur elles, notamment pour les espèces protégées ainsi que sur les actions et programmes de gestion et de conservation entrepris; et

- mettre en place à l'échelle nationale et/ou locale et évaluer périodiquement des programmes d'information et de sensibilisation harmonisés avec les mesures de conservation entreprises ou envisagées.

2.5 Echange d'expériences et amélioration des capacités nationales

La protection et la gestion du patrimoine naturel et culturel nécessitent des compétences spécifiques et des ressources financières et techniques adéquates. Il existe actuellement de grandes différences dans la région méditerranéenne en ce qui concerne la disponibilité de ces compétences et technologies. L'amélioration des capacités nationales, dans ce domaine, dans les pays en développement de la Méditerranée constitue un aspect important en vue d'un renforcement de la coopération intreméditerranéenne en matière de protection du patrimoine naturel et culturel, et d'une meilleure participation aux programmes régionaux.

Le présent programme a donc pour principal objectif l'amélioration des capacités institutionnelles des pays méditerranéens en matière de conservation et de gestion des ressources naturelles et du patrimoine culturel.

Cet objectif sera réalisé par:

- la coopération technique et le transfert de connaissances entre les Parties contractantes et avec les tiers;

- la mise en place de réseaux permettant un meilleur échange d'expérience entre spécialistes méditerranéens notamment dans le domaine des aires protégées et des sites;

- la mise en place de programmes de formation dans les domaines scientifiques, techniques et de la gestion pour le personnel concerné par l'élaboration et la mise en oeuvre des mesures de conservation et de gestion; et

- l'assistance aux pays dans la préparation de projets éligibles au financement des bailleurs de fonds internationaux.

3. EVALUATION, PREVENTION ET ELIMINATION DE LA POLLUTION MARINE

Depuis l'adoption du Plan d'action pour la Méditerranée, en 1975, les divers pays méditerranéens et l'ensemble de la région ont accompli des progrès considérables dans la protection du milieu marin du bassin contre la pollution chronique ou accidentelle. En dépit de ces progrès, la frange littorale de la Méditerranée est soumise à des pressions considérables, et la solution de ce problème appelle des actions coordonnées d'évaluation, de prévention et d'élimination de la pollution, sans perdre de vue le caractère indissociable de la relation qui existe entre le développement économique et l'environnement.

Conformément aux concepts et recommandations de la CNUED, et en particulier d'Action 21, cette composante du PAM Phase II constitue le cadre des actions portant sur l'évaluation, la prévention et l'élimination de la pollution marine due à des activités menées sur terre et en mer, dans la perspective d'un développement durable.

Cette composante du programme a pour principal objectif d'éliminer la pollution de la mer Méditerranée résultant d'activités menées sur terre ou en mer.

3.1 Evaluation des problèmes liés à la pollution

L'évaluation des problèmes liés à la pollution permet de réduire les incertitudes lorsque les responsables sont confrontés à des décisions de gestion et d'élucider les relations entre les apports, les concentrations et les effets des polluants. Voici plusieurs décennies qu'une telle évaluation a été entreprise en Méditerranée, et au sein du PAM elle l'a été depuis qu'a été mis en route son programme MED POL.

Au titre de ce programme, qui a été exécuté en collaboration avec les institutions compétentes des Nations Unies, un réseau méditerranéen de plus de 150 institutions participant à la recherche et à la surveillance continue en matière de pollution marine a été mis en place; nombre de ces institutions ont été aidées à renforcer leurs capacités.

Les résultats de ces activités ont servi de base à l'établissement des documents d'évaluation qui ont été présentés aux Parties contractantes, ainsi qu'à l'élaboration d'instruments juridiques et de mesures communes antipollution. Bien qu'un grand nombre de données aient été accumulées sur les principaux polluants, leurs sources, leurs voies de

migration et leur devenir dans l'environnement, il subsiste des lacunes dans nos connaissances, parmi lesquelles il convient de citer le manque de données quantitatives sur les sources de pollution, l'insuffisance de la couverture géographique dans le sud du bassin, le peu de renseignements sur le devenir des polluants dans l'environnement et la méconnaissance des corrélations entre les niveaux et les effets sur les communautés biologiques.

Cette composante du programme a pour objectif l'évaluation:

- des niveaux et tendances de la charge polluante atteignant la mer Méditerranée à partir de sources situées à terre ou en mer;
- des niveaux, tendances et effets des polluants dans le milieu marin;
- des risques des polluants pour les ressources biologiques marines, les pêches et la santé humaine dans les eaux du littoral, des estuaires et du large;
- de la situation en matière de traitement et d'élimination des déchets solides et liquides dans la région côtière de la Méditerranée;
- des techniques de prévention de la pollution et des procédés de production propre ainsi que de la diffusion d'informations et de données d'expérience afin de permettre à toutes les Parties d'appliquer de telles techniques et procédés; et
- de la mesure dans laquelle le milieu marin de la Méditerranée est affecté par la pollution marine par les navires et se trouve exposé à un accident maritime majeur.

Pour atteindre les objectifs énoncés, il convient de mener les activités suivantes:

Niveau régional

- recueillir des informations sur les niveaux et tendances des charges polluantes atteignant la mer Méditerranée;
- compléter le réseau existant de programmes nationaux de surveillance continue de la pollution au moyen de techniques d'observation et de surveillance adéquates et devant obligatoirement comporter des programmes d'assurance qualité des données;
- recueillir des informations sur la situation en matière de traitement et d'élimination des déchets solides et liquides dans la région côtière de la Méditerranée et présenter ces informations aux Parties contractantes;
- recueillir des informations sur les effets de la pollution, y compris celle provenant des navires, sur le milieu marin;
- fournir aux Parties contractantes, aux groupes intéressés et aux particuliers des informations concernant les problèmes généraux et spécifiques que pose la pollution ainsi que les menaces potentielles, à court et à long terme, qui pèsent sur la région méditerranéenne; et
- recueillir et fournir aux autres Parties des informations sur les mesures qui ont été adoptées et les procédés qui ont été mis en place pour prévenir et éliminer la pollution et assurer une production propre.

Niveau national

- instaurer/améliorer les programmes nationaux de surveillance continue grâce à une aide au renforcement des capacités des autorités nationales et des divers laboratoires, à une formation et à des programmes d'assurance qualité des données.

3.2 Prévention de la pollution

3.2.1. Prévention et élimination de la pollution du milieu marin due à des activités menées à terre

La pollution marine due à des sources et à des activités situées à terre est depuis longtemps tenue pour un problème majeur du milieu marin. L'une des réponses des pays méditerranéens à ce problème a été l'adoption du Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique (Protocole tellurique), qui est entré en vigueur en 1983. A la fin 1994, les Parties contractantes avaient adopté dans le cadre de l'application du Protocole tellurique treize recommandations méditerranéennes concernant les mesures communes de maîtrise des sources terrestres de pollution. Aux fins de renforcer encore le Protocole, le programme de surveillance continue et de recherche en matière de pollution (MED POL) mené dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée est progressivement recentré sur les problèmes touchant directement la prévention et l'élimination de la pollution due à des activités menées à terre.

Cette composante a pour objectif:

- la protection du milieu marin méditerranéen contre la pollution due à des activités menées à terre. Cet objectif sera réalisé grâce aux activités spécifiques découlant des dispositions du Protocole tellurique et à l'adoption de mesures communes antipollution. Il pourrait être réalisé grâce à la formulation et à l'adoption d'un plan d'action régional de réduction et, dans la mesure du possible, d'élimination de la pollution due à des activités menées à terre comportant des objectifs qualitatifs et un calendrier d'application. Ce plan devrait reposer sur les principes suivants: gestion intégrée des zones côtières et des bassins fluviaux; principe de précaution; principe du "pollueur-payeur"; principe des technologies propres; approche anticipatrice plutôt que réactionnelle; étude d'impact sur l'environnement; audit écologique; instruments économiques (redevances d'usage, taxes spécifiques, politiques et pratiques de fixation des prix) et accords volontaires (contrats).

Les activités ci-après sont recommandées:

Niveau régional

- élaborer des propositions de mesures concrètes de prévention, de réduction et d'élimination de la pollution fondées sur l'approche de précaution, comme prescrit par la Convention de Barcelone et ses protocoles;

- élaborer des lignes directrices techniques pour l'application des mesures adoptées et fournir une assistance aux pays en développement pour l'application effective de ces mesures;

- recueillir des informations sur l'application des mesures adoptées ou recommandées par les Parties contractantes et sur leur efficacité, et en informer les Parties contractantes; et

- identifier les problèmes rencontrés par les Parties contractantes dans l'application des mesures adoptées et formuler des propositions pouvant aider à les surmonter.

Niveau national

- formuler et mettre en oeuvre des programmes ou des plans d'action nationaux fondés sur l'approche de précaution afin de prévenir et d'éliminer la pollution due à des activités menées à terre. Ces programmes ou plans devraient comporter, selon qu'il conviendra:

  - la mise en place ou le renforcement d'une administration publique spécialisée dans la prévention et la lutte contre la pollution et l'affectation à celle-ci de fonds suffisants pour son financement;

  - l'élaboration d'instruments juridiques nationaux adéquats et la formulation et l'adoption de mesures de prévention et d'élimination de la pollution;

  - la création ou le renforcement de corps d'inspecteurs environnementaux possédant une formation spécifique et dotés de pouvoirs administratifs;

  - l'utilisation d'instruments économiques appropriés s'inspirant des principes du "pollueur-payeur" et de l'approche de précaution;

  - l'encouragement d'accords volontaires (contrats) pour la réduction et l'élimination de la pollution, lorsqu'il y aura lieu;

  - l'établissement d'un calendrier pour l'application intégrale des mesures communes antipollution adoptées par les Parties contractantes ainsi que des points pertinents de la Déclaration de Gênes;

  - l'élaboration et la mise en oeuvre de programmes nationaux de contrôle du respect des engagements qui seront exécutés par les organisations nationales participantes; et

  - une disposition prévoyant l'obligation pour les pays de faire rapport sur l'application des plans d'action nationaux, y compris le contrôle du respect des engagements.

3.2.2 Prévention et lutte contre la pollution du milieu marin due à des activités menées en mer

Cette composante du PAM Phase II vise à proposer des stratégies et des activités qui appuieront et compléteront les efforts nationaux de prévention, de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution du milieu marin due à des activités menées en mer.

a) Prévention de la pollution du milieu marin par les navires

Parmi les océans de la planète, la Méditerranée présente une densité de trafic maritime commercial particulièrement importante. Environ 30 pour cent du volume du commerce maritime international provient des 300 ports de la Méditerranée y aboutit ou transite par cette mer.

La pollution marine par les navires est, dans une très large mesure, due au fait que les normes internationales ne sont pas respectées comme elles devraient l'être ni appliquées avec assez de rigueur. Au cours des opérations de routine, les navires peuvent déverser dans la mer une grande variété de substances comme des déchets huileux, des produits liquides nocifs, des eaux usées et des détritus. Le rejet dans la mer de ces substances constitue une importante source de pollution du milieu marin. La conception, l'entretien et l'exploitation des navires, conformément aux normes rigoureuse adoptées sous l'égide de l'Organisation maritime internationale, ainsi que l'aménagement d'installations de réception portuaires, permettront, pour l'essentiel, de ramener la pollution à des niveaux acceptables.

A la suite de la Déclaration de Gênes (1985), qui prévoyait, entre autres objectifs à atteindre en priorité, la mise en place d'installations de réception portuaires pour les eaux de ballast sales et autres résidus huileux; un Plan d'action concernant la mise en place d'installations de réception portuaires adéquates dans la région méditerranéenne a été adopté au Caire en décembre 1991 dans le cadre du PAM.

Cette composante a pour objectifs:

- la prévention de la pollution du milieu marin de la Méditerranée par les navires en fournissant des incitations et un encouragement à l'adoption, au respect et à l'application effective des conventions internationales pour la prévention de la pollution par les navires; et

- la mise en place, en cas de besoin, d'installations de réception portuaires pour la collecte des déchets liquides et solides générés par les navires (résidus huileux et chimiques, eaux usées et détritus).

Pour atteindre les objectifs énoncés, il conviendra de mener les activités ci-après avec l'assistance du Centre d'activités régionales compétent et la coopération de l'Organisation maritime internationale

Niveau régional

mettre en oeuvre le Plan d'action concernant la mise en place d'installations de réception portuaires adéquates dans la région méditerranéenne (adopté au Caire en décembre 1991);

- promouvoir la coopération régionale dans le domaine du contrôle par l'Etat du port;

- promouvoir la coopération régionale en matière de surveillance continue de la pollution marine par les navires, spécialement celle due aux rejets illégaux, grâce à une application plus rigoureuse des dispositions de MARPOL 73/78; et

- élaborer des lignes directrices techniques pour l'aménagement et l'exploitation d'installations de réception portuaires pour les déchets générés par les activités liées aux transports maritimes.

Niveau national

- aider à la conception et à l'exécution de projets portant sur l'aménagement et l'exploitation d'installations de réception portuaires; et

- aider les Parties contractantes qui éprouvent des difficultés à ratifier, à appliquer et à faire respecter les conventions internationales pertinentes.

b) Préparation à la lutte, lutte et coopération en cas de pollution marine accidentelle

En mer Méditerranée, les risques d'un accident susceptible de provoquer une pollution massive par les hydrocarbures ou par d'autres substances dangereuses demeurent élevés. La mer Méditerranée est une grande voie de transport des hydrocarbures et du gaz du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord à destination de l'Europe et de l'Amérique du Nord (20 pour cent du transport maritime international des hydrocarbures), et l'on dénombre dans la région 58 grands ports de chargement et déchargement d'hydrocarbures.

La plupart des pays ne peuvent pas compter uniquement sur leurs propres moyens pour faire face à un grave accident de pollution marine. La coopération régionale et l'assistance mutuelle sont donc indispensables. La mise en commun des ressources et des compétences techniques permettra de combattre les déversements massifs de manière économique. Pour être rapides et efficaces, la coopération et l'assistance mutuelle doivent être planifiées et organisées.

En 1976, les pays méditerranéens ont adopté un Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique: ce Protocole fournit le cadre juridique et institutionnel à des actions de coopération régionale dans la lutte contre la pollution accidentelle du milieu marin, et les pays ont décidé de créer un centre régional chargé de les aider à appliquer le Protocole. Ce Centre régional (REMPEC) est administré par l'Organisation maritime internationale.

Depuis 1976, les activités entreprises ont contribué à développer les capacités individuelles et collectives des Etats côtiers de la Méditerranée à combattre la pollution accidentelle du milieu marin par les hydrocarbures et les substances nocives.

Cette composante a pour objectifs:

- la mise en place de systèmes nationaux, bilatéraux et/ou sous-régionaux de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution accidentelle du milieu marin par les hydrocarbures et autres substances nocives, comportant une structure organisationnelle, des plans d'urgence, du personnel formé et des moyens d'intervention adéquats contre la pollution; et
- l'organisation de la coopération entre les Parties contractantes en matière de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution accidentelle du milieu marin en cas de situation critique.

Pour atteindre les objectifs énoncés, il convient de mener les activités ci-après:

Niveau régional

- mettre en place et entretenir un système d'information régional comportant des outils informatisés d'aide à la décision pour la lutte contre la pollution marine;
- adopter des mesures pour faciliter la coopération entre les pays en vue d'intervenir contre les accidents provoquant ou susceptibles de provoquer une pollution de la mer par des hydrocarbures ou autres substances nocives;
- élaborer des lignes directrices, manuels, documents et publications de référence concernant la préparation à la lutte et la lutte contre la pollution accidentelle du milieu marin; et
- faciliter et coordonner la coopération internationale et l'assistance mutuelle et, en cas de situation critique, apporter sur demande un concours consultatif.

Niveau sous-régional

- conclure des accords opérationnels sous-régionaux pour combattre les accidents graves de pollution marine affectant ou susceptibles d'affecter les eaux territoriales, les côtes et les intérêts connexes de pays voisins.

Niveau national

- mettre au point un système national de préparation à la lutte et de lutte contre la pollution accidentelle du milieu marin comportant notamment la formation de personnel; et

- aider à la conception et à l'exécution de projets de démonstration pilotes.

c) Prévention de la pollution du milieu marin par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs

La pollution du milieu marin par les opérations d'immersion de déchets ou autres matières effectuées par des navires et aéronefs, si elle n'est pas maîtrisée, menace l'environnement de la mer Méditerranée.

Cette composante a pour objectif:

- la prévention et la réduction de la pollution de la zone de la mer Méditerranée occasionnée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs. Cet objectif sera atteint grâce aux activités spécifiques découlant des dispositions du Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs.

Pour atteindre l'objectif énoncé, il convient de mener les activités ci-après:

Niveau régional

- recueillir des informations sur la délivrance des permis et les opérations d'immersion et présenter des rapports récapitulatifs aux Parties contractantes;

- élaborer des lignes directrices techniques concernant les méthodes d'élimination et la surveillance continue des sites d'élimination; et

- évaluer dans quelle mesure ce Protocole est appliqué, et examiner l'efficacité des mesures adoptées et la nécessité d'autres mesures.

Niveau national

- aider les Parties contractantes à prendre, individuellement ou dans le cadre d'une coopération bilatérale ou multilatérale, toutes mesures appropriées pour prévenir et réduire la pollution de la mer Méditerranée, comme le stipule le Protocole relatif aux immersions;

- se conformer rigoureusement à la procédure adoptée pour la délivrance des permis et la soumission de rapports annuels sur les permis et les opérations d'immersion; et

- établir et mettre en oeuvre des programmes de surveillance continue des sites d'immersion établis.

d) Prévention et lutte contre la pollution du milieu marin résultant de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol

Les activités liées à l'exploration et à l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol sont une source importante de pollution pour la Méditerranée. En particulier, l'exploration, la construction de plates-formes pétrolières, les boues de forage, les rejets d'eau, les rejets opérationnels d'hydrocarbures, les chargements et les accidents représentent une menace réelle pour le milieu marin de la Méditerranée.

Cette composante a pour objectif la protection du milieu marin de la Méditerranée contre toute forme de pollution résultant d'activités offshore. Cet objectif sera atteint au moyen d'activités spécifiques découlant des dispositions du Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution résultant de l'exploration et l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol.

Pour atteindre cet objectif, il convient de mener les activités-ci-après:

Niveau régional

- promouvoir la coopération entre les Parties contractantes, avec l'assistance des organisations régionales ou internationales compétentes et formuler et mettre en oeuvre des programmes d'assistance aux pays en développement, notamment pour la formation de personnel et l'acquisition de matériel approprié; et

- formuler et adopter des normes communes pour l'élimination des mélanges d'hydrocarbures et des mélanges huileux ainsi que pour l'utilisation et l'élimination des liquides et coupes de forage.

Niveau national

- surveiller les effets des activités sur l'environnement grâce à la création de programmes nationaux de surveillance continue; et

- organiser des études et programmes de recherche permettant d'exécuter les activités avec un risque minimum de pollution.

3.2.3. Prévention et lutte contre la pollution de l'environnement résultant des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination

Dans la Méditerranée, carrefour de trois continents et de pays ayant atteint des niveaux de développement industriel et socio-économique différents, les mouvements transfrontières de déchets dangereux sont devenus une grave menace potentielle, spécialement pour les pays en développement de la région. En fait, on sait que seule une faible fraction des déchets dangereux qui sont générés fait l'objet d'une élimination au moyen de technologies appropriées.

Cette composante a pour objectifs:

- la protection du milieu méditerranéen contre la pollution causée par les mouvements transfrontières et l'élimination des déchets dangereux;

- la prohibition de toutes les exportations de déchets dangereux des pays méditerranéens membres de l'OCDE vers des pays qui ne sont pas membres de l'Union européenne; et

- la ratification et l'application, à une date aussi rapprochée que possible, du projet de Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée résultant des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination, ainsi que de la Convention de Bâle.

Pour atteindre les objectifs énoncés, il convient de mener les activités ci-après:

Niveau régional

- élaborer des lignes directrices appropriées pour l'évaluation des dommages, ainsi que des règles et procédures de détermination des responsabilités et de réparation des

dommages résultant des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination;

- mettre au point de nouveaux procédés de production propre pour réduire et éliminer des déchets dangereux; et

- instaurer une coopération au plan régional en vue de la prévention et de la lutte contre les mouvements transfrontières de déchets dangereux.

Niveau national

- aider les Parties contractantes à réduire au minimum et, si possible, à éliminer la génération et les mouvements transfrontières de déchets dangereux en Méditerranée;

- aider les Parties contractantes à prendre les mesures juridiques, administratives et autres appropriées dans la zone relevant de leur juridiction en vue d'interdire l'exportation et le transit de déchets dangereux dans les pays en développement; et

- élaborer des programmes d'assistance financière et technique aux pays en développement pour l'application du Protocole relatif aux déchets dangereux.

3.3 Mesures d'appui

L'évaluation, la prévention et l'élimination de la pollution marine en Méditerranée ne peuvent être réalisées sans une solide assise institutionnelle bénéficiant d'un appui suffisant en moyens financiers, équipements et experts. Si, dans les pays développés de la région méditerranéenne, la situation semble se prêter à la mise en oeuvre de cette composante, les capacités des pays en développement nécessitent d'être renforcées.

Cette composante a pour objectif de renforcer les capacités institutionnelles des Parties contractantes pour l'évaluation et l'élimination de la pollution marine.

Pour atteindre l'objectif énoncé, il convient de mener les activités ci-après:

- fournir des conseils sur les politiques, stratégies et pratiques d'ordre juridique, technique et fiscal qui peuvent contribuer à l'application des mesures et objectifs adoptés par les Parties contractantes;

- élaborer des lignes directrices, manuels, documents et publications de référence sur la mise en oeuvre de cette composante;

- formuler et mettre en oeuvre des programmes d'assurance qualité des données relatives à la pollution;

- faciliter l'échange d'informations, l'accès aux technologies concernées et le transfert de celles-ci;

- organiser une formation individuelle et en groupe (séminaires, ateliers, etc.) d'experts nationaux (administrateurs, techniciens, scientifiques) sur tous les sujets concernant cette composante;

- formuler et mettre en oeuvre des programmes adéquats d'éducation et de sensibilisation du public; et

- faciliter les contacts avec les institutions financières internationales afin d'obtenir un soutien financier pour la mise en oeuvre d'activités spécifiques.

4. INFORMATION ET PARTICIPATION

L'information et la participation du public sont une dimension essentielle de la politique de développement durable et de protection de l'environnement.

Les objectifs de cette composante sont les suivants:

- donner au grand public l'information disponible sur l'état du développement et de l'environnement en Méditerranée et les mesures prises pour l'améliorer;
- élever la conscience environnementale de la population et créer une approche commune aux problèmes environnementaux de la Méditerranée;
- faciliter l'accès du public aux activités de protection et de gestion de l'environnement et aux connaissances scientifiques appropriées; et
- mobiliser l'intérêt et assurer la participation des principaux acteurs concernés (au niveau des autorités locales et provinciales, des groupes économiques et sociaux, des consommateurs, etc.).

Pour atteindre les objectifs énoncés, il convient de mener les activités ci-après aux niveaux national et régional:

- mettre sur pied des campagnes coordonnées d'information et d'activités spéciales sur la protection de l'environnement à l'intention des gestionnaires et des décideurs, ainsi que des enfants, étudiants, enseignants et touristes;
- lancer des programmes éducatifs visant à faire connaître au public, et aux jeunes en particulier, la valeur et la rareté du patrimoine naturel, la nécessité d'éviter la dégradation des environnements naturel et urbain et l'importance de la participation du public à leur conservation et à leur gestion;
- poursuivre et étendre la publication et la diffusion de brochures, dépliants, affiches, rapports, bulletins d'information et autres supports ainsi que les contacts avec les médias;
- améliorer et renforcer l'échange d'informations et d'expériences sur les problèmes environnementaux de la région et resserrer la coopération dans ce domaine;
- veiller, par l'entremise de l'Unité de coordination et des Centres d'activités régionales, à ce que toutes les OIG et ONG qualifiées aient un accès voulu à l'information concernant le PAM, et qu'elles participent activement, s'il y a lieu, aux activités du PAM; et
- publier a des intervalles réguliers le Rapport sur l'état et l'évolution de l'environnement en Méditerranée.

II RENFORCEMENT DES CADRES JURIDIQUES

Si le développement du droit international de l'environnement s'est beaucoup accéléré depuis la Conférence de Stockholm de 1972, la CNUED a mis l'accent sur l'évolution croissante de celui-ci en direction du développement durable, en accordant une attention toute particulière à l'équilibre délicat entre soucis d'environnement et soucis de développement.

Le programme Action 21 a souligné l'importance du recours à la législation pour assurer cet équilibre et contribuer au processus de contrôle du respect des engagements.

Au cours de vingt années de coopération, les Parties contractantes à la Convention de Barcelone (1976) ont adopté un ensemble substantiel d'instruments juridiques qui ont pour effet de stimuler leur coopération, à savoir:

- la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (Barcelone, 1976);

- Le Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs (Barcelone, 1976);

- le Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution de la mer Méditerranée par les hydrocarbures et autres substances nuisibles en cas de situation critique (Barcelone, 1976);

- le Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique (Athènes, 1980);

- le Protocole relatif aux aires spécialement protégées de la Méditerranée (Genève, 1982); et

- le Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol (Madrid, 1994).

En ce qui concerne l'aspect juridique, la Phase II du PAM entraînera une Convention amendée pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, un Protocole amendé relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs et un nouveau Protocole relatif aux aires spécialement protégés et à la biodiversité en Méditerranée.

Il est aussi escompté que seront bientôt adoptés un nouveau protocole relatif à la protection de la région méditerranéenne contre la pollution résultant des mouvements transfrontières des déchets dangereux et de leur élimination de même que des amendements au Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution d'origine tellurique.

Ces amendements ont pris en compte le développement du droit international de l'environnement et l'introduction du concept de développement durable.

En ce qui concerne l'aspect juridique, le PAM Phase II sera mis en oeuvre conformément aux lignes directrices suivantes:

- élaborer de nouveaux instruments juridiques appropriés visant à renforcer et à consolider la base juridique de la coopération méditerranéenne;

- soutenir les pays méditerranéens, et en particulier les pays en développement, dans leurs efforts pour élaborer et améliorer leurs réglementations environnementales concernant la protection de l'environnement et le développement durable, assurer leur pleine participation aux négociations régionales et internationales concernant ces mêmes domaines, et leur apporter une aide pour accélérer l'entrée en vigueur et l'application effective des accords régionaux et internationaux pertinents en matière d'environnement;

- fournir aux pays en développement de la Méditerranée une assistance technique pour les aider dans les efforts qu'ils déploient pour renforcer leurs dispositions législatives nationales dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable en vue de les clarifier et d'en accroître l'efficacité;

- assurer l'application complète, effective et rapide des instruments juridiques adoptés par les Parties contractantes à l'échelon régional, préalable à la coopération et au partenariat à venir des pays méditerranéens dans leurs efforts pour protéger leur environnement et pour développer leur région sur une base durable;

- améliorer les moyens administratifs dans le domaine d'un système de permis et de contrôle ainsi que le renforcement des capacités de juridiction dans le domaine du droit de l'environnement au niveau national, ce qui contribuera largement à l'application effective des législations et accords régionaux et nationaux touchant la protection de l'environnement et le développement durable dans la région de la Méditerranée; et

- encourager les pays méditerranéens à procéder à un examen et à une évaluation périodiques pour apprécier et favoriser l'efficacité de leurs législations et réglementations régionales et promouvoir l'intégration des politiques d'environnement et de développement durable dans le cadre de législations nationales et accords régionaux effectifs.

Les Parties contractantes ont un rôle déterminant pour assurer la réussite du Plan d'action pour la Méditerranée, notamment en oeuvrant, à un niveau national et bilatéral, pour le renforcement et le développement du cadre juridique relatif à la protection de l'environnement et au développement durable.

Les Parties contractantes veilleront à tout moment à ce que les instruments qu'ils établissent aux niveaux régional et national soient conformes au développement du droit international de l'environnement.

III DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET FINANCIERES

1. DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

Au niveau institutionnel, le Plan d'action pour la Méditerranée Phase II sera appliqué dans les conditions ci-après:

- les Parties contractantes à la Convention de Barcelone exercent les fonctions stipulées dans la Convention dans le cadre de leurs réunions ordinaires et extraordinaires. Elles approuvent les activités et le budget du PAM Phase II. Elles désignent un Bureau auquel elles délèguent une partie de leurs attributions pendant les intervalles entre les réunions des Parties contractantes;

- les Parties contractantes ont désigné le Programme des Nations Unies pour l'environnement comme responsable des fonctions de Secrétariat;

- pour s'acquitter de cette tâche, le Directeur exécutif du PNUE a établi une Unité de coordination. L'Unité prépare les réunions des Parties contractantes et du Bureau, et elle est chargée du suivi des décisions prises. L'Unité entretient des relations et coordonne ses activités avec les organisations internationales et non gouvernementales. Elle rend compte régulièrement de ses activités et de celles des Centres d'activités régionales;

- les Centres d'activités régionales sont créés par les Protocoles ou par la Réunion des Parties contractantes sur proposition d'une Partie qui met à disposition les moyens et facilités nécessaires à leur fonctionnement. Ils sont chargés de mener les activités

spécifiques dont sont convenues les Parties contractantes sous l'orientation générale et la supervision de l'Unité de coordination du Plan d'action pour la Méditerranée du PNUE. Leur statut devra être harmonisé dans le cadre d'accords officiels entre le PNUE et les pays hôtes;

- la Commission méditerranéenne du développement durable sera créée dans le cadre du PAM. Elle constituera un lieu de dialogue ouvert et de concertation avec les différents partenaires sur les politiques mises en oeuvre pour promouvoir le développement durable dans le bassin méditerranéen, sur la base des activités et contributions identifiées par le PAM - Phase II et mises en oeuvre par les Parties et le PAM en ayant pris note d'Action MED 21. Elle donnera son avis sur les programmes d'activités et formulera les recommandations nécessaires aux Parties contractantes. Le Secrétariat de la Commission sera assuré par l'Unité de coordination;

- des comités consultatifs *ad hoc* peuvent être créés par les Parties contractantes en vue de suivre l'application des Protocoles ou de programmes spécifiques; et

- chaque Partie contractante désigne, au sein de son administration nationale, un ou plusieurs points focaux chargés de veiller au suivi et à la coordination des activités du PAM au niveau national et chargés également d'assurer la diffusion des informations. Des points focaux spécifiques doivent aussi être désignés par le point focal national pour suivre l'application d'un Protocole ou l'action d'un Centre d'activités régionales.

2. DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Les Parties contractantes examinent et adoptent le budget préparé par l'Unité de coordination. Ce budget est financé par les contributions des Parties contractantes, des contributions volontaires des gouvernements, des organisations d'appui et des sources non gouvernementales sélectionnées ainsi que par des contributions de contrepartie clairement identifiées.

Les contributions des Parties contractantes seront évaluées sur la base d'un barème mutuellement convenu qui tiendra compte du barème des quotes-parts des Nations Unies.

Un Fonds d'affectation spéciale pour la Méditerranée est créé dans le cadre du Programme des Nations Unies pour l'environnement afin d'assurer la coordination et le financement effectifs du Plan d'action pour la Méditerranée. Il est doté d'un fonds de roulement.

Le Fonds d'affectation spéciale est administré selon les règles financières du Programme des Nations Unies pour l'environnement. Ces règles peuvent être modifiées en accord avec le Programme des Nations Unies pour l'environnement.

APPENDICE II

DOMAINES PRIORITAIRES D'ACTIVITES POUR L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT DANS LE BASSIN MEDITERRANEEN

(1996 - 2005)

La Neuvième réunion des Parties contractantes à la Convention de Barcelone (Barcelone, 5-8 juin 1995) a approuvé et la Conférence de plénipotentiaires du 9 au 10 juin 1995 a adopté les Domaines prioritaires d'activités suivants pour la prochaine décennie (1996-2005) qui prennent en compte action MED 21.

1. INTEGRATION DE L'ENVIRONNEMENT ET LE DEVELOPPEMENT

i) Elaboration de stratégies nationales pour le développement durable.

ii) Développement d'instruments adéquats d'observation et d'évaluation de l'environnement et du développement dans le bassin méditerranéen.

iii) Etablissement d'un cadre régional et d'un programme d'action d'assainissement de l'environnement dans le contexte du développement durable.

2. GESTION INTEGREE DES RESSOURCES NATURELLES

2.1 Gestion intégrée de l'eau

i) Promouvoir l'élaboration dans chaque pays d'instruments pour la gestion intégrée de l'eau basée autant que possible sur les bassins hydrographiques.

ii) Promouvoir des mesures pour la protection des ressources en eau et de lutte contre la sécheresse.

iii) Promouvoir des outils de gestion rationnelle de la demande en eau.

iv) Proposer des mesures et des techniques sur l'utilisation durable de l'eau dans ses différents usages.

v) Promouvoir l'établissement de systèmes nationaux de surveillance qualitative et quantitative des ressources en eaux.

vi) Promouvoir le traitement et la réutilisation appropriée des eaux usées et des eaux saumâtres.

vii) Promouvoir l'installation d'infrastructures de traitement des eaux usées municipales de 100 villes littorales méditerranéennes correspondant à une charge polluante d'environ 10 millions d'habitants.

2.2 Gestion des sols

i) Evaluer et surveiller la vulnérabilité des ressources en sols.

ii) Protéger et conserver les sols par la mise en oeuvre de mesures préventives.

iii) Promouvoir la réhabilitation des terres dégradées et la restauration du couvert végétal.

2.3 Lutte contre l'érosion et la désertification

i) Promouvoir des mesures pour lutter contre l'érosion et la désertification.

ii) Promouvoir l'application de la Convention sur la désertification.

2.4 Gestion des forêts et du couvert végétal

i) Promouvoir la gestion durable des ressources forestières et participer au Programme d'action pour les forêts méditerranéennes.

ii) Développer les capacités nationales et mettre au point des plans d'urgence nationaux ou régionaux sur la lutte contre les incendies et promouvoir des techniques et moyens de lutte appropriés.

2.5 Gestion des ressources génétiques

i) Préparer les mesures appropriées en vue de la protection *in situ* des ressources génétiques.

ii) Promouvoir la création de banque de gènes et l'utilisation rationnelle des ressources génétiques au niveau des pays.

2.6 Ressources biologiques marines

i) Etablir des politiques de gestion commune des ressources fondées sur le principe de précaution.

ii) Mettre en oeuvre des conventions internationales concernant les zones de pêche en particulier le Code de conduite pour la pêche responsable.

3. GESTION INTEGREE DES ZONES COTIERES

i) Développer des mesures et des techniques appropriées pour la gestion intégrée des zones côtières et pour la protection du littoral.

ii) Développer dans chaque pays des capacités dans ce domaine comportant la formation.

iii) Elaborer et mettre en oeuvre des programmes sur la gestion des zones côtières notamment dans des zones pilotes.

4. GESTION DES DECHETS

i) Elaborer et adopter des programmes nationaux sur la réduction et la gestion environnementale des déchets dangereux s'appuyant sur des guides méthodologiques pour une gestion écologiquement rationnelle.

ii) Elaborer et adopter des programmes nationaux sur la gestion environnementale des déchets urbains s'appuyant sur des guides méthodologiques pour une gestion écologiquement rationnelle.

iii) Promouvoir l'aménagement de décharges contrôlées ou d'usines de traitement dans les villes côtières de plus de 100 000 habitants.

iv) Promouvoir l'aménagement d'au moins un dépôt de sécurité et, quand c'est nécessaire, d'une usine de traitement de déchets dangereux dans les pays méditerranéens.

v) Interdire l'exportation de déchets toxiques et autres résidus, y compris radioactifs, par les pays membres de l'OCDE vers les pays méditerranéens non membres de l'Union européenne.

vi) Encourager des mesures visant à lutter contre les dépôts de déchets marins et côtiers en particulier des matières synthétiques persistantes.

5. AGRICULTURE

i) Participer aux programmes et activités des organisations internationales, notamment de la FAO, sur le développement agricole et rural durable en Méditerranée.

ii) Promouvoir l'élaboration de stratégies nationales et régionales méditerranéennes basés sur l'utilisation contrôlée, appropriée et rationnelle de semences, d'engrais et de pesticides y compris l'amélioration des semences.

iii) Développer l'utilisation de techniques d'irrigation qui contribuent à l'économie de l'eau.

iv) Identifier des zones pilotes où développer l'application et l'échange d'expériences, sur le développement agricole durable.

6. INDUSTRIE ET ENERGIE

i) Identifier les meilleures techniques respectueuses de l'environnement et les meilleures pratiques environnementales disponibles, en privilégiant les aspects disponibilité, accessibilité, coût et efficience, notamment dans les secteurs de production et d'utilisation de l'énergie, du papier, des tanneries et dérivés, des cimenteries, de la métallurgie, de l'agro-alimentaire et des usines de produits chimiques organiques et inorganiques.

ii) Promouvoir le développement et l'application de programmes de transfert, d'adaptation et de maîtrise de technologies appropriées, en privilégiant les technologies propres et sûres sans négliger les coûts additionnels induits.

iii) Développer et mettre en place des programmes de réduction d'émissions polluantes et de contrôle de résidus industriels.

iv) Promouvoir et faciliter l'utilisation de sources d'énergie nouvelles et renouvelables dans les secteurs domestiques, publics et privés.

7. TRANSPORTS

i) Promouvoir la mise en place conformément à la Convention MARPOL d'installations de réception portuaires pour la collecte des déchets solides et liquides générés par les navires.

ii) Promouvoir la mise en place de systèmes d'aides et de surveillance de la navigation.

iii) Promouvoir la coopération régionale pour le contrôle de l'application par les navires des Conventions internationales pertinentes relatives à la protection de la pollution du milieu marin par les navires.

8. TOURISME

i) Développer des actions pour une gestion rationnelle du tourisme côtier.

ii) Elaborer et mettre en oeuvre des programmes nationaux pour la diversification du tourisme.

iii) Favoriser un développement touristique respectueux de l'environnement et de la culture.

9. DEVELOPPEMENT URBAIN ET ENVIRONNEMENT

i) Encourager les responsables des villes à appliquer des stratégies de développement durable, en conformité avec Action 21 et dans la perspective de la Conférence des Nations Unies "Habitat II"

ii) Encourager des politiques urbaines actives en matière de maîtrise de l'énergie, de transports non polluants, de gestion de déchets, d'utilisation durable de l'eau, et de création d'aménités urbaines, avec une plus grande attention pour les quartiers sous-intégrés.

iii) Développer et mettre en oeuvre des programmes pour la réhabilitation des zones affectées par des hostilités récentes.

10. INFORMATION

i) Promouvoir l'élaboration de méthodologie sur l'application de l'approche participative aux processus de prise de décisions se rapportant au développement durable aux niveaux national et local.

ii) Intensifier la communication de l'information sur l'environnement et la Phase II du Plan d'action pour la Méditerranée aux gouvernements et aux institutions nationales et internationales, et promouvoir une plus grande sensibilisation de l'opinion publique à ces questions.

iii) Elaborer des documents de vulgarisation sur les données et informations scientifiques et techniques produits par la Phase II du Plan d'action pour la Méditerranée et promouvoir et encourager la production au niveau national des documents de vulgarisation pour appuyer les campagnes d'information et de sensibilisation se rapportant à l'environnement et au développement durable.

11. EVALUATION, PREVENTION ET CONTROLE DE LA POLLUTION MARINE

i) Evaluer sur la base de méthodologies communes les apports de polluants à la mer, par les cours d'eau, par la voie atmosphérique et par les sources diffuses, et évaluer dans chaque pays les principales sources de pollution marine.

ii) Préparer des évaluations de la qualité du milieu marin tant aux niveaux national que régional.

iii) Promouvoir la réduction des apports de polluants dans le milieu marin, notamment par le renforcement des capacités pour l'application des 13 mesures spécifiques adoptées.

iv) Elaborer et adopter des lignes directrices sur les opérations d'immersion de déblais de dragage.

v) Promouvoir la mise en place de systèmes nationaux, bilatéraux et/ou sous-régionaux de planification préalable et d'intervention en cas de pollution accidentelle du milieu marin.

12. CONSERVATION DE LA NATURE, DES PAYSAGES ET DES SITES

i) Elaborer et approuver des stratégies nationales pour la conservation de la biodiversité.

ii) Elaborer des inventaires des éléments de la diversité biologique d'intérêt méditerranéen, des liste d'espèces menacées et de sites de valeur naturelle ou culturelle.

iii) Rédiger et approuver les annexes au protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée.

iv) Promouvoir la conservation et la gestion rationnelle des zones humides méditerranéennes.

v) Encourager la mise en place de mécanismes nationaux d'expertise et d'outils de politique foncière permettant la protection des zones côtières à sauvegarder qui tiennent compte des conditions propres à chaque pays.

vi) Appliquer en coopération avec les autres organisations concernées les plans d'action sur le phoque moine, les tortues marines et les mammifères marins.

ANNEXE

I. AMENDEMENTS A LA CONVENTION POUR LA PROTECTION DE LA MER MEDITERRANEE CONTRE LA POLLUTION

A. TITRE

Le titre de la Convention est ainsi modifié:

CONVENTION SUR LA PROTECTION DU MILIEU MARIN ET DU LITTORAL DE LA MEDITERRANEE

B. PREAMBULE

Le deuxième alinéa du Préambule de la Convention est ainsi modifié:

Pleinement conscientes qu'il leur incombe de préserver et de développer durablement ce patrimoine commun dans l'intérêt des générations présentes et futures.

Les alinéas suivants sont ajoutés au Préambule:

Pleinement conscientes que le Plan d'action pour la Méditerranée, depuis son adoption en 1975 et tout au long de son évolution, a contribué au processus du développement durable dans la région méditerranéenne et a représenté un instrument essentiel et dynamique pour la mise en oeuvre par les Parties contractantes des activités liées à la Convention et aux Protocoles y relatifs,

Tenant compte des résultats de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, tenue à Rio de Janeiro du 4 au 14 juin 1992,

Tenant compte également de la Déclaration de Gênes de 1985, de la Charte de Nicosie de 1990, de la Déclaration du Caire de 1992 sur la coopération euroméditerranéenne en matière d'environnement au sein du bassin méditerranéen, des recommandations de la Conférence de Casablanca de 1993 et de la Déclaration de Tunis de 1994 sur le développement durable de la Méditerranée,

Ayant à l'esprit les dispositions pertinentes de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer, faite à Montego Bay le 10 décembre 1982 et signée par de nombreuses Parties contractantes,

C. ARTICLE PREMIER : CHAMP D'APPLICATION GEOGRAPHIQUE

Le paragraphe 2 de l'article premier est ainsi modifié:

2. L'application de la Convention peut être étendue au littoral tel qu'il est défini par chaque Partie contractante pour ce qui la concerne.

Le paragraphe suivant est ajouté à l'article premier en tant que nouveau paragraphe 3:

3. Tout Protocole à la présente Convention peut étendre le champ d'application géographique visé par le Protocole en question.

D. ARTICLE 2 : DEFINITIONS

Le paragraphe a) de l'article 2 est ainsi modifié:

a) On entend par "pollution" l'introduction directe ou indirecte, par l'homme, de substances ou d'énergie dans le milieu marin, y compris les estuaires, lorsqu'elle a ou peut avoir des effets nuisibles tels que dommages aux ressources biologiques et à la faune et à la flore marines, risques pour la santé de l'homme, entrave aux activités maritimes, y compris la pêche et les autres utilisations légitimes de la mer, altération de la qualité de l'eau de mer du point de vue de son utilisation et dégradation des valeurs d'agrément.

E. ARTICLE 3 : DISPOSITIONS GENERALES

Les paragraphes 1 et 2 de l'article 3 sont ainsi modifiés:

1. (*renuméroté en tant que 2*) Les Parties contractantes peuvent conclure des accords bilatéraux ou multilatéraux, y compris des accords régionaux ou sous-régionaux pour la promotion du développement durable, la protection de l'environnement, la conservation et la sauvegarde des ressources naturelles dans la zone de la mer Méditerranée, sous réserve que de tels accords soient compatibles avec la présente Convention et les Protocoles et conformes au droit international. Copie de ces accords est communiquée à l'Organisation. S'il y a lieu, les Parties contractantes devraient avoir recours aux organisations, accords ou arrangements existants dans la zone de la mer Méditerranée.

2. (*renuméroté en tant que 3*) Aucune disposition de la présente Convention et de ses Protocoles ne porte atteinte aux droits et positions de tout Etat concernant la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer de 1982.

Les nouveaux paragraphes suivants sont ajoutés à l'article 3:

0. (*renuméroté en tant que 1*) Les Parties contractantes, en appliquant la présente Convention et les Protocoles y relatifs, agissent d'une manière conforme au droit international.

3. (*renuméroté en tant que 4*) Les Parties contractantes prennent, conjointement ou individuellement, par l'entremise des organisations internationales qualifiées, des initiatives conformes au droit international visant à encourager l'application des dispositions de la présente Convention et de ses Protocoles par tous les Etats non Parties.

3 bis. (*renuméroté en tant que 5*) Rien dans la présente Convention et ses Protocoles ne porte atteinte à l'immunité souveraine des navires de guerre ou autres navires appartenant à ou exploités par un Etat pendant qu'ils sont affectés à un service public non commercial. Toutefois, chaque Partie contractante doit s'assurer que ses navires et aéronefs qui jouissent d'immunité souveraine selon le droit international agissent d'une manière compatible avec le présent Protocole.

F. ARTICLE 4 : OBLIGATIONS GENERALES

L'article 4 est ainsi modifié:

1. Les Parties contractantes prennent individuellement ou conjointement toutes mesures appropriées conformes aux dispositions de la présente Convention et des Protocoles en vigueur auxquels elles sont parties pour prévenir, réduire, combattre et dans toute la mesure du possible éliminer la pollution dans la zone de la mer Méditerranée et pour protéger et améliorer le milieu marin dans cette zone en vue de contribuer à son développement durable.

2. Les Parties contractantes s'engagent à prendre des mesures appropriées pour mettre en oeuvre le Plan d'action pour la Méditerranée et s'attachent en outre à protéger le milieu marin et les ressources naturelles de la zone de la mer Méditerranée comme partie intégrante du processus de développement, en répondant d'une manière équitable aux besoins des générations présentes et futures. Aux fins de mettre en oeuvre les objectifs du développement durable, les Parties contractantes tiennent pleinement compte des recommandations de la Commission méditerranéenne du développement durable créée dans le cadre du Plan d'action pour la Méditerranée.

3. Aux fins de protéger l'environnement et de contribuer au développement durable de la zone de la mer Méditerranée, les Parties contractantes:

a) appliquent, en fonction de leurs capacités, le principe de précaution en vertu duquel, lorsqu'il existe des menaces de dommages graves ou irréversibles, l'absence de certitude scientifique absolue ne devrait pas servir d'argument pour remettre à plus tard l'adoption de mesures efficaces par rapport aux coûts visant à prévenir la dégradation de l'environnement;

b) appliquent le principe pollueur-payeur en vertu duquel les coûts des mesures visant à prévenir, combattre et réduire la pollution doivent être supportés par le pollueur, en tenant dûment compte de l'intérêt général;

c) entreprennent des études d'impact sur l'environnement concernant les projets d'activités susceptibles d'avoir des conséquences défavorables graves sur le milieu marin et qui sont soumises à autorisation des autorités nationales compétentes;

d) encouragent la coopération entre les Etats en matière de procédure d'études d'impact sur l'environnement concernant les activités relevant de leur juridiction ou soumises à leur contrôle qui sont susceptibles de porter gravement préjudice au milieu marin d'autres Etats ou zones au-delà des limites de la juridiction nationale, par le biais de notifications, d'échanges d'informations et de consultations;

e) s'engagent à promouvoir la gestion intégrée du littoral en tenant compte de la protection des zones d'intérêt écologique et paysager et de l'utilisation rationnelle des ressources naturelles.

4. En mettant en oeuvre la Convention et les Protocoles y relatifs, les Parties contractantes:

a) adoptent des programmes et des mesures assortis, s'il y a lieu, d'échéanciers pour leur exécution;

b) utilisent les meilleures techniques disponibles et les meilleures pratiques environnementales et encouragent l'accès aux techniques écologiquement rationnelles et leur transfert, y compris les technologies de production propres, tout en tenant compte des conditions sociales, économiques et technologiques.

5. Les Parties contractantes coopèrent en vue d'élaborer et d'adopter des protocoles prescrivant des mesures, des procédures et des normes convenues en vue d'assurer l'application de la Convention.

6. Les Parties contractantes s'engagent en outre à promouvoir, dans le cadre des organismes internationaux qu'elles considèrent comme qualifiés, des mesures concernant la mise en oeuvre de programmes de développement durable, la protection, la conservation et la restauration de l'environnement et des ressources naturelles dans la zone de la mer Méditerranée.

G. L'article 5 et son titre sont ainsi modifiés:

ARTICLE 5 : POLLUTION DUE AUX OPERATIONS D'IMMERSION EFFECTUEES PAR LES NAVIRES ET AERONEFS OU D'INCINERATION EN MER

Les Parties contractantes prennent toutes mesures appropriées pour prévenir, réduire et dans toute la mesure du possible éliminer la pollution dans la zone de la mer Méditerranée due aux opérations d'immersion effectuées par les navires et les aéronefs ou d'incinération en mer.

H. ARTICLE 6 : POLLUTION PAR LES NAVIRES

L'article 6 est ainsi modifié:

Les Parties contractantes prennent toutes mesures conformes au droit international pour prévenir, réduire, combattre et dans toute la mesure du possible éliminer la pollution dans la zone de la mer Méditerranée causée par les rejets des navires et pour assurer la mise en oeuvre effective, dans cette zone, des règles qui sont généralement admises sur le plan international relatives à la lutte contre ce type de pollution.

I. ARTICLE 7 : POLLUTION RESULTANT DE L'EXPLORATION ET DE L'EXPLOITATION DU PLATEAU CONTINENTAL, DU FOND DE LA MER ET DE SON SOUS-SOL

L'article 7 est ainsi modifié:

Les Parties contractantes prennent toutes mesures appropriées pour prévenir, réduire, combattre et dans toute la mesure du possible éliminer la pollution de la zone de la mer Méditerranée résultant de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol.

J. ARTICLE 8 : POLLUTION D'ORIGINE TELLURIQUE

L'article 8 est ainsi modifié:

Les Parties contractantes prennent toutes mesures appropriées pour prévenir, réduire, combattre et dans toute la mesure du possible éliminer la pollution de la zone de la mer Méditerranée et pour élaborer et mettre en oeuvre des plans en vue de la réduction et de

l'élimination progressive des substances d'origine tellurique qui sont toxiques, persistantes et susceptibles de bioaccumulation. Ces mesures s'appliquent:

a) à la pollution d'origine tellurique émanant de territoires des Parties et atteignant la mer:

directement, par des émissaires en mer ou par dépôt ou déversements effectués sur la côte ou à partir de celle-ci; et

indirectement, par l'intermédiaire des fleuves, canaux ou autres cours d'eau, y compris des cours d'eau souterrains, ou du ruissellement;

b) à la pollution d'origine tellurique transportée par l'atmosphère.

K. Le nouvel article 9A ci-après est adopté:

ARTICLE 9A (*renuméroté en tant qu'article 10*):
CONSERVATION DE LA DIVERSITE BIOLOGIQUE

Les Parties contractantes prennent, individuellement ou conjointement, toutes les mesures appropriées pour protéger et préserver dans la zone d'application de la Convention, la diversité biologique, les écosystèmes rares ou fragiles ainsi que les espèces de la faune et de la flore sauvages qui sont rares, en régression, menacées ou en voie d'extinction et leurs habitats.

L. Le nouvel article 9B ci-après est adopté:

ARTICLE 9B (*renuméroté en tant qu'article 11*):
POLLUTION RESULTANT DES MOUVEMENTS TRANSFRONTIERES
DE DECHETS DANGEREUX ET DE LEUR ELIMINATION

Les Parties contractantes prennent toutes mesures appropriées pour prévenir, réduire et dans toute la mesure du possible éliminer la pollution de l'environnement qui peut être due aux mouvements transfrontières et à l'élimination de déchets dangereux, et pour réduire au minimum, et si possible éliminer, de tels mouvements transfrontières.

Les articles 9A et 9B sont renumérotés en tant qu'articles 10 et 11

M. ARTICLE 11 (*renuméroté en tant qu'article 13*):
COOPERATION SCIENTIFIQUE ET TECHNOLOGIQUE

Le paragraphe 2 est ainsi modifié:

2. Les Parties contractantes s'engagent à promouvoir la recherche, l'accès aux technologies écologiquement rationnelles, y compris les technologies de production propre et le transfert de celles-ci, et à coopérer à la formulation, l'instauration et la mise en oeuvre de procédés de production propre.

N. Le nouvel article 11A ci-après est adopté:

ARTICLE 11A (*renuméroté en tant qu'article 14*):
LEGISLATION EN MATIERE D'ENVIRONNEMENT

1. Les Parties contractantes adoptent les lois et règlements appliquant la Convention et les Protocoles.

2. Le Secrétariat peut, à la demande d'une Partie contractante, aider ladite Partie à élaborer des lois et règlements en matière d'environnement conformément à la Convention et aux Protocoles.

O. Le nouvel article 11B est adopté:

ARTICLE 11B (*renuméroté en tant qu'article 15*):
INFORMATION ET PARTICIPATION DU PUBLIC

1. Les Parties contractantes font en sorte que leurs autorités compétentes accordent au public l'accès approprié aux informations sur l'état de l'environnement dans la zone d'application de la Convention et des Protocoles, sur les activités ou mesures comportant ou susceptibles de comporter des effets graves pour ladite zone, ainsi que sur les mesures adoptées et les activités entreprises conformément à la Convention et aux Protocoles.

2. Les Parties contractantes font en sorte que l'occasion soit fournie au public de participer, le cas échéant, aux processus de prise de décisions en rapport avec le champ d'application de la Convention et des Protocoles.

3. La disposition énoncée au paragraphe 1 du présent article ne porte pas atteinte au droit des Parties contractantes de refuser, conformément à leurs systèmes juridiques et aux réglementations internationales applicables, de donner accès à ces informations pour des raisons de confidentialité, de sécurité publique ou de procédure à caractère juridictionnel, en précisant les raisons de ce refus.

P. ARTICLE 12 (*renuméroté en tant qu'article 16*):
RESPONSABILITE ET REPARATION DES DOMMAGES

L'article 12 est ainsi modifié:

Les Parties contractantes s'engagent à coopérer pour élaborer et adopter des règles et procédures appropriées concernant la détermination des responsabilités et la réparation des dommages résultant de la pollution du milieu marin dans la zone de la mer Méditerranée.

Q. ARTICLE 13 (*renuméroté en tant qu'article 17*):
ARRANGEMENTS INSTITUTIONNELS

Le paragraphe iii) de l'article 13 est ainsi modifié:

iii) recevoir, examiner et répondre aux demandes de renseignements et d'information émanant des Parties contractantes;

Les nouveaux paragraphes ci-après sont ajoutés à l'article 13:

iii bis) (*renuméroté en tant que iv)*):
recevoir, examiner et répondre aux demandes de renseignements et d'informations émanant des organisations non gouvernementales et du public lorsqu'elles portent sur des sujets d'intérêt commun et sur des activités menées au niveau régional; dans ce cas, les Parties contractantes intéressées sont tenues informées;

iv bis) (*renuméroté en tant que vi)*):
faire régulièrement rapport aux Parties contractantes sur la mise en oeuvre de la Convention et des Protocoles;

Les paragraphes iv), v) et vi) sont renumérotés en tant que paragraphes v), vii) et viii) respectivement.

R. ARTICLE 14 (*renuméroté en tant qu'article 18*):
REUNIONS DES PARTIES CONTRACTANTES

Le nouvel alinéa ci-après est ajouté au paragraphe 2 de l'article 14:

vii) d'approuver le budget-programme.

S. Le nouvel article 14A ci-après est adopté:

ARTICLE 14A (*renuméroté en tant qu'article 19*):
BUREAU

1. Le Bureau des Parties contractantes est composé des représentants des Parties contractantes élus par les réunions des Parties contractantes. En élisant les membres du Bureau, les réunions des Parties contractantes observent le principe d'une répartition géographique équitable.

2. Les fonctions du Bureau ainsi que les modalités de son fonctionnement sont définies dans le règlement intérieur adopté par les réunions des Parties contractantes.

T. Le nouvel article 14B ci-après est adopté:

ARTICLE 14B (*renuméroté en tant qu'article 20*):
OBSERVATEURS

1. Les Parties contractantes peuvent décider d'admettre en qualité d'observateur à leurs réunions et conférences:

a) Tout Etat non Partie contractante à la Convention;

b) Toute organisation internationale gouvernementale ou toute organisation non gouvernementale dont les activités ont un rapport avec la Convention.

2. Ces observateurs peuvent participer aux réunions sans disposer d'un droit de vote et peuvent soumettre toute information ou tout rapport relatif aux objectifs de la Convention.

3. Les conditions d'admission et de participation des observateurs sont fixées par le règlement intérieur adopté par les Parties contractantes.

Les articles 14A et 14B sont renumérotés en tant qu'articles 19 et 20

U. ARTICLE 15 (*renuméroté en tant qu'article 21*): ADOPTION DE PROTOCOLES ADDITIONNELS

Le paragraphe 3 de l'article 15 est supprimé.

V. ARTICLE 18 (*renuméroté en tant qu'article 24*): REGLEMENT INTERIEUR ET REGLES FINANCIERES

Le paragraphe 2 de l'article 18 est ainsi modifié:

2. Les Parties contractantes adoptent des règles financières, élaborées en consultation avec l'Organisation, pour déterminer notamment leur participation financière au Fonds d'affectation spéciale.

W. ARTICLE 20 (*renuméroté en tant qu'article 26*): RAPPORTS

L'article 20 est ainsi modifié:

1. Les Parties contractantes adressent à l'Organisation des rapports sur:

   a) les mesures juridiques, administratives ou autres prises par elles en application de la présente Convention, des Protocoles ainsi que des recommandations adoptées par leurs réunions;

   b) l'efficacité des mesures visées à l'alinéa a) et les problèmes rencontrés dans l'application des instruments précités.

2. Les rapports sont soumis dans la forme et selon les fréquences déterminées par les réunions des Parties contractantes.

X. ARTICLE 21 (*renuméroté en tant qu'article 27*): RESPECT DES ENGAGEMENTS

L'article 21 est ainsi modifié:

Les réunions des Parties contractantes, sur la base des rapports périodiques visés à l'article 20 et de tout autre rapport soumis par les Parties contractantes, évaluent le respect, par celles-ci, de la Convention et des Protocoles ainsi que des mesures et recommandations. Elles recommandent, le cas échéant, les mesures nécessaires afin que la Convention et les Protocoles soient pleinement respectés et favorisent la mise en oeuvre des décisions et recommandations.

Les articles 10, 16, 17, 19, 22, 23, 24, 25 26, 27, 28 et 29 sont renumérotés en tant qu'articles 12, 22, 23, 25,28, 29, 30, 31, 32, 33, 34 et 35 respectivement

II. AMENDEMENTS AU PROTOCOLE RELATIF A LA PREVENTION DE LA POLLUTION DE LA MER MEDITERRANEE PAR LES OPERATIONS D'IMMERSION EFFECTUEES PAR LES NAVIRES ET AERONEFS

A. TITRE

Le titre du Protocole est ainsi modifié:

PROTOCOLE RELATIF A LA PREVENTION ET A L'ELIMINATION DE LA POLLUTION DE LA MER MEDITERRANEE PAR LES OPERATIONS D'IMMERSION EFFECTUEES PAR LES NAVIRES ET AERONEFS OU D'INCINERATION EN MER

B. PREAMBULE

Le deuxième alinéa du Préambule du Protocole est ainsi modifié:

Reconnaissant le danger que fait courir au milieu marin la pollution résultant des opérations d'immersion ou d'incinération de déchets ou autres matières,

Le quatrième alinéa du préambule du Protocole est ainsi modifié:

Rappelant que le chapitre 17 d'Action 21 de la CNUED encourage les Parties contractantes à la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets et autres matières (Londres, 1972) à prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux opérations d'immersion dans les océans et à l'incinération de substances dangereuses,

L'alinéa suivant est ajouté au Préambule:

Tenant compte des résolutions LC. 49(16) et LC 50(16) approuvées par la seizième réunion consultative de la Convention de Londres (1972), interdisant l'immersion et l'incinération de déchets industriels dans les mers,

C. ARTICLE PREMIER

L'article premier est ainsi modifié:

Les Parties contractantes au présent Protocole (ci-après dénommées "les Parties") prennent toutes les mesures appropriées pour prévenir, réduire et éliminer dans toute la mesure du possible la pollution de la mer Méditerranée résultant des opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs ou d'incinération en mer.

D. ARTICLE 2

L'article 2 est ainsi modifié:

La zone d'application du présent Protocole est la zone de la mer Méditerranée délimitée à l'article premier de la Convention sur la protection du milieu marin et du littoral de la Méditerranée (ci-après dénommée "la Convention").

E. ARTICLE 3

Les nouveaux alinéas ci-après sont ajoutés à l'article 3:

3 c) Toute élimination ou dépôt et enfouissement délibérés de déchets et autres matières dans les fonds marins et leur sous-sol à partir de navires et aéronefs.

4bis) (*renuméroté en tant que 5*) On entend par "incinération en mer" toute combustion délibérée de déchets ou autres matières dans les eaux marines de la mer Méditerranée, aux fins de leur destruction thermique, et ce terme ne vise pas la destruction thermique de déchets ou autres matières provenant de l'exploitation normale de navires et aéronefs.

Le paragraphe 5 est renuméroté en tant que paragraphe 6.

F. ARTICLE 4

L'article 4 est ainsi modifié:

1. L'immersion de déchets ou autres matières est interdite, à l'exception des déchets ou autres matières énumérés au paragraphe 2 du présent article.

2. La liste visée au paragraphe 1 du présent article est la suivante:

   a) matériaux de dragage;

   b) déchets de poisson ou matières organiques issus des opérations industrielles de transformation du poisson et d'autres organismes marins;

   c) navires, jusqu'au 31 décembre 2000;

   d) plateformes ou autres ouvrages placés en mer, sous réserve que les matériaux qui peuvent produire des déchets flottants ou contribuer sous d'autres formes à la pollution du milieu marin, ont été retirés dans toute la mesure du possible, sans préjudice des dispositions du Protocole relatif à la protection de la mer Méditerranée contre la pollution résultant de l'exploration et de l'exploitation du plateau continental, du fond de la mer et de son sous-sol.

   e) matières géologiques inertes non polluées, dont les constituants chimiques ne risquent pas d'être libérés dans le milieu marin.

G. ARTICLE 5

L'article 5 est ainsi modifié:

L'immersion de déchets ou autres matières énumérés à l'article 4.2 est subordonnée à la délivrance préalable, par les autorités nationales compétentes, d'un permis spécial.

H. ARTICLE 6

L'article 6 est ainsi modifié:

1. Les permis visés à l'article 5 ci-dessus, ne seront délivrés qu'après un examen attentif de tous les facteurs énumérés à l'annexe du présent Protocole ou des critères, lignes directrices et procédures pertinents, adoptés par la réunion des Parties Contractantes conformément au paragraphe 2 ci-dessous:

2. Les Parties contractantes élaborent et adoptent des critères, lignes directrices et procédures pour l'immersion des déchets et autres matières énumérés au paragraphe 2 de l'article 4 du présent Protocole, dans le but de prévenir, réduire et éliminer la pollution.

I. ARTICLE 7

L'article 7 est ainsi modifié:

L'incinération en mer est interdite.

J. ARTICLE 9

L'article 9 est ainsi modifié:

En cas de situation critique ayant un caractère exceptionnel, si une Partie estime que des déchets ou autres matières non visés au paragraphe 2 de l'article 4 du présent Protocole ne peuvent être éliminés à terre sans risque ou préjudice inacceptable, notamment pour la sécurité de la vie de l'homme, elle consultera immédiatement l'Organisation. L'Organisation, après consultation des Parties au présent Protocole, recommandera des méthodes de stockage ou les moyens de destruction ou d'élimination les plus satisfaisants selon les circonstances. La Partie informera l'Organisation des mesures adoptées en application de ces recommandations. Les Parties s'engagent à se prêter mutuellement assistance dans de telles situations.

K. ARTICLE 10

L'alinéa 1 a) de l'article 10 est ainsi modifié:

a) Délivrer les permis visés à l'article 5;

L'alinéa 1 b) de l'article 10 est supprimé.

L'alinéa 1 c) est renuméroté en tant qu'alinéa 1 b).

Le paragraphe 2 est ainsi modifié:

2. Les autorités compétentes de chaque Partie délivrent les permis visés à l'article 5 pour les déchets ou autres matières destinés à l'immersion.

L. ARTICLE 11

Le paragraphe 2 de l'article 11 est supprimé.

M. ARTICLE 14

Le paragraphe 3 de l'article 14 est ainsi modifié:

3. L'adoption des amendements à l'annexe du présent Protocole, conformément à l'article 17 de la Convention, requiert un vote à la majorité des trois quarts des Parties.

N. ANNEXE I

L'Annexe I est supprimée.

O. ANNEXE II

L'Annexe II est supprimée.

P. ANNEXE III

L'Annexe III devient Annexe et est modifiée comme suit:

ANNEXE

Les facteurs qui doivent être pris en considération pour établir les critères régissant la délivrance des permis d'immersion de matières, suivant les dispositions de l'article 6, sont notamment les suivants:

RESOLUTION IV

Dispositions intérimaires

La Conférence,

Ayant adopté les amendements à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution (ci-après dénommée "Convention de Barcelone") et au Protocole relatif à la prévention de la pollution de la mer Méditerranée par les opérations d'immersion effectuées par les navires et aéronefs (ci-après dénommé "Protocole immersion"),

Ayant aussi conclu et adopté le Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée,

Eu égard à l'article 13 de la Convention de Barcelone qui désigne le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour assurer les fonctions de secrétariat afférentes à la Convention et à tout protocole y relatif,

Désireuse de faciliter l'application aussi rapide que possible des amendements à la Convention de Barcelone ainsi qu'au Protocole immersion et au Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée,

1. *Invite* les Parties contractantes et le Directeur exécutif du PNUE à veiller à ce que la Dixième réunion ordinaire des Parties contractantes à la Convention pour la protection de la mer Méditerranée contre la pollution et aux protocoles y relatifs (Tunisie 1997) examine les mesures et actions nécessaires au succès de l'application des amendements à la Convention de Barcelone ainsi qu'au Protocole immersion et au Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée;

2. *Demande* au Directeur exécutif du PNUE d'engager avec les Parties contractantes des consultations sur le programme de travail et le calendrier des réunions d'experts chargés de mettre au point les aspects techniques des amendements à la Convention de Barcelone ainsi qu'au Protocole immersion et les dispositions du Protocole relatif aux aires spécialement protégées et à la diversité biologique en Méditerranée;

3. *Invite* le Directeur exécutif du PNUE à instaurer une coopération avec les organisations régionales et internationales compétentes pour les activités liées à l'application de ces instruments.

RESOLUTION V

Remerciements au Gouvernement espagnol

La Conférence,

S'étant réunie à Barcelone les 9 et 10 juin 1995 sur l'aimable invitation du Gouvernement espagnol,

Convaincue que l'importante contribution qu'a apportée le Gouvernement espagnol a grandement accru l'efficacité du déroulement de ses travaux,

Très sensible à la courtoisie et à l'hospitalité généreuse dont le Gouvernement espagnol, le Gouvernement autonome de la Catalogne et la Municipalité de Barcelone ont fait preuve à l'égard des membres des délégations, des observateurs et des fonctionnaires du secrétariat ayant pris part à la Conférence,

Exprime sa sincère gratitude au Gouvernement espagnol pour l'accueil cordial réservé à la Conférence et aux personnes qui ont participé à ses travaux et pour sa contribution au succès de la Conférence.

PROTOCOLE RELATIF AUX AIRES SPECIALEMENT PROTEGEES ET A LA DIVERSITE BIOLOGIQUE EN MEDITERRANEE

Les Parties contractantes au présent Protocole,

Etant Parties à la Convention sur la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, adoptée à Barcelone le 16 février 1976;

Conscientes des répercussions profondes des activités humaines sur l'état du milieu marin et du littoral et plus généralement sur les écosystèmes des zones présentant des caractéristiques méditerranéennes dominantes;

Soulignant qu'il importe de protéger et, le cas échéant, d'améliorer l'état du patrimoine naturel et culturel méditerranéen, en particulier par la création d'aires spécialement protégées ainsi que par la protection et la conservation des espèces menacées;

Considérant les instruments adoptés par la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement et notamment la Convention sur la diversité biologique (Rio de Janeiro, 1992);

Conscientes que lorsqu'il existe une menace de réduction sensible ou de perte de la diversité biologique, l'absence de certitude scientifique totale ne doit pas être invoquée comme raison pour différer les mesures qui permettraient d'en éviter le danger ou d'en atténuer les effets;

Considérant que toutes les Parties contractantes doivent coopérer en vue de conserver, de protéger et de rétablir la santé et l'intégrité des écosystèmes et qu'ils ont, à cet égard, des responsabilités communes mais différenciées;

Sont convenues de ce qui suit:

PARTIE I

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier

DEFINITIONS

Aux fins du présent Protocole:

a) On entend par "Convention" la Convention sur la protection de la mer Méditerranée contre la pollution, adoptée à Barcelone le 16 février 1976 et amendée à Barcelone en 1995;

b) On entend par "diversité biologique" la variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes;

c) On entend par "espèce en danger" toute espèce menacée d'être en voie d'extinction dans tout ou partie de son aire de répartition;

d) On entend par "espèce endémique" toute espèce dont l'aire de répartition est limitée à une zone géographique particulière;

e) On entend par "espèce menacée", toute espèce qui risque de disparaître dans un avenir prévisible dans tout ou partie de son aire de répartition et dont la survie est peu probable si les facteurs de déclin numérique ou de dégradation de l'habitat persistent;

f) On entend par "état de conservation d'une espèce" l'ensemble des influences qui, agissant sur cette espèce, peuvent affecter à long terme sa répartition et l'importance de sa population;

g) On entend par "Parties" les Parties contractantes au présent Protocole;

h) On entend par "Organisation" l'organisation visée à l'article 2 de la Convention;

i) On entend par "Centre" le Centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées.

Article 2

CHAMP D'APPLICATION GEOGRAPHIQUE

1. La zone d'application du présent Protocole est la zone de la mer Méditerranée délimitée à l'article premier de la Convention. Elle comprend en outre:

- le fond de la mer et son sous-sol;
- les eaux, le fond de la mer et son sous-sol qui sont situés en deçà de la ligne de base à partir de laquelle est mesurée la largeur de la mer territoriale et qui s'étendent, dans le cas des cours d'eaux, jusqu'à la limite des eaux douces;
- les zones côtières terrestres désignées par chacune des Parties, y compris les zones humides.

2. Aucune disposition du présent Protocole ni aucun acte adopté sur la base du présent Protocole ne peut porter atteinte aux droits, revendications ou positions juridiques actuelles ou futures de tout Etat touchant le droit de la mer, en particulier la nature et l'étendue des zones marines, la délimitation de ces zones entre Etats adjacents ou qui se font face, la liberté de navigation en haute mer, le droit et les modalités de passage par les détroits servant à la navigation internationale et le droit de passage inoffensif dans la mer territoriale, ainsi que la nature et l'étendue de la juridiction de l'Etat côtier, de l'Etat du pavillon et de l'Etat du port.

3. Aucun acte ou activité intervenant sur la base du présent Protocole ne constituera une base permettant de faire valoir, de soutenir ou de contester une revendication de souveraineté ou de juridiction nationales.

Article 3

OBLIGATIONS GENERALES

1. Chaque Partie prend les mesures nécessaires pour:

a) protéger, préserver et gérer de manière durable et respectueuse de l'environnement les espaces ayant une valeur naturelle ou culturelle particulière, notamment par la création d'aires spécialement protégées;

b) protéger, préserver et gérer les espèces animales et végétales en danger ou menacées.

2. Les Parties coopèrent, directement ou par l'intermédiaire des organisations internationales compétentes, pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique dans la zone d'application du présent Protocole.

3. Les Parties identifient et inventorient les éléments constitutifs de la diversité biologique importants pour sa conservation et son utilisation durable.

4. Les Parties adoptent et intègrent dans leurs politiques sectorielles et intersectorielles des stratégies, plans et programmes visant à assurer la conservation de la diversité biologique et l'utilisation durable des ressources biologiques marines et côtières.

5. Les Parties surveillent les éléments constitutifs de la diversité biologique mentionnés au paragraphe 3 du présent article. Elles identifient les processus et catégories d'activités qui ont ou risquent d'avoir une influence défavorable sensible sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique et surveillent leurs effets.

6. Chaque Partie applique les mesures prévues par le présent Protocole sans qu'il ne soit porté atteinte à la souveraineté ou juridiction des autres Parties ou des autres Etats. Toute action entreprise par une Partie pour appliquer ces mesures doit être conforme au droit international.

PARTIE II

PROTECTION DES AIRES

PREMIERE SECTION - AIRES SPECIALEMENT PROTEGEES

Article 4

OBJECTIFS

Les aires spécialement protégées ont pour objectif de sauvegarder:

a) les types d'écosystèmes marins et côtiers représentatifs de taille suffisante pour assurer leur viabilité à long terme et maintenir leur diversité biologique;

b) les habitats qui sont en danger de disparition dans leur aire de répartition naturelle en Méditerranée ou qui ont une aire de répartition naturelle réduite par suite de leur régression ou en raison de leur aire intrinsèquement restreinte;

c) les habitats nécessaires à la survie, la reproduction et la restauration des espèces animales et végétales en danger, menacées ou endémiques;

d) les sites présentant une importance particulière en raison de leur intérêt scientifique, esthétique, culturel ou éducatif.

Article 5

CREATION DES AIRES SPECIALEMENT PROTEGEES

1. Chaque Partie peut créer des aires spécialement protégées dans les zones marines et côtières soumises à sa souveraineté ou à sa juridiction.

2. Au cas où une Partie se propose de créer, dans une zone soumise à sa souveraineté ou juridiction nationale, une aire spécialement protégée contiguë à la frontière et aux limites d'une zone soumise à la souveraineté ou juridiction nationale d'une autre Partie, les autorités compétentes des deux Parties s'efforcent de coopérer en vue de parvenir à un accord sur les mesures à prendre et, entre autres, examinent la possibilité pour l'autre Partie de créer une aire spécialement protégée correspondante ou d'adopter toute autre mesure appropriée.

3. Au cas où une Partie se propose de créer, dans une zone soumise à sa souveraineté ou juridiction nationale, une aire spécialement protégée contiguë à la frontière et aux limites d'une zone soumise à la souveraineté ou juridiction nationale d'un Etat qui n'est pas Partie au présent Protocole, la Partie s'efforce de coopérer avec cet Etat ainsi qu'il est prévu au paragraphe précédent.

4. Au cas où un Etat non partie au présent Protocole se propose de créer une aire spécialement protégée contiguë à la frontière et aux limites d'une zone soumise à la souveraineté ou juridiction nationale d'une Partie au présent Protocole, cette dernière s'efforce de coopérer avec cet Etat ainsi qu'il est prévu au paragraphe 2.

Article 6

MESURES DE PROTECTION

Les Parties, conformément au droit international et en tenant compte des caractéristiques de chaque aire spécialement protégée, prennent les mesures de protection requises, dont notamment:

a) le renforcement de l'application des autres Protocoles de la Convention et d'autres traités pertinents auxquels elles sont Parties;

b) l'interdiction de rejeter ou de déverser des déchets ou d'autres substances susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à l'intégrité de l'aire spécialement protégée;

c) la réglementation du passage des navires et de tout arrêt ou mouillage;

d) la réglementation de l'introduction de toute espèce non indigène à l'aire spécialement protégée en question ou génétiquement modifiée, ainsi que de l'introduction ou de la réintroduction d'espèces qui sont ou ont été présentes dans l'aire spécialement protégée concernée;

e) la réglementation ou l'interdiction de toute activité d'exploration ou impliquant une modification de la configuration du sol ou l'exploitation du sous-sol de la partie terrestre, du fond de la mer ou de son sous-sol;

f) la réglementation de toute activité de recherche scientifique;

g) la réglementation ou l'interdiction de la pêche, de la chasse, de la capture d'animaux et de la récolte de végétaux ou de leur destruction ainsi que du commerce d'animaux ou de parties d'animaux, de végétaux ou de parties de végétaux provenant des aires spécialement protégées;

h) la réglementation et si nécessaire l'interdiction de toute autre activité ou acte pouvant nuire ou perturber les espèces ou pouvant mettre en danger l'état de conservation des écosystèmes ou des espèces ou porter atteinte aux caractéristiques naturelles ou culturelles de l'aire spécialement protégée;

i) toute autre mesure visant à sauvegarder les processus écologiques et biologiques, ainsi que les paysages.

Article 7

PLANIFICATION ET GESTION

1. Les Parties adoptent, conformément aux règles du droit international, des mesures de planification, de gestion, de surveillance et de contrôle des aires spécialement protégées.

2. Ces mesures devraient comprendre pour chaque aire spécialement protégée:

a) l'élaboration et l'adoption d'un plan de gestion qui précise le cadre juridique et institutionnel ainsi que les mesures de gestion et de protection applicables:

b) la surveillance continue des processus écologiques, des habitats, des dynamiques des populations, des paysages, ainsi que de l'impact des activités humaines;

c) la participation active des collectivités et populations locales, selon le cas, à la gestion des aires spécialement protégées, y compris l'assistance aux habitants qui pourraient être affectés par la création de ces aires;

d) l'adoption de mécanismes pour le financement de la promotion et de la gestion des aires spécialement protégées, ainsi que le développement d'activités susceptibles d'assurer une gestion compatible avec la vocation de ces aires;

e) la réglementation des activités compatibles avec les objectifs qui ont motivé la création de l'aire spécialement protégée et les conditions pour les autorisations y relatives;

f) la formation de gestionnaires et de personnel technique qualifié, ainsi que la mise en place d'une infrastructure appropriée.

3. Les Parties veillent à ce que leurs plans nationaux d'urgence contiennent des mesures visant à répondre aux incidents pouvant provoquer des dommages ou constituer une menace pour les aires spécialement protégées.

4. Lorsqu'elles ont établi des aires spécialement protégées couvrant à la fois des espaces terrestres et marins, les Parties s'efforcent d'assurer la coordination de l'administration et de la gestion de l'ensemble de l'aire spécialement protégée.

DEUXIEME SECTION - AIRES SPECIALEMENT PROTEGEES D'IMPORTANCE MEDITERRANEENNE

Article 8

ETABLISSEMENT DE LA LISTE DES AIRES SPECIALEMENT PROTEGEES D'IMPORTANCE MEDITERRANEENNE

1. En vue de promouvoir la coopération en matière de gestion et de conservation des aires naturelles et de protection des espèces menacées et de leurs habitats, les Parties établissent une "Liste des aires spécialement protégées d'importance méditerranéenne", ci-après dénommée "Liste des ASPIM"

2. Peuvent figurer sur la liste des ASPIM les sites

- présentant une importance pour la conservation des éléments constitutifs de la diversité biologique en Méditerranée,

- renfermant des écosystèmes spécifiques à la région méditerranéenne ou des habitats d'espèces menacées d'extinction,

- ou présentant un intérêt particulier sur les plans scientifique, esthétique, culturel ou éducatif.

3. Les Parties conviennent:

a) de reconnaître l'importance particulière de ces aires pour la région de la Méditerranée;

b) de se conformer aux mesures applicables aux ASPIM et de ne pas autoriser ni entreprendre d'activités qui pourraient aller à l'encontre des objectifs qui ont motivé leur création.

Article 9

PROCEDURE POUR LA CREATION ET L'INSCRIPTION DES ASPIM

1. Des ASPIM peuvent être créés, selon les procédures mentionnées aux paragraphes 2 à 4 du présent article, dans: a) les zones marines et côtières soumises à la souveraineté ou à la juridiction des Parties; b) des zones situées en tout ou en partie en haute mer.

2. La proposition d'inscription est présentée:

a) par la Partie concernée, si l'aire est située dans un espace déjà délimité sur lequel s'exerce sa souveraineté ou sa juridiction;

b) par deux ou plusieurs Parties voisines concernées, si l'aire est située en tout ou en partie en haute mer;

c) par les Parties voisines concernées, dans les zones où les limites de souveraineté ou juridiction nationales ne sont pas encore définies.

3. Les Parties faisant une proposition d'inscription sur la liste des ASPIM fournissent au Centre un rapport de présentation comprenant des informations sur sa localisation géographique, ses caractéristiques physiques et écologiques, son statut juridique, son plan de gestion et les moyens de sa mise en oeuvre, ainsi qu'un exposé justifiant l'importance méditerranéenne de l'aire;

a) lorsqu'une proposition a été formulée au titre d'une aire mentionnée aux alinéas 2 b) et 2 c) du présent article, les Parties voisines concernées se consultent en vue d'assurer la cohérence des mesures de protection et de gestion proposées ainsi que les moyens de leur mise en oeuvre;

b) les propositions formulées au titre d'une aire mentionnée au paragraphe 2 du présent article indiquent les mesures de protection et de gestion applicables à la zone ainsi que les moyens de leur mise en oeuvre;

4. Les procédures pour l'inscription de l'aire proposée sur la liste sont les suivantes:

a) pour chaque aire, la proposition est soumise aux Points focaux nationaux qui examinent la conformité de la proposition avec les lignes directrices et critères communs adoptés en vertu de l'article 16;

b) si une proposition faite en vertu de l'alinéa 2 a) du présent article répond aux lignes directrices et critères communs après évaluation, l'Organisation informe la réunion des Parties qui décide d'inscrire l'aire sur la liste des ASPIM;

c) si une proposition faite en vertu des alinéas 2 b) et 2 c) du présent Article répond aux lignes directrices et critères communs, le Centre la transmet à l'Organisation qui informe la réunion des Parties. La décision d'inscrire l'aire sur la liste des ASPIM est prise, par consensus, par les Parties contractantes qui approuvent aussi les mesures de gestion applicables à la zone.

5. Les Parties qui ont proposé l'inscription de l'aire sur la liste mettent en oeuvre les mesures de protection et de conservation définies dans leurs propositions conformément au paragraphe 3 du présent article. Les Parties contractantes s'engagent à respecter les règles ainsi édictées. Le Centre informe les organisations internationales compétentes de la liste et des mesures prises dans les ASPIM.

6. Les Parties peuvent réviser la liste des ASPIM. A cette fin, le Centre prépare un rapport.

Article 10

MODIFICATION DU STATUT DES ASPIM

La modification de la délimitation d'une ASPIM ou de son régime juridique ou la suppression de cette aire en tout ou en partie ne peuvent être décidées que pour des raisons importantes en tenant compte de la nécessité de sauvegarder l'environnement et de respecter les obligations prévues par le présent Protocole et une procédure similaire à celle observée pour sa création et son inscription sur la liste.

PARTIE III

PROTECTION ET CONSERVATION DES ESPECES

Article 11

MESURES NATIONALES POUR LA PROTECTION ET LA CONSERVATION DES ESPECES

1. Les Parties gèrent les espèces animales et végétales dans le but de les maintenir dans un état de conservation favorable.

2. Les Parties identifient et inventorient, dans les zones soumises à leur souveraineté ou juridiction nationale, les espèces animales et végétales en danger ou menacées et accordent à ces espèces le statut d'espèces protégées. Les Parties réglementent et, au besoin, interdisent les activités nuisibles à ces espèces ou à leur habitat et mettent en oeuvre des mesures de gestion, de planification et autres pour en assurer un état de conservation favorable.

3. En ce qui concerne les espèces animales protégées, les Parties contrôlent et, si nécessaire, interdisent:

a) la capture, la détention, la mise à mort (y compris, si possible, la capture, la mise à mort et la détention fortuites), le commerce, le transport et l'exposition à des fins commerciales de ces espèces, de leurs oeufs, parties et produits;

b) dans la mesure du possible, toute perturbation de la faune sauvage, en particulier pendant les périodes de reproduction, d'incubation, d'hibernation ou de migration ainsi que pendant toute autre période biologique critique;

4. En plus des mesures précisées au paragraphe précédent, les Parties coordonnent leurs efforts, dans des actions bilatérales ou multilatérales, y compris, si cela est nécessaire, par des accords, pour protéger et restaurer les populations d'espèces migratrices dont l'aire de répartition s'étend à l'intérieur de la zone d'application du présent Protocole;

5. En ce qui concerne les espèces végétales protégées et leurs parties et produits, les Parties contrôlent et, si nécessaire, interdisent toute forme de destruction ou de perturbation, y compris la cueillette, la récolte, la coupe, le déracinement, la détention, le commerce, le transport et l'exposition à des fins commerciales de ces espèces;

6. Les Parties élaborent et adoptent des mesures et des plans en ce qui concerne la reproduction ex situ, notamment en captivité, de la faune protégée et la culture de la flore protégée;

7. Les Parties, directement ou par l'intermédiaire du Centre, s'efforcent de consulter les Etats non Parties à ce Protocole dont le territoire est compris dans l'aire de répartition de ces espèces, dans le but de coordonner leurs efforts pour gérer et protéger les espèces en danger ou menacées.

8. Les Parties prennent, si possible, des mesures pour le retour dans leur pays d'origine des espèces protégées exportées ou détenues illégalement. Les Parties devraient s'efforcer de réintroduire ces spécimens dans leur habitat naturel.

Article 12

MESURES CONCERTEES POUR LA PROTECTION ET LA CONSERVATION DES ESPECES

1. Les Parties adoptent des mesures concertées pour assurer la protection et la conservation des espèces animales et végétales qui figurent dans les annexes au présent Protocole relatives à la Liste des espèces en danger ou menacées et à la Liste des espèces dont l'exploitation est réglementée.

2. Les Parties assurent la protection maximale possible et la restauration des espèces animales et végétales énumérées à l'annexe relative à la Liste des espèces en danger ou menacées, en adoptant au niveau national les mesures prévues aux points 3 et 5 de l'article 11 du présent Protocole.

3. Les Parties interdisent la destruction et la détérioration des habitats des espèces figurant à l'annexe relative à la Liste des espèces en danger ou menacées et élaborent et mettent en place des plans d'action pour leur conservation ou restauration. Elles poursuivent leur coopération dans la mise en oeuvre des plans d'actions pertinents déjà adoptés.

4. Les Parties, en coopération avec les organisations internationales compétentes, prennent toutes les mesures appropriées pour assurer la conservation des espèces énumérées à l'annexe relative à la Liste des espèces dont l'exploitation est réglementée, tout en autorisant et réglementant l'exploitation de ces espèces de manière à assurer et à maintenir leurs populations dans un état de conservation favorable.

5. Lorsque l'aire de répartition d'une espèce en danger ou menacée s'étend de part et d'autre d'une frontière nationale ou de la limite séparant les territoires ou les espaces soumis à la souveraineté ou à la juridiction nationale de deux Parties au présent Protocole, ces Parties coopèrent en vue d'assurer la protection et la conservation et, le cas échéant, la restauration de l'espèce concernée.

6. A condition qu'il n'existe pas d'autres solutions satisfaisantes, et que la dérogation ne nuise pas à la survie de la population ou de toute autre espèce, les Parties peuvent accorder des dérogations aux interdictions fixées pour la protection des espèces figurant aux annexes au présent Protocole à des fins scientifiques, éducatives ou de gestion nécessaires à la survie des espèces ou pour empêcher des dommages importants. De telles dérogations doivent être notifiées aux Parties contractantes.

Article 13

INTRODUCTION D'ESPÈCES NON INDIGÈNES
OU GENETIQUEMENT MODIFIEES

1. Les Parties prennent toutes les mesures appropriées pour réglementer l'introduction volontaire ou accidentelle dans la nature d'espèces non indigènes ou modifiées génétiquement et interdire celles qui pourraient entraîner des effets nuisibles sur les écosystèmes, habitats ou espèces dans la zone d'application du présent Protocole.

2. Les Parties s'efforcent de mettre en oeuvre toutes les mesures possibles pour éradiquer les espèces qui ont déjà été introduites lorsqu'après évaluation scientifique il apparaît que celles-ci causent ou sont susceptibles de causer des dommages aux écosystèmes, habitats ou espèces dans la zone d'application du présent Protocole.

PARTIE IV

DISPOSITIONS COMMUNES AUX AIRES ET AUX ESPECES PROTEGEES

Article 14

AMENDEMENTS AUX ANNEXES

1. Les procédures pour les amendements aux annexes au présent Protocole sont celles visées à l'article 17 de la Convention.

2. Toutes les propositions d'amendement qui sont soumises à la réunion des Parties contractantes auront été évaluées préalablement par la réunion des Points focaux nationaux.

Article 15

INVENTAIRES

Chaque Partie fait des inventaires exhaustifs:

a) des aires placées sous sa souveraineté ou juridiction qui comprennent des écosystèmes rares ou fragiles, qui sont des réservoirs de diversité biologique, qui sont importantes pour les espèces en danger ou menacées;

b) des espèces animales ou végétales en danger ou menacées.

Article 16

LIGNES DIRECTRICES ET CRITÈRES COMMUNS

Les Parties adoptent:

a) des critères communs énumérés en annexe pour le choix des aires marines et côtières protégées susceptibles d'être inscrites sur la Liste des ASPIM;

b) des critères communs concernant l'inscription d'espèces supplémentaires sur les annexes;

c) des lignes directrices pour la création et la gestion des aires protégées.

Les critères et les lignes directrices mentionnées aux alinéas b) et c) peuvent être modifiés par la réunion des Parties, sur la base d'une proposition faite par une ou plusieurs Parties.

Article 17

ETUDES D'IMPACT SUR L'ENVIRONNEMENT

Au cours des procédures qui précèdent la prise de décisions sur des projets industriels ou autres projets et activités pouvant avoir un impact affectant sérieusement les aires et les espèces protégées et leurs habitats, les Parties évaluent et tiennent compte de l'impact possible, direct ou indirect, immédiat ou à long terme, y compris de l'impact cumulatif des projets et des activités considérés:

Article 18

INTEGRATION DES ACTIVITES TRADITIONNELLES

1. En définissant des mesures de protection, les Parties prennent en considération les activités traditionnelles de la population locale sur le plan de la subsistance et de la culture. Elles accordent des dérogations, si cela est nécessaire, pour tenir compte de ces besoins. Aucune dérogation accordée de ce fait ne peut:

a) compromettre ni le maintien des écosystèmes protégés en vertu du présent Protocole, ni les processus biologiques participant au maintien de ces écosystèmes;

b) provoquer ni l'extinction ni une diminution substantielle des effectifs des espèces ou populations animales et végétales, en particulier les espèces en danger, menacées, migratrices ou endémiques.

2. Les Parties qui accordent des dérogations aux mesures de protection en informent les Parties contractantes.

Article 19

PUBLICITE, INFORMATION, SENSIBILISATION ET EDUCATION DU PUBLIC

1. Les Parties donnent la publicité qu'il convient à la création d'aires protégées, à leur délimitation, à la réglementation qui s'y applique ainsi qu'à la sélection des espèces protégées, à leur habitat et à la réglementation s'y rapportant.

2. Les Parties s'efforcent d'informer le public de la valeur et de l'intérêt des aires protégées et des espèces protégées et des connaissances scientifiques qu'elles permettent de recueillir aussi bien du point de vue de la conservation de la nature que d'autres points de vue. Cette information devrait trouver une place appropriée dans les programmes d'enseignement. Les Parties s'efforcent aussi de faire en sorte que le public et les organisations de protection de la nature participent aux mesures appropriées nécessaires pour protéger les aires et les espèces concernées, y compris aux études d'impact sur l'environnement.

Article 20

RECHERCHE SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE
ET DANS LE DOMAINE DE LA GESTION

1. Les Parties encouragent et intensifient leur recherche scientifique et technique touchant aux fins du présent Protocole. Elles encouragent et intensifient aussi la recherche orientée vers l'utilisation durable des aires et la gestion des espèces protégées.

2. Les Parties se consultent, en tant que de besoin, entre elles et avec les organisations internationales compétentes, en vue de définir, de planifier et d'entreprendre des recherches scientifiques et techniques et les programmes de surveillance nécessaires à l'identification et au contrôle des aires et des espèces protégées et d'évaluer l'efficacité des mesures prises pour mettre en place des plans de gestion et de restauration.

3. Les Parties échangent directement ou par l'intermédiaire du Centre des informations scientifiques et techniques sur à leurs programmes de recherche et de surveillance en cours et prévus, ainsi que sur les résultats obtenus. Elles coordonnent, dans la mesure du possible, leurs programmes de recherche et de surveillance et s'efforcent de définir en commun ou de normaliser leurs méthodes.

4. Les Parties accordent la priorité en matière de recherche scientifique et technique aux ASPIM et aux espèces figurant dans les annexes au présent Protocole.

Article 21

COOPERATION MUTUELLE

1. Les Parties établissent directement ou avec l'aide du Centre ou des organisations internationales concernées, des programmes de coopération afin de coordonner la création, la conservation, la planification et la gestion des aires spécialement protégées ainsi que le choix, la gestion et la conservation des espèces protégées. Les caractéristiques des aires et des espèces protégées, l'expérience acquise et les problèmes constatés font l'objet d'échanges réguliers d'information.

2. Les Parties communiquent dans les meilleurs délais aux autres Parties, aux Etats qui peuvent être affectés et au Centre toute situation pouvant mettre en danger les écosystèmes des aires spécialement protégées ou la survie des espèces de faune et de flore.

Article 22

ASSISTANCE MUTUELLE

1. Les Parties coopèrent directement ou avec l'aide du Centre ou des organisations internationales concernées, à l'élaboration, au financement et à la mise en oeuvre des programmes d'assistance mutuelle et d'aide aux pays en développement qui en expriment le besoin aux fins de la mise en oeuvre du présent Protocole.

2. Ces programmes portent, en particulier, sur l'éducation du public dans le domaine de l'environnement, la formation de personnel scientifique, technique et administratif, la recherche scientifique, l'acquisition, l'utilisation, la conception et la mise au point de matériel approprié et le transfert de technologies à des conditions avantageuses à définir entre les Parties concernées.

3. Les Parties accordent la priorité en matière d'assistance mutuelle aux ASPIM et aux espèces figurant dans les annexes au présent Protocole.

Article 23

RAPPORTS DES PARTIES

Les Parties présentent aux réunions ordinaires des Parties un rapport sur la mise en application du présent Protocole, notamment en ce qui concerne:

a) le statut et l'état des aires inscrites sur la liste des ASPIM;

b) toute modification de la délimitation ou de la situation juridique des ASPIM et des espèces protégées;

c) les dérogations éventuellement accordées sur la base des articles 12 et 18 du présent Protocole.

PARTIE V

DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES

Article 24

POINTS FOCAUX NATIONAUX

Chaque Partie désigne un Point focal national pour faire la liaison avec le Centre sur les aspects techniques et scientifiques de l'application du présent Protocole. Les Points focaux nationaux se réunissent périodiquement pour exercer les fonctions découlant du présent Protocole.

Article 25

COORDINATION

1. L'Organisation est chargée de coordonner la mise en application du présent Protocole. Elle s'appuie à cette fin sur le Centre qu'elle peut charger d'assurer les fonctions suivantes:

a) aider les Parties, en coopération avec les organisations internationales, intergouvernementales et non gouvernementales compétentes, à:

établir et gérer les aires spécialement protégées dans le champ d'application du présent Protocole;

- mener à bien les programmes de recherche scientifique et technique conformément à l'article 20 du présent Protocole;
- mener à bien l'échange d'informations scientifiques et techniques entre les Parties conformément à l'article 20 du présent Protocole;
- préparer des plans de gestion pour les aires et les espèces protégées;
- élaborer des programmes de coopération conformément à l'article 21 du présent Protocole;
- préparer du matériel éducatif conçu pour différents publics;

b) convoquer et organiser les réunions des Points focaux nationaux et en assurer le secrétariat;

c) formuler des recommandations concernant des lignes directrices et des critères communs conformément à l'article 16 du présent Protocole;

d) établir et mettre à jour des bases de données sur les aires spécialement protégées, les espèces protégées et les autres sujets se rapportant au présent Protocole;

e) préparer les rapports et les études techniques pouvant être nécessaires à la mise en oeuvre du présent Protocole;

f) élaborer et mettre en oeuvre les programmes de formation mentionnés à l'article 22, paragraphe 2;

g) coopérer avec les organisations, gouvernementales et non gouvernementales, régionales et internationales, chargées de la protection des aires et des espèces, dans le respect de la spécificité de chacune et de la nécessité d'éviter la redondance des activités;

h) mener à bien les fonctions qui lui sont confiées par les plans d'action adoptés dans le cadre du présent Protocole;

i) mener à bien toute autre fonction qui lui est confiée par les Parties.

Article 26

REUNIONS DES PARTIES

1. Les réunions ordinaires des Parties au présent Protocole se tiennent lors de réunions ordinaires des Parties contractantes à la Convention organisées en vertu de l'article 14 de la Convention. Les Parties peuvent aussi tenir des réunions extraordinaires conformément audit article.

2. Les réunions des Parties au présent Protocole ont notamment pour objet:

a) de suivre l'application du présent Protocole;

b) de superviser les travaux de l'Organisation et du Centre relatifs à la mise en oeuvre du présent Protocole et de fournir des orientations pour leurs activités;

c) d'examiner l'efficacité des mesures adoptées pour la gestion et la protection des aires et des espèces et la nécessité d'autres mesures, en particulier sous forme d'annexes et d'amendements à ce Protocole ou à ses annexes;

d) d'adopter les lignes directrices et les critères communs prévus à l'article 16 du présent Protocole;

e) d'examiner les rapports transmis par les Parties conformément à l'article 23 du présent Protocole, ainsi que toute autre information pertinente transmise par l'intermédiaire du Centre;

f) de faire des recommandations aux Parties sur les mesures à prendre pour la mise en oeuvre du présent Protocole;

g) d'examiner les recommandations formulées par les réunions des Points focaux nationaux conformément à l'article 24 du présent Protocole;

h) de décider de l'inscription des aires sur la liste des ASPIM conformément à l'article 9, paragraphe 4;

i) d'examiner, s'il y a lieu, toute autre question concernant le présent Protocole;

j) de discuter et d'évaluer les dérogations accordées par les Parties conformément aux articles 12 et 18 du présent Protocole.

PARTIE VI

DISPOSITIONS FINALES

Article 27

INCIDENCE DU PROTOCOLE SUR LES LEGISLATIONS INTERNES

Les dispositions du présent Protocole n'affectent pas le droit des Parties d'adopter des mesures internes pertinentes plus strictes pour l'application du présent Protocole.

Article 28

RAPPORTS AVEC LES TIERS

1. Les Parties invitent les Etats non parties et les organisations internationales à coopérer à la mise en oeuvre du présent Protocole.

2. Les Parties s'engagent à prendre des mesures appropriées, compatibles avec le droit international, en vue d'assurer que nul n'entreprenne des activités contraires aux principes et aux objectifs du présent Protocole.

Article 29

SIGNATURE

Le présent Protocole est ouvert à Barcelone le 10 juin 1995 et à Madrid du 11 juin 1995 au 10 juin 1996, à la signature de toute Partie contractante à la Convention.

Article 30

RATIFICATION, ACCEPTATION OU APPROBATION

Le présent Protocole est soumis à ratification, acceptation ou approbation. Les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation sont déposés auprès du Gouvernement de l'Espagne, qui assume les fonctions de Dépositaire.

Article 31

ADHESION

A partir du 10 juin 1996, le présent Protocole est ouvert à l'adhésion des Etats et des groupements économiques régionaux étant parties à la Convention.

Article 32

ENTREE EN VIGUEUR

1. Le présent Protocole entrera en vigueur le trentième jour à compter de la date du dépôt du sixième instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion.

2. A partir de la date de son entrée en vigueur, le présent Protocole remplace le Protocole relatif aux aires spécialement protégées de la Méditerranée de 1982, dans les rapports entre les Parties aux deux instruments.

EN FOI DE QUOI, les soussignés, dûment autorisés, ont signé le présent Protocole.

FAIT à Barcelone, le 10 juin 1995, en un seul exemplaire en langues anglaise, arabe, espagnole et française, les quatre textes faisant également foi, pour la signature de toute Partie à la Convention.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ATTO FINALE DELLA CONFERENZA DEI PLENIPOTENZIARI SULLA CONVENZIONE PER LA PROTEZIONE DEL MAR MEDITERRANEO DALL'INQUINAMENTO E RELATIVI PROTOCOLLI.

1. La Conferenza di plenipotenziari sulla Convenzione per la protezione del mar Mediterraneo dall'inquinamento ed i suoi Protocolli, é stata convocata dal Direttore esecutivo del Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente, in applicazione di una raccomandazione adottata dalla Ottava riunione ordinaria delle Parti contraenti della Convenzione per la protezione del mar Mediterraneo dall'inquinamento e relativi Protocolli (Antalya, 12-15 Ottobre 1993). Secondo questa raccomandazione, le Parti contraenti della Convenzione di Barcellona erano invitate ad esaminare gli emendamenti al Piano d'azione per il Mediterraneo, alla Convenzione ed ai suoi Protocolli e la possibilità di adeguare i testi alla recente evoluzione del diritto internazionale in materia d'ambiente (UNEP (OCA)MED IG.3/5).

2. Dietro cortese invito del Governo spagnolo, la Conferenza si é svolta a Barcellona il 9 e 10 giugno 1995.

3. Erano invitate a partecipare alla Conferenza le seguenti Parti contraenti della Convenzione per la protezione del mar Mediterraneo dall'inquinamento: Albania, Algeria, Bosnia-Erzegovina, Cipro, Comunità europea, Croazia, Egitto, Francia, Grecia, Israele, Italia, Jamahiriya araba libica, Libano, Malta, Marocco, Monaco, Repubblica araba di Siria, Slovenia,Spagna Tunisia e Turchia.

4. Hanno accettato l'invito ed hanno partecipato alla Conferenza: Albania, Algeria, Bosnia- Erzegovina, Cipro, Comunità europea, Croazia, Egitto, Francia, Grecia, Israele, Italia, Jamahiriya araba libica, Malta, Marocco, Monaco, Slovenia,Spagna, Tunisia e Turchia.

5.Erano inoltre presenti alla Conferenza i rappresentanti degli organi e delle istituzioni specializzate delle Nazioni Unite e delle organizzazioni intergovernative e non governative in appresso:

Nazioni Unite:

- Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente (UNEP)
- Centro d'informazione delle Nazioni Unite

Istituzioni specializzate

- Organizzazione delle Nazioni Unite per l'alimentazione e l'agricoltura (FAO)
- Organizzazione mondiale della salute (OMS)
- Organizzazione meteorologica mondiale (OMM)
- Organizzazione marittima internazionale(OMI)
- Agenzia internazionale dell'energia atomica (AIEA),Laboratorio di studio dell'ambiente marino di Monaco
- Commissione oceanografica intergovernativa dell'UNESCO (COI)
- Banca mondiale

Organizzazioni intergovernative e non governative

- Amigos del Mediterraneo
- Amis de la Terre (Amici della Terra)
- Arab Office for Youth and Environment (AOYE) (Ufficio Arabo per la Gioventù e l'Ambiente)
- Associazione mediterranea per salvare le tartarughe marine(MEDASSET)
- Associazione per la protezione della natura e dell'ambiente di Kairouan (APNEK)
- Associazione turca per la protezione dell'ambiente marino (TURMEPA)
- Banca europea per gli investimenti (BEI)
- Ufficio europeo per l'ambiente (BEE)
- Ufficio mediterraneo d'informazione per l'ambiente, la cultura e lo sviluppo durevole (MIO-ECSDE)
- Centro arabo per lo studio delle zone aride e non irrigue (ACSAD)
- Centro delle regioni Euromediterranee per l'Ambiente (CREE)
- Consiglio Europeo delle Federazioni dell'Industria Chimica (CEFIC)
- Centro per l'ambiente e lo sviluppo della regione araba e dell'Europa (CEDARE);
- Convenzione sulle zone umide (RAMSAR)
- Ecomediterrania
- Studio e conservazione degli ecosistemi insulari e costieri nel Mediterraneo (MEDMARAVIS)
- Preservazione dell'Europa
- Fondazione di studi internazionali
- Fondo mondiale per la natura (WWF)
- Foro per la Laguna di Venezia
- Greenpeace International
- Istituto oceanico internazionale (IOI)
- Istituto mediterraneo dell'acqua (IME-MEDWAN)
- Istituto Universitario de Ciencias Ambientales
- International Centre for Coastal and Ocean Policy Studies (CCOPS) (Centro internazionale di strategie costiere ed oceaniche)
- International Centre for Coastal Resources Research (CIIRC) (Centro internazionale di ricerca sulle risorse costiere)
- Facoltà dell'Arte e della Scienza
- MAREVIVO Associazione Ambientalista
- MEDWET

- Oil Industry International Exploration and Production Forum (E&P forum) (Foro industriale internazionale per l'esplorazione e la produzione di petrolio)
- Organizzazione giuridica internazionale per l'ambiente e lo sviluppo (OJI)
- Rete MEDCITIES
- Società per la protezione della natura (DHDK)
- Stazione biologica della Tour de Valat
- Unione interparlamentare (UIP)
- Unità di coordinamento del Programma ambientale del mar Nero.

6. La Conferenza era stata preceduta dalla Nona riunione ordinaria delle Parti contraenti svoltasi a Barcellona dal 5 all'8 giugno 1995 che aveva predisposto i testi finali degli strumenti in appresso, per adozione dalla Conferenza dei Plenipotenziari: emendamenti alla Convenzione per la protezione del mar Mediterraneo dall'inquinamento; emendamenti al Protocollo relativo all'inquinamento del mar Mediterraneo da operazioni d'immersione effettuate con navi ed aeronavi; e Risoluzione di Barcellona sull'ambiente e lo sviluppo sostenibile nel bacino Mediterraneo. Inoltre la Conferenza aveva preparato, per l'adozione e la firma della Conferenza di plenipotenziari, il Protocollo relativo alle zone particolarmente protette ed alla diversità biologica nel Mediterraneo.

7. Nella cerimonia di apertura, il Sig. José Borrell, Ministro dei Lavori pubblici, dei Trasporti e dell'Ambiente della Spagna ha augurato il benvenuto ai partecipanti.

8. Il Sig. Lucien Chabason, coordinatore del Piano d'azione per il Mediterraneo ha trasmesso ai partecipanti un messaggio della Signora Elisabetta Dowdeswell, Direttore esecutivo del Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente. S.E.M. Nourdine Benomar Alami (Marocco), Presidente dell'Ufficio di Presidenza delle Parti contraenti, ha pronunciato un discorso.

9. La Conferenza ha adottato il seguente ordine del giorno:

1. Apertura della Conferenza

2. Regolamento interno

3. Elezione dell'Ufficio di Presidenza

4. Adozione dell'ordine del giorno e organizzazione dei lavori

5. Adozione degli emendamenti alla Convenzione per la protezione del mar Mediterraneo dall'inquinamento e dei suoi Protocolli:

   a) adozione degli emendamenti alla Convenzione per la protezione del mar Mediterraneo dall'inquinamento (Convenzione di Barcellona);

   b) adozione degli emendamenti al Protocollo relativo alla prevenzione dell'inquinamento del mar Mediterraneo da operazioni d'immersione effettuate da navi ed aeronavi (Protocollo immersioni)

c) adozione del Protocollo relativo alle zone particolarmente protette ed alla diversità biologica nel Mediterraneo

6. Adozione della risoluzione di Barcellona sull'ambiente e lo sviluppo durevole nel bacino Mediterraneo.

7. Rapporto della Commissione di verifica dei poteri

8. Adozione dell'Atto finale della Conferenza

9. Firma dell'Atto finale della Conferenza

10. Firma del Protocollo relativo alle zone particolarmente protette ed alla diversità biologica nel Mediterraneo

11. Chiusura della Conferenza

10. La Conferenza ha applicato il Regolamento interno delle riunioni e conferenze delle Parti contraenti alla Convenzione per la protezione del mar Mediterraneo dall'inquinamento e relativi Protocolli (UNEP(OCA)/MED IG.43/6), annesso XI.)

11. In conformità con l'articolo 20 del Regolamento interno la Conferenza ha eletto i seguenti membri dell'Ufficio:

Presidente:	S.E.	José Borrell	(Spagna)
Vice-Presidente:	S.E.	Nourdine Benomar Alami	(Marocco)
Vice-Presidente:	S.E.	Mme Corinne Lepage	(Francia)
Vice-Presidente:	S.E.	Mohamed Mendi Mlika	(Tunisia)
Vice-Presidente:	S.E.	Paolo Baratta	(Italia)
Relatore:	M.	Viktor Simoncic	(Croazia)

12. Il sig. Lucien Chabason, coordinatore dell'Unità di coordinamento del Piano d'azione per il Mediterraneo, ha svolto le funzioni di Segretario generale della Conferenza ed il Sig. Ljubomir Jeftic, Vice-Coordinatore (PAM) quelle di Segretario esecutivo della Conferenza.

13. I principali documenti utilizzati come base per le delibere della Conferenza erano i seguenti:

UNEP(OCA)MED.IG.6/3 Emendamenti alla Convenzione per la protezione del mar Mediterraneo dall'inquinamento (Convenzione di Barcellona).

UNEP(OCA)MED.IG.6/4 Emendamenti al Protocollo relativo alla prevenzione dell'inquinamento del Mar Mediterraneo da operazioni d' immersione effettuate con navi ed aeronavi (Protocollo immersioni)

UNEP(OCA)MED.IG.6/5 Protocollo relativo alle zone particolarmente protette ed alla diversità biologica nel Mediterraneo

UNEP(OCA)MED.IG.6/6 Risoluzione di Barcellona sull'ambiente e lo sviluppo sostenibile nel bacino Mediterraneo con i suoi due Annessi: Piano d'azione per la protezione dell'ambiente marino

e lo sviluppo sostenibile delle zone costiere del Mediterraneo-PAM Fase II (Annesso I) e Settori prioritari di attività per l'ambiente e lo sviluppo nel bacino Mediterraneo- 1996-2005 (Annesso II).

14. In conformità con il Regolamento interno, la Conferenza ha deciso che l'Ufficio di Presidenza, comprendente il Presidente, i quattro Vice Presidenti ed il Relatore, eserciterebbe le funzioni di Commissione di verifica delle credenziali.

15. La Commissione di verifica delle credenziali si é riunita il 9 giugno 1995 per esaminare le credenziali dei rappresentanti partecipanti alla Conferenza ed ha constatato che tutti i rappresentanti erano debitamente accreditati.

16. La Conferenza ha approvato, il 10 giugno 1995, il rapporto della Commissione di verifica delle credenziali.

17. In base alle sue delibere, la Conferenza ha adottato i seguenti testi:

a) Emendamenti alla Convenzione per la protezione del mar Mediterraneo dall'inquinamento (Convenzione di Barcellona)

b) Emendamenti al Protocollo relativo alla prevenzione dell'inquinamento del Mar Mediterraneo da operazioni d' immersione effettuate con navi ed aeronavi (Protocollo immersioni)

c) Protocollo relativo alle zone particolarmente protette ed alla diversità biologica nel Mediterraneo

d) Risoluzione di Barcellona sull'ambiente e lo sviluppo sostenibile nel bacino Mediterraneo (con due Appendici sul Piano d'azione per la protezione dell'ambiente marino e lo sviluppo sostenibile delle zone costiere del Mediterraneo-PAM Fase II (Appendice I) e i Settori prioritari di attività per l'ambiente e lo sviluppo nel bacino Mediterraneo- 1996-2005 (Appendice II)).

18. La Conferenza ha stabilito che gli Annessi al Protocollo relativo alle zone particolarmente protette ed alla diversità biologica nel Mediterraneo, saranno accettati in una prossima riunione di plenipotenziari.

19. Il testo del Protocollo relativo alle zone particolarmente protette ed alla diversità biologica nel Mediterraneo sarà aperto alla firma a Barcellona il 10 giugno 1995 e rimarrà aperto alla firma a Madrid fino al 10 giugno 1996, di ogni Stato costiero della regione mediterranea invitato alla Conferenza, della Comunità europea e d ogni gruppo economico regionale simile, di cui almeno un membro sia Stato costiero del mar Mediterraneo ed eserciti una competenza nei settori previsti dalla Convenzione di Barcellona e dei suoi Protocolli.

20. La Conferenza ha inoltre adottato le seguenti risoluzioni che sono allegate al presente Atto finale:

I. Adozione della Risoluzione di Barcellona sull'ambiente e lo sviluppo sostenibile nel bacino Mediterraneo (con due Appendici sul Piano d'azione per la protezione dell'ambiente marino e lo sviluppo sostenibile delle zone costiere del Mediterraneo (PAM- Fase II) ed i Settori prioritari di attività per l'ambiente e lo sviluppo nel bacino Mediterraneo- 1996-2005.

II. Adozione degli emendamenti alla Convenzione per la protezione del mar Mediterraneo dall'inquinamento ed al suo Protocollo relativo alla prevenzione dell'inquinamento del Mar Mediterraneo da operazioni d'immersione effettuate con navi ed aeronavi.

III. Firma, ratifica, accettazione ed approvazione del Protocollo relativo alle zone particolarmente protette ed alla diversità biologica nel Mediterraneo ed adesione a detto Protocollo.

IV. Disposizioni interinali.

V. Ringraziamenti al Governo spagnolo.

IN FEDE DI CHE i rappresentanti delle Parti contraenti in appresso hanno firmato il presente Atto finale.

RISOLUZIONE I

Adozione della Risoluzione di Barcellona sull'ambiente e lo sviluppo sostenibile nel bacino mediterraneo

La Conferenza,

Ricordando le raccomandazioni della Nona riunione ordinaria delle Parti contraenti tenutasi a Barcellona dal 5 all'8 giugno 1995, di approvare una "Risoluzione di Barcellona sull'ambiente e lo sviluppo sostenibile nel bacino mediterraneo", il "Piano di azione per la protezione dell'ambiente marino e lo sviluppo sostenibile delle zone costiere del Mediterraneo (PAM - Fase II) ed i "Settori prioritari di attività per l'ambiente e lo sviluppo nel bacino mediterraneo (1996 - 2005)"

Intendendo vigilare affinché le modifiche del Piano d'azione per il Mediterraneo (PAM) stabilite a seguito di queste raccomandazioni siano concretamente applicate

Notando con soddisfazione che le modifiche raccomandate del Piano d'azione per il Mediterraneo corrispondono alla sfida rappresentata dallo sviluppo sostenibile nel contesto mediterraneo,

1. Adotta la Risoluzione di Barcellona sull'ambiente e lo sviluppo sostenibile nel bacino mediterraneo, il cui testo figura all'Annesso alla presente risoluzione assieme alle due Appendici relative, i.e. il Piano d'azione per la protezione dell'ambiente marino e lo sviluppo sostenibile delle zone costiere del Mediterraneo (PAM- Fase II) (Appendice I) e i Settori prioritari di attività per l'ambiente e lo sviluppo nel bacino mediterraneo (1996-2005) (Appendice II);

2. Invita le Parti contraenti ad applicare la Risoluzione dei Barcellona con i mezzi più efficaci possibili, in considerazione della particolare importanza rappresentata dagli orientamenti del Piano d'azione per il Mediterraneo ai fini del conseguimento dell'obiettivo di sviluppo sostenibile.

ANNESSO
Risoluzione di Barcellona sull'ambiente e lo sviluppo sostenibile nel bacino mediterraneo

I ministri dei paesi mediterranei incaricati dell'ambiente in rappresentanza dei rispettivi governi, ed il membro della Commissione europea responsabile per l'ambiente, riuniti a Barcellona (Spagna) il 10 giugno 1995 nell'ambito del Piano d'azione per il Mediterraneo,

Ricordando che il Piano d'azione per il Mediterraneo é stato approvato a Barcellona nel 1975 dai governi degli Stati mediterranei e dalla Comunità europea per sorvegliare e proteggere l'ambiente marino del Mediterraneo e garantire un'integrata pianificazione dello sviluppo nonché la gestione delle risorse del Bacino, in base ad una cooperazione multilaterale sotto gli auspici del Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente,

Ricordando l'adozione della Convenzione di Barcellona per la protezione del mare Mediterraneo contro l'inquinamento e dei Protocolli ivi contenuti, nel 1976 e negli anni successivi,

Riconoscendo l'importante contributo che il Piano d'azione per il Mediterraneo, il programma MEDPOL nonché i Centri di attività regionali e le organizzazioni internazionali cooperanti hanno fornito alla protezione dell'ambiente marino ed alla promozione ed all'istituzione di un sistema di diritto dell'ambiente e di una struttura istituzionale ambientale a livello regionale e nazionale nel bacino del Mediterraneo,

In considerazione dei risultati delle riunioni svoltesi successivamente a Genova (1985) a Nicosia (1990) al Cairo (1992) ed a Casablanca (1993), e consapevoli dei risultati della Conferenza ministeriale svoltasi a Tunisi nel 1994, nonché dell'importanza della dichiarazione e delle risoluzioni da essa adottate per la promozione dello sviluppo sostenibile nel Mediterraneo in considerazione della Dichiarazione di Rio e di Azione 21,

Consapevoli delle differenze di sviluppo socio-economico che sussistono tra gli Stati rivieraschi del Mediterraneo.

Preoccupati per le continue pressioni esercitate sulle zone marine e costiere ed i loro ecosistemi dal processo di urbanizzazione,di accrescimento demografico e di sviluppo economico, che hanno comportato il degrado delle risorse umane e naturali della regione mediterranea, come chiaramente dimostrato dagli scenari del Piano Blu;

Riconoscendo i progressi compiuti dall'adozione nel 1985 della Dichiarazione di Genova sul secondo Decennio mediterraneo, pur notando che la qualità attuale dell'ambiente del mar Mediterraneo esige che le azioni siano fortemente intensificate,

Soddisfatti di poter adottare gli emendamenti alla Convenzione di Barcellona, che ampliano considerevolmente il settore di applicazione della stessa, con l'introduzione di princìpi che consentiranno di far fronte alle sfide dello sviluppo sostenibile,

Sottolineando l'importanza di applicare gli emendamenti al Protocollo relativo alla prevenzione dell'inquinamento del mar Mediterraneo mediante operazioni di immersione effettuate dalle navi e dalle aeronavi, in conformità con gli accordi internazionali pertinenti che garantiranno una crescente protezione del mar Mediterraneo .

Sottolineando l'importanza di adottare il nuovo Protocollo relativo alle zone specialmente protette ed alla diversità biologica nel Mediterraneo volta a garantire la preservazione ed una migliore gestione della diversità biologica soprattutto per le specie minacciate di estinzione ed i siti naturali di grande interesse,

Ricordando l'importanza della risoluzione adottata alla Conferenza di Tunisi riguardo all'utilizzazione di strumenti di gestione fondiaria in vista di garantire la preservazione della natura e dei siti naturali delle regioni costiere del Mediterraneo,

Riconfermando l'impegno di proteggere individualmente e collettivamente l'ambiente mediterraneo, grazie al dialogo, alla concertazione, alla solidarietà ed al partenariato tra i popoli della regione,

Confermando l'impegno di promuovere uno sviluppo sostenibile nel quadro della formulazione e dell'applicazione di politiche nazionali e regionali relative alla protezione dell'ambiente ed allo sviluppo in considerazione delle Dichiarazioni di Rio e di Tunisi,

Considerando che l'Unione europea ha deciso di convocare una Conferenza ministeriale euromediterranea che si svolgerà a Barcellona il 27 e 28 novembre 1995, in vista di rafforzare il partenariato euroemediterraneo tra i paesi dell'Unione europea e gli altri paesi del Mediterraneo

1. Adottano la seconda fase del Piano d'azione per il Mediterraneo contenuto nell'Annesso I della risoluzione in vista di realizzare i seguenti obiettivi:

- integrare l'ambiente nelle politiche di sviluppo economico, sociale, culturale e altre, nonché nelle politiche di utilizzazione delle terre;

- garantire una gestione sostenibile delle risorse naturali marine e costiere in considerazione del programma Azione 21 per il Mediterraneo;

- preservare la natura e proteggere le specie nonché i siti ed i paesaggi d'interesse ecologico o culturale;

- prevenire l'inquinamento del mare Mediterraneo e delle sue regioni costiere;

- applicare meccanismi razionali per l'esecuzione ed il controllo dell'attuazione della Convenzione e dei suoi Protocolli e delle misure di protezione stabilite

- rafforzare la cooperazione con le organizzazioni governative internazionali e con le agenzie specializzate delle Nazioni Unite in ogni fase della formulazione o dell'esecuzione di attività specifiche;

- intensificare l'appoggio e la partecipazione delle organizzazioni non governative (ONG) internazionali e regionali e nazionali e del pubblico;

2. S'impegnano ad attuare pienamente la seconda fase del Piano d'azione per il Mediterraneo, la Convenzione di Barcellona ed i relativi Protocolli ed a tal fine stabiliscono i settori prioritari di attività per l'ambiente e lo sviluppo nel Bacino mediterraneo (1996-2005) figuranti all'Annesso II della presente risoluzione;

3. Decidono la creazione, nel quadro del Piano d'azione per il Mediterraneo, della Commissione Mediterranea per lo Sviluppo Sostenibile (CMDD) che inizierà le sue attività nel primo semestre del 1996.

4. Incaricano l'unità di coordinamento di portare a termine il processo di preparazione del Protocollo relativo alla prevenzione dell'inquinamento del Mediterraneo derivante dai movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e dalla loro eliminazione nonché dagli emendamenti al Protocollo tellurico e pregano il Direttore esecutivo del Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente di convocare entro marzo 1996 una Conferenza di plenipotenziari in vista dell'adozione di tali Protocolli;

5. S'impegnano ad adottare ogni misura necessaria per incorporare ed integrare la preservazione della diversità biologica negli obiettivi delle politiche di sviluppo economico e di pianificazione del territorio e delle risorse naturali nonché a rafforzare con urgenza tutte le attività intraprese al fine di preservare le specie minacciate di estinzione, l'habitat e i siti d'interesse ecologico;

6. Convengono di ridurre, entro il 2005, le discariche e le emissioni di sostanze tossiche persistenti e suscettibili di bio-accumuli pregiudizievoli per l'ambiente marino, in particolare per gli organoalogeni, a livelli non nocivi per l'uomo o la natura fino alla loro graduale eliminazione ed a questo scopo di ottenere sostanziali riduzioni di tali discariche o emissioni completando se del caso le misure di riduzione con programmi volti a vietare l'uso di dette sostanze; incaricano le parti contraenti a rivedere regolarmente gli scadenzari pertinenti;

Al fine di eliminare entro l'anno 2005 la maggiore quantità possibile di queste sostanze, in particolare gli organoalogenati, e di facilitare e affrettare la definizione di metodi, programmi e scadenzari suddividendoli in categorie di sostanze e in rami industriali, avvalendosi delle migliori tecniche disponibili, essi incaricano l'UNEP di organizzare la concertazione con le Parti contraenti, gli esperti scientifici, gli industriali e le ONG;

La prima riunione avrà luogo quanto prima e al più tardi entro il 1 luglio 1996;

7. S'impegnano a promuovere attivamente il trasferimento di tecnologie, proprie in particolare ai paesi in via di sviluppo, per incoraggiare la creazione, se del caso, di centri di produzione propria incaricati di portare a termine attività di ricerca e di promozione nonché di raccolta e di diffusione dell'informazione sui procedimenti di produzione non inquinanti;

8. S'impegnano a dimostrare la loro solidarietà con le popolazioni del bacino mediterraneo che subiscono le conseguenze dell'aggressione e del terrorismo elaborando ed eseguendo programmi di ripristino delle regioni, degli ambienti e delle risorse danneggiate da azioni distruttive;

9. S'impegnano a cooperare ed a rafforzare la loro solidarietà con le popolazioni mediterranee in caso di calamità naturali e di gravi incidenti tecnici, eseguendo programmi volti a riabilitare le zone danneggiate e l'ambiente;

10. Incaricano l'Unità di coordinamento di mobilitare fondi e risorse supplementari per eseguire le attività previste durante la fase del Piano d'azione per il Mediterraneo, e nei Settori prioritari di attività per l'ambiente e lo sviluppo nel Bacino mediterraneo (1996-2005);

11. Chiedono che si proceda ad una valutazione dei risultati dell'attuazione delle attività previste tenendo conto degli obiettivi nel quadro della fase II del Piano d'azione per il Mediterraneo, nonché delle attività previste nei settori prioritari di attività per l'ambiente e lo sviluppo nel Bacino mediterraneo (1996-2005) che saranno oggetto di un sistema di monitoraggio sulla loro realizzazione;

12. Convengono di trasmettere alla Conferenza euro- mediterranea i documenti adottati nella Conferenza di plenipotenziari sulla Convenzione di Barcellona tenutasi il 9 e 10 giugno 1995 per contribuire agli sforzi della Conferenza, ai fini soprattutto di garantire la protezione dell'ambiente e dello sviluppo sostenibile della regione, rafforzando la cooperazione regionale nel quadro del PAM;

13. Pregano la Commissione mediterranea di sviluppo sostenibile in seno alla quale le ONG saranno debitamente rappresentate, di esaminare la possibilità di creare un fondo speciale per la promozione di progetti relativi alla preservazione della natura ed alla gestione integrata del litorale, per completare il fondo di stanziamento speciale per il Mediterraneo mirante a mobilitare e ad assicurare le risorse finanziarie addizionali necessarie;

14. Invitano tutti gli operatori socio-economici interessati in particolare le comunità locali gli ambienti scientifici e didattici, le imprese e le organizzazioni non governative ad associarsi all'esecuzione della fase II del Piano d'azione per il Mediterraneo,

15. Invitano le organizzazioni internazionali e gli altri programmi di finanziamento e di sviluppo ad associarsi all'esecuzione della nuova fase del Piano d'azione per il Mediterraneo, ed a coordinare ed armonizzare con il Piano d'azione per il Mediterraneo i loro programmi relativi alla regione mediterranea;

16. Decidono d'incontrarsi nuovamente nella decima riunione ordinaria delle Parti contraenti nel 1997 a Tunisi.

APPENDICE I

PIANO D'AZIONE PER LA PROTEZIONE DELL'AMBIENTE MARINO E LO SVILUPPO SOSTENIBILE DELLE ZONE COSTIERE DEL MEDITERRANEO

(PAM FASE II)

Introduzione

I paesi mediterranei e la CEE hanno adottato nel 1975 il Piano d'azione per il Mediterraneo (PAM) e nel 1976 la Convenzione per la protezione del mare Mediterraneo contro l'inquinamento (Convenzione di Barcellona). L'obiettivo principale del PAM era di aiutare i Governi a valutare e controllare l'inquinamento marino, a formulare le loro politiche nazionali dell'ambiente, a migliorare la capacità di meglio identificare le opzioni di ricambio per i modelli di sviluppo, ed a procedere a scelte più razionali per lo stanziamento delle risorse.

Benché in origine il PAM avesse centrato i suoi sforzi sulla lotta anti-inquinamento marino, l'esperienza ha presto dimostrato che le tendenze socio-economiche, associate ad una pianificazione e ad una gestione di sviluppo mediocri, erano la causa della maggior parte dei problemi ambientali, e che una protezione valida e durevole dell'ambiente era indissolubilmente connessa allo sviluppo sociale ed economico. Da un approccio settoriale alla lotta anti-inquinamento, il PAM ha potuto passare ad una pianificazione e ad una gestione integrate in quanto mezzi essenziali per la ricerca di soluzioni.

Benché sia difficile valutare i progressi realizzati, possiamo disporre di indici diretti e indiretti in base ai quali vari paesi hanno preso misure concrete secondo le prescrizioni e le disposizioni del PAM, con un'influenza positiva sull' evoluzione ed i progressi in materia ambientale nel Mediterraneo. Possiamo citare, tra i progressi più significativi, la nascita di una presa di coscienza circa l'importanza di un ambiente salubre per il Mediterraneo, presente e futuro e per le sue popolazioni, un radicale mutamento di opinione, da parte di coloro che decidono, riguardo alla protezione dell'ambiente, un senso di solidarietà e l'esigenza di agire collettivamente in vista di un migliore avvenire del Mediterraneo.

Tra le grandi lacune nella protezione dell'ambiente marino del Mediterraneo e del suo litorale,citiamo: impropria pianificazione della zona costiera in mancanza di piani e di gestione; inadeguatezza ed attuazione inefficiente delle legislazioni nazionali; carenza di strutture istituzionali e insufficienza delle risorse umane assegnate a questo tipo di attività; inoltre non si è provveduto a mobilitare le risorse finanziarie necessarie ed a prendere impegni politici precisi per risolvere i problemi esistenti.

Il PAM Fase II é stato concepito in considerazione dei successi e dei fallimenti dei primi venti anni di esistenza del programma, nonché dei risultati di recenti sviluppi come la Conferenza delle Nazioni Unite sull'ambiente e lo sviluppo (Rio de Janeiro, 1992). l'Ottava riunione delle Parti contraenti alla Convenzione di Barcellona (Antalya, 1993) e la Conferenza "MED 21" sullo sviluppo sostenibile nel Mediterraneo (Tunisi 1994)

Obiettivi

- Gli obiettivi principali sono i seguenti:

- garantire una gestione durevole delle risorse naturali, marine e terrestri, ed integrare l'ambiente nello sviluppo economico e nella pianificazione del territorio;

-proteggere l'ambiente marino e le zone costiere prevenendo l'inquinamento, nonché riducendo e se possibile eliminando gli apporti di inquinanti di qualsiasi natura, cronici o incidentali;

- tutelare la natura e salvaguardare e valorizzare i siti ed i paesaggi d'interesse ecologico o culturale;

- rafforzare la solidarietà tra gli Stati rivieraschi del Mediterraneo gestendo il loro patrimonio comune e le loro risorse a vantaggio delle generazioni presenti e future;

- contribuire al miglioramento della qualità della vita.

Attuazione

Gli Stati rivieraschi del Mediterraneo sono pienamente responsabili della gestione delle loro politiche volte a migliorare l' ambiente e garantire uno sviluppo sostenibile. Al riguardo essi sono responsabili dell'applicazione della Convenzione di Barcellona, dei suoi Protocolli e del PAM.

Per realizzare questo compito le Parti contraenti ricevono l'aiuto del Segretariato della Convenzione di Barcellona affidato all' UNEP ed alla sua Unità di coordinamento e, sotto la supervisione di quest'ultima, dei Centri di attività regionali del PAM.

Le specifiche missioni affidate al Segretariato ed ai Centri di attività regionali per la realizzazione delle attività del PAM nonché dei bilanci corrispondenti sono stabilite nel quadro delle riunioni delle Parti contraenti alla Convenzione di Barcellona.

L'Unità di coordinamento del PAM stabilisce e rafforza i collegamenti con gli altri programmi per i mari regionali, con i segretariati delle convenzioni internazionali applicabili nella regione, con la Commissione delle Nazioni Unite per lo sviluppo sostenibile e con le istituzioni finanziarie internazionali che operano nel settore dell'ambiente e dello sviluppo sostenibile nel Mediterraneo .

Le Parti contraenti della Convenzione di Barcellona faranno sistematicamente appello alla collaborazione delle istituzioni specializzate delle Nazioni Unite interessate per elaborare ed attuare i programmi di attività del PAM- Fase II.

Le Parti contraenti faranno appello alla collaborazione delle autorità locali, provinciali e regionali, se del caso, per elaborare ed attuare i programmi di attività del PAM - Fase II.

Le Parti contraenti faranno inoltre partecipare alle attività del PAM Fase II le organizzazioni non governative che operano a favore della protezione dell'ambiente e dello sviluppo nonché quelle che rappresentano attività economiche.

Nell'attuazione dello sviluppo durevole, sarà data precedenza al rafforzamento delle capacità istituzionali ed al coordinamento delle politiche a livello nazionale, provinciale e locale a seconda dei casi. Al riguardo, é concessa una particolare attenzione agli strumenti giuridici esistenti come la Convenzione di Barcellona e i suoi Protocolli, l'attuazione di strumenti economici per una gestione integrata delle risorse, una rigorosa pianificazione delle zone costiere e la gestione delle risorse naturali.

I. LO SVILUPPO SOSTENIBILE NEL MEDITERRANEO

1. INTEGRAZIONE DELL'AMBIENTE E DELLO SVILUPPO

La gestione e la conservazione delle risorse naturali e l'orientamento dato ai cambiamenti tecnologici ed istituzionali affinché continuino a corrispondere costantemente alle esigenze delle generazioni presenti e future sono essenziali per il bacino mediterraneo. Le complesse interazioni tra le componenti ambientali (acqua, foreste, suoli) ed i settori socio-economici (agricoltura, industria, energie, turismo e trasporto) esigono l'integrazione delle politiche ambientali nelle politiche di sviluppo. A livello regionale, le corrispondenti attività saranno elaborate [in seno alla Commissione mediterranea di sviluppo sostenibile da istituire, ed eseguite nell'ambito del PAM] in collaborazione con le organizzazioni internazionali interessate e con l'appoggio del Segretariato e dei Centri di attività regionali competenti, se del caso.

1.1. Attività economiche e ambiente

Il recente andamento socio-economico del bacino mediterraneo, le cui risorse naturali sono fragili e limitate, ha dato luogo a importanti mutamenti pregiudizievoli per il suo patrimonio; la dinamica demografica che probabilmente porterà la popolazione da 410 milioni di abitanti nel 1994 a 550 nel 2025, nonché le modalità di produzione e di consumo moderne svolgono un ruolo fondamentale in tali mutamenti.

L'agricoltura tende ad intensificarsi esercitando effetti importanti sulle risorse d'acqua e sui suoli. L'industrializzazione é in pieno sviluppo fin dagli anni 70 ma le industrie pesanti ed inquinanti rivelano il segno di un declino. Le tecnologie utilizzate spesso sono obsolete e producono un forte inquinamento. Grande consumatrice di risorse naturali e di energia, l'industria contende lo spazio disponibile allo sviluppo urbano ed alle grandi infrastrutture di trasporto, in particolare sul litorale. Il turismo in quando produttore di valuta, ha mire sullo spazio del litorale, intensificando le costruzioni in cemento armato e sfruttandone tutte le qualità patrimoniali, naturali e storiche. Circa 100 milioni di turisti provenienti da ogni parte del mondo sono oggi accolti sul litorale Mediterraneo, 170 a 340 milioni vi sono attesi nel 2025, e si prevede che anche il turismo nazionale abbia una forte crescita. La pressione sulle risorse d'acqua é importante, il sovraffollamento dei siti, naturali e storici nonché l'abuso del territorio causano la distruzione, e quindi l'impoverimento di questo capitale turistico, tanto essenziale per alcuni paesi.

Per tali attività economiche, i principali obiettivi in materia di sviluppo sostenibile sono i seguenti:

1.1.1. Agricoltura

La regione mediterranea é chiamata ad intensificare la sua produzione agricola, in particolare nei paesi del Sud e dell'Est. Tale intensificazione, in particolare per via della pratica dell'irrigazione, danneggia sempre più la qualità dei terreni e delle acque. Anche le terre arabili si riducono sotto la pressione delle costruzioni, della perdita di fertilità, della salinizzazione e dell'erosione.

L'espansione della desertificazione in varie forme minaccia lo sviluppo agricolo e sociale, sia nelle regioni costiere sia nell'hinterland.

Al fine di contribuire allo sviluppo sostenibile, le attività devono, a livelli adeguati, privilegiare:-modalità razionali per lo sfruttamento delle risorse sui terreni e nelle acque, incentivando le culture più adatte alle condizioni fisiche ed ecologiche delle regioni interessate;

- accrescimento della produttività e della produzione agricola per mezzo di tecniche rispettose dell'ambiente locale;
- messa a punto e utilizzazione di tecniche d'irrigazione che consumino meno acqua e di sistemi di drenaggio appropriati;
- identificazione ed uso di tecniche appropriate, sia per la gestione agricola sia per il miglioramento delle risorse genetiche locali;
- controllo dell'uso di prodotti chimici che inquinano il suolo e l'acqua e maggiore uso di fertilizzanti naturali;

1.1.2 Industria

Lo sviluppo delle attività industriali aggrava taluni problemi già preoccupanti d'inquinamento dell'aria e dell'acqua, e di deterioramento della qualità della vita.

Ai fini della soddisfazione dei fabbisogni nazionali e dell'accesso ai mercati mediterranei ed internazionali in un'ottica di sviluppo, sono richieste le seguenti azioni:

- incoraggiare e facilitare l'uso di procedimenti industriali adeguati e di tecnologie proprie;

- agevolare il trasferimento, l'adeguamento e la padronanza della tecnologia nei paesi mediterranei;

- consolidare ed accelerare l'attuazione di programmi di controllo e di riduzione dell'inquinamento industriale; e

- rafforzare e sviluppare i programmi di gestione per la riduzione dei rifiuti industriali.

1.1.3 Energia

Il consumo crescente di energie nel Mediterraneo basato principalmente sulle fonti di energia fossile, amplifica l'inquinamento ed i problemi di degrado dell'ambiente mediterraneo. Urge dunque vigilare su una migliore gestione dell'energia, istituendo politiche compatibili con lo sviluppo sostenibile.

Al riguardo, gli obiettivi a livello mediterraneo, nazionale e locale, in cooperazione con le organizzazioni internazionali interessate dovranno essere di :

-incoraggiare e facilitare il ricorso alle energie nuove e rinnovabili per usi domestici ed industriali, pubblici e privati, se del caso con progetti pilota;

- sviluppare le tecniche di controllo e di risparmio dell'energia;

- vigilare che l'installazione delle nuove centrali elettriche sul litorale mediterraneo sia effettuata nel rispetto dell'ambiente e ammodernare come opportuno le centrali esistenti.

1.1.4 Turismo

Il turismo é uno dei fattori più influenti sull'ambiente e lo sviluppo dei bacini mediterranei. Se, da una parte, svolge un ruolo importante nel miglioramento delle condizioni economiche in vari paesi mediterranei, d'altra parte ha gravi effetti sulle risorse terrestri marine, sui suoli e le terre costiere, sui siti storici naturali e sui paesaggi, sulla società e la popolazione locale.

I principali obiettivi in materia di turismo nazionale e locale, a livello del Mediterraneo, sono i seguenti:

- esaminare, seguire in permanenza e valutare, per mezzo di indicatori appropriati, le attività connesse al turismo e le loro conseguenze sull'ambiente,

- incentivare la cooperazione regionale e internazionale atta a favorire un turismo rispettoso dell'ambiente e compatibile con lo sviluppo sostenibile;

-seguire costantemente l'evoluzione delle risorse naturali, culturali, umane e turistiche ed intraprendere regolarmente studi d'impatto sull'ambiente, e valutazioni sulla capacità di accoglienza;

- elaborare programmi d'informazione e di formazione per gli operatori interessati, in particolare sensibilizzando i turisti sull'esigenza di preferire una forma di turismo rispettosa dell'ambiente mediterraneo.

1.1.5 Trasporti

L'evoluzione dei trasporti aerei e terrestri, abbinata all'espansione delle attività economiche, eserciterà pressioni crescenti sulla zona costiera. In particolare, si prevede che il numero di veicoli automobilistici sarà triplicato nel corso dei prossimi 30 anni. E' indispensabile tenere sotto controllo questa tendenza che avrà effetti considerevoli sulla qualità dell'ambiente nelle zone costiere ed urbane.

I principali obiettivi del programma sono i seguenti:

- valutare e seguire costantemente, mediante indicatori appropriati, l'evoluzione dei mezzi di trasporto e la loro densità nelle zone costiere;

- ricercare ed incoraggiare l'uso di mezzi di trasporto di sostituzione meno pregiudizievoli per l'ambiente;

- divulgare informazioni sulle politiche e le tecnologie in materia di trasporti atte a contribuire allo sviluppo sostenibile, ivi comprese quelle relative ai trasporti pubblici.

1.2. Sviluppo urbano e ambiente.

La popolazione urbana mediterranea, di cui il 40 per cento é concentrato sul litorale, dovrebbe raddoppiare entro il 2025: ciò incrementerà sostanzialmente l'occupazione del litorale.

Il tipo di sviluppo urbano risultante da tale concentrazione é preoccupante dal punto di vista ambientale per due ragioni:

- e' esercitata una notevole pressione sulle risorse naturali, sui paesaggi e sugli ambienti naturali che vengono gradualmente consumati o distrutti per soddisfare le esigenze dello sviluppo urbano;

- l'ambiente venutosi a creare in seno ai nuovi insediamenti per via dell'ampiezza delle costruzioni, é lungi dall'essere soddisfacente e produce effetti deteriori per i trasporti, il consumo di energia, la produzione di rifiuti, la rarefazione degli spazi e dei paesaggi naturali, inoltre dà luogo ad una domanda crescente di infrastrutture;

le conseguenze di questa evoluzione sono preoccupanti dal punto di vista dello sviluppo sostenibile per le seguenti ragioni:

- il degrado dell'ambiente urbano e della qualità della vita hanno effetti negativi sulla vita sociale e la sanità pubblica;

- dal punto di vista economico, gli insediamenti il cui ambiente é in degrado possono rivelarsi meno allettanti in particolare per quanto riguarda il settore dei servizi;

Le autorità competenti dovrebbero elaborare strategie di sviluppo sostenibile, per:

- creare un quadro istituzionale che consenta di gestire i nuovi insediamenti ad un livello amministrativo adeguato;

- incoraggiare la creazione di una pianificazione urbana che tenga conto delle poste ambientali sulla base di valutazioni dell' ambiente urbano;

- incentivare politiche urbanistiche dinamiche per la realizzazione di risparmi energetici, l'entrata in funzione di trasporti non inquinanti, l'istituzione di una gestione adeguata dei rifiuti, un'erogazione idrica durevole, e la creazione di installazioni urbane ricreative;

- prevedere gli strumenti finanziari pertinenti;

- sviluppare le capacità istituzionali e professionali;

- far partecipare a tale processo tutti gli operatori interessati.

A livello regionale sanno svolte attività concertate e sarà incoraggiata una cooperazione coordinata e decentralizzata per:

- elaborare e divulgare le metodologie appropriate;
- procedere a scambi di esperienze e di prassi;
- provvedere alla formazione degli operatori interessati;
- contribuire a mobilitare risorse finanziarie internazionali per l'elaborazione e l'attuazione di strategie relative all'ambiente urbano.

1.3 Gestione durevole delle risorse naturali

A livello del bacino, le specifiche attività indicate in questa sezione saranno messe a punto ed eseguite dalle organizzazioni internazionali e dai programmi pertinenti, se del caso con il sostegno del Segretariato e dei Centri di attività regionali.

1.3.1. Risorse idriche

La qualità e la disponibilità di risorse idriche sono d'importanza vitale per la regione mediterranea, non solo per il consumo umano ma anche per l'agricoltura, l'industria, il turismo ed altri settori dell'economia. Le interazioni di questi elementi dovranno essere considerate nei piani integrati di gestione delle risorse idriche.

La gestione e l'uso durevole di risorse idriche rappresentano gli obiettivi fondamentali di questo programma e, per conseguirle, occorrerà:

- incoraggiare l'uso di strumenti di gestione della domanda idrica
- valutare e sorvegliare lo stato qualitativo e quantitativo delle risorse idriche in ogni paese, mediante indicatori appropriati,
- elaborare in ogni paese, piani direttivi per le risorse idriche per ciascun bacino, ed ampliare la portata dei piani esistenti secondo i principi generalmente ammessi dello sviluppo sostenibile, sulla base di un approccio integrato, in particolare nelle isole e nelle zone costiere;
- istituire o migliorare la legislazione nazionale relativa all' elaborazione ed all'applicazione di metodi integrati di gestione e di utilizzazione delle risorse idriche;
- stabilire principi direttivi,programmi di formazione nonché i mezzi per scambiare esperienze in materia di valorizzazione, di gestione, di utilizzazione e di riutilizzazione integrata delle risorse idriche.

1.3.2. Terreni

L'erosione dei suoli e la desertificazione sono tra i problemi più gravi della regione. L'agricoltura e lo sfruttamento forestale indicano un declino di produttività il quale a sua volta, contribuisce ad aggravare i problemi sociali della regione.

La preservazione ed il riassetto dei terreni rappresentano l'obiettivo principale.

Le attività verteranno su:

- la valutazione e la sorveglianza della situazione di degrado dei terreni, mediante indicatori appropriati e pertinenti;
- l'elaborazione di politiche, di strategie e di programmi concreti comportanti studi cartografici e misure di sorveglianza e di protezione per prevenire e arginare le perdite di terreno e la desertificazione;
- l'applicazione a livello nazionale delle suddette misure nonché delle decisioni pertinenti adottate a livello delle istanze internazionali interessate come la FAO, l'UNEP e l'UICN, privilegiando le disposizioni della Convenzione sulla lotta contro la desertificazione ed in particolare la parte ivi contenuta relativa alla regione mediterranea.

1.3.3. Risorse marine viventi

Data la situazione critica di numerose specie ittiche, occorre agire senza indugio a vari livelli (comunità di pescatori, organizzazione di peschiere, governi), rafforzando innanzitutto le strutture esistenti, in modo da arginare le attuali tendenze al degrado delle risorse e degli habitat.

L'obiettivo, a livello sia regionale che nazioanle, é la gestione durevole delle risorse marine viventi. Le principali attività mirano a:

- migliorare l'informazione disponibile sullo stato delle risorse marine viventi, ed incoraggiare la ricerca sugli effetti del degrado dell'ambiente e le incidenze sulle attività della pesca; queste informazioni sono indispensaibli per lo sviluppo delle politiche di gestione di tali risorse;

- definire politiche comuni per la gestione delle risorse, ispirate ad un principio di precauzione;

- istituire, attraverso il Consiglio generale della pesca nel Mediterraneo (CGPM), il quadro giuridico di un approccio cooperativo per la protezione e la preservazione delle risorse marine viventi al di là delle acque territoriali;

- provvedere all'applicazione del Codice di condotta per una pesca responsabile elaborato dalla FAO, dall'Accordo per favorire, da parte dei pescherecci in alto mare, il rispetto delle misure internazionali di preservazione e di gestione e delle decisioni prese nell'ambito della Conferenza delle Nazioni Unite sulle specie miste, e sulle specie di pesci grandi migratori.

- promuovere un'acquicoltura rispettosa dell'ambiente.

1.3.4. Foreste e manto vegetale

Il degrado delle foreste e del manto vegetale suscita preoccupazioni crescenti per la regione mediterranea. L'eccesso di pascolo, l'uso abusiso di legno da riscaldamento nonché gli incendi e l'urbanesimo sono le principali cause della disboscazione. Per far fronte a questi problemi, la FAO ha elaborato il "Piano d'azione per le foreste mediterranee" con il quale il PAM stabilirà dei collegamenti, coordinandone le attività. Questo programma si fonda su un appoggio integrato e pluridisciplinare, essenziale sia per il quadro concettuale d'insieme, sia per la sua attuazione in ciascun paese.

In particolare le attività del programma mirano a:

- intraprendere, in ciascun paese, una sollecita valutazione dello stato del manto vegetale naturale e definire le priorità;

- istituire, in ciascun paese, dei piani direttivi per il manto vegetale naturale, vertenti in particolar modo sulla loro protezione, gestione durevole e utilizzazione polivalente;

- rafforzare la cooperazione e lo scambio d'informazioni tra i paesi.

1.4 Gestione integrata delle regioni costiere

Le strategie di gestione delle regioni costiere mediterranee devono vigilare affinché le risorse fragili e limitate siano utilizzate in modo durevole grazie ad una pianificazione e ad una regolamentazione che garantiscano la preservazione del loro valore ecologico, nonché lo sviluppo di attività e la qualità di vita delle popolazioni costiere.

Ai fini della gestione integrata delle regioni costiere é essenziale la comprensione delle relazioni intercorrenti tra le risorse costiere, il loro uso e gli impatti reciproci dello sviluppo e dell'ambiente.

Gli obiettivi della protezione e della gestione integrata delle regioni costiere sono i seguenti:

- preservazione della diversità biologica negli ecositemi litoranei;

- pianificazione del litorale per risolvere i problemi di concorrenza tra urbanizzazione, industrializzazione,turismo, trasporti, agricoltura e acquicoltura, e per preservare gli ecosistemi per le generazioni future;

- controllo delle pressioni demografiche sull'uso delle risorse costiere;

- realizzazione degli obiettivi ambientali ed economici a costi accettabili per la società;

- prevenzione ed eliminazione, in tutta la misura del possibile, degli inquinamenti di origine urbana, industriale, turistica, agricola e acquicola, dei rifiuti solidi e liquidi, e dei rischi naturali e tenologici;

- partecipazione delle popolazioni e delle loro associazioni, in vista di fare appello al sentimento civico per far fronte a queste nuove sfide;

- sviluppo delle capacità istituzionali e delle risorse umane per far fronte a questi molteplici obiettivi incrociati e spesso concorrenti.

La gestione integrata delle zone costiere dovrebbe gradualmente divenire l'approccio normale per trattare i problemi di gestione del litorale mediterraneo. A tal fine, a livello nazionale e se del caso sub-nazionale, dovranno essere elaborate legislazioni pertinenti e dovranno essere create o rafforzate le capacità istituzionali. Converrà inoltre elaborare e e attuare strumenti appropriati come sistemi di telerilevamento, d'informazione geografica, di analisi sistemica e studi dell'impatto sull'ambiente nonché strumenti economici.

Queste legislazioni dovrebbero incoraggiare la protezione di una parte importante della fascia litoranea, evitare una continua urbanizzazione ed industrializzazione della facciata litoranea, stabilire regole relative all'identificazione degli spazi naturali da proteggere, e organizzare la compatibilità degli usi della frangia litoranea.

A livello regionale saranno organizzate attività di cooperazione per:

- elaborare di comune accordo le metodologie di pianificazione più adatte;
- svolgere attività di formazione, di scambio d'informazioni e di trasferimento di conoscenze;
- incoraggiare e facilitare la cooperazione con le istituzioni internazionali suscettibili di sostenere le politiche di gestione delle regioni costiere.

1.5. Elementi di una strategia mediterranea

Le preoccupazioni relative allo sviluppo durevole, sottolineate dalla CNUED, derivano dai complessi rapporti tra sviluppo socio-economico e ambiente - i cui meccanismi vanno chiariti per definire una strategia mediterranea - e strategie nazionali di sviluppo durevole. Al centro degli sforzi da spiegare a livello mediterraneo deve esservi la preoccupazione di integrare la gestione durevole delle risorse naturali in uno sviluppo economico stabile. A tal fine, le principali attività a livello regionale dovranno essere :

promuovere e sviluppare una funzione di osservazione e di valutazione delle interazioni tra ambiente e sviluppo nel bacino mediterraneo;

- appoggiarsi sulle attività pertinenti esistenti a livello nazionale e regionale;
- fornire un supporto tecnico allo sviluppo di funzioni nazionali analoghe, su richiesta dei governi;
- ricevere, elaborare ed analizzare le informazioni pertinenti sull'ambiente e lo sviluppo nel Mediterraneo ;
- analizzare l'evoluzione delle interazioni tra l'ambiente e lo sviluppo per aiutare il processo decisionale;
- elaborare indicatori di sviluppo sostenibile, applicabili al Mediterraneo conformi a quelli elaborati dalla CNUED ed altre istituzioni internazionali e regionali ;

scambiare dati sull'esperienza in materia di sviluppo economico sostenibile;

formulare raccomandazioni pratiche per facilitare l'integrazione della gestione delle risorse naturali e dello sviluppo economico nell'elaborazione delle politiche nazionali di sviluppo;

A livello nazionale le principali attività saranno le seguenti:

- stabilire strutture - in particolare interministeriali - come commissioni per lo sviluppo sostenibile raggruppanti l'insieme delle istituzioni pertinenti per la formulazione delle politiche di sviluppo sostenibile,

- elaborare strategie nazionali di sviluppo sostenibile,comportanti la determinazione degli strumenti finanziari pertinenti;

- elaborare politiche settoriali soprattutto nei settori dell'energia,dell'industria, dei trasporti, dell'agricoltura e del turismo, per integrare la dimensione ambientale.

1.6 Rafforzamento delle capacità nazionali e locali

La capacità dei paesi mediterranei d'impegnarsi sulla via dello sviluppo sostenibile, sarà in gran parte determinata dalla loro capacità a valutare i problemi, stabilire una gerarchia tra le urgenze, dotarsi di strategie di risposta e reperire i mezzi atti alla realizzazione di queste politiche.

- A livello istituzionale nazionale, la politica di sviluppo sostenibile esige un'organizzazione che garantisca la presa in carico da parte delle amministrazioni ed agenzie pubbliche interessate, nell'ambito di un coordinamento interministeriale;

- sviluppare, a livello locale, la capacità di progettare e di realizzare strategie di sviluppo sostenibile,

Lo sviluppo delle capacità mira in particolare a sviluppare i mezzi disponibili ed il livello di formazione nei seguenti settori:

- scienze e tecniche relative all'interazione tra sviluppo e ambiente;
- gestione dei servizi pubblici connessi con l'ambiente;
- gestione delle imprese la cui attività esercita un impatto sull'ambiente.

2. CONSERVAZIONE DELLA NATURA , DEI PAESAGGI E DEI SITI

Il Mediterraneo, con i suoi paesaggi ed il suo patrimonio naturale variegato ed unico, con il suo passato millenario di cui sono splendida testimonianza gli innumerevoli siti storici, rappresenta per i suoi abitanti, e per i milioni di visitatori che vi si recano ogni anno, un patrimonio comune che merita di essere protetto e preservato per le generazioni presenti e future. Tuttavia, le incidenze negative di uno sviluppo urbano, industriale e turistico incontrollato, e l'insufficienza delle strategie appropriate in materia di ambiente sono oramai flagranti. La massiccia occupazione del litorale, lo scarico e l'imemrsione in mare di ingenti quantitativi di rifiuti solidi e liquidi, nonché lo sfruttamento abusivo delle risorse naturali, rappresentano altrettante minaccie per la salvaguardia dell'equilibrio ecologico, per la sopravvivenza delle specie e per la preservazione dei vari siti di elevato interesse naturale e storico e dei paesaggi eccezionali del Mediterraneo.

Nel Mediterraneo, gli esempi di gestione costiera finalizzata a proteggere la natura, i paesaggi ed i siti storici sono ancora molto rari o di portata geografica limitata. Di fatto,sotto la pressione di uno sviluppo socio-economico accelerato, la mancanza di strategie di gestione ecologicamente razionali, da troppo tempo favorisce attività che consentono di ottenere vantaggi economici a breve termine ma che, a lungo termine, hanno effetti negativi sulla preservazione del litorale mediterraneo. E' evidente che tale tendenza negativa potrebbe effettivamente essere rovesciata se si venissero a conoscere le sue ripercussioni sull'ambiente mediterraneo e sulla diversità biologica, e se le strategie di pianificazione e di sviluppo delle varie sub-regioni del Mediterraneo integrassero la razionale gestione del patrimonio naturale e cultrale.

La presente componente del PAM-Fase II tiene pienamnete conto della Convenzione di Barcellona e del Protocollo relativo alla zone particolarmente protette ed alla diversità biologica nel Mediterraneo. Essa infatti mira alla realizzazione di un sistema di attività che aiuti le Parti contraenti a proteggere ed a gestire in maniera durevole il patrimonio naturale e culturale del Mediterraneo, contribuendo in tal modo allo sviluppo sostenibile della regione.

Le attività proposte sono state sviluppate secondo i risultati della CNUED ed in particolare di Azione 21, della Convenzione sulla diversità biologica del programma-azione MED21.

Le attività saranno realizzate dalle Parti contraenti in coordinamento con il Segretariato del PAM e con l'assistenza di quest'ultimo, nonché dei Centri di attività regionali interessati. Lo sviluppo di queste attività avverrà, se opportuno, in cooperazione ed in coordinamento con i programmi corrispondenti delle Nazioni Unite, dei segretariati della Convenzione, dell'Unione europea ed in particolare della sua rete Natura 2000, delle altre organizzazioni internazionali interessate, nonché delle ONG e delle reti particolarmente attive in determinati ambiti al fine di creare una sinergia integrata ed efficace nella regione, evitando di dover riscontrare i lavori.

Cinque tipi di attività saranno sviluppati nel quadro dell'attuazione del protocollo:

- Raccolta di dati e valutazione periodica della situazione;
- misure giuridiche,
- pianificazione e gestione;
- sensibilizzazione e partecipazione del pubblico
- scambio di esperienze e miglioramento delle capacità nazionali.

2.1 Raccolta di dati e valutazione periodica della situazione

Se nella regione mediterranea il livello di conoscenze sulla portata e lo stato di conservazione del patrimonio storico e culturale può nell'insieme essere considerato soddisfacente, non si può dire altrettanto per quanto riguarda il patrimonio naturale la cui conoscenza é ancora frammentaria. Occorre dunque intensificare le ricerche e gli studi per colmare le lacune esistenti e definire le azioni appropriate.

Il presente programma ha come principale obiettivo la valutazione d'insieme dello stato e, se possibile, dell'evoluzione della diversità biologica nel Mediterraneo per meglio proteggerla. Esso prevede le seguenti attività:

- inventari, a livello regionale, degli elementi della diversità biologica di interesse mediterraneo comune, e liste di specie minacciate e/o in via di estinzione nella regione, e di siti naturali;

- inventari, a livello nazionale, di specie e siti aventi un particolare valore naturale, nonché di zone contenenti ecosistemi rari o fragili che sono riserve di diversità biologica e che hanno importanza per le specie minacciate e/o in via di estinzione.

Tali inventari e liste saranno stabiliti secondo criteri comuni adottati dalle Parti contraenti di comune accordo, saranno regolarmente aggiornati e costituiranno una base per i programmi di preservazione e di pianificazione utilizzando, se necessario le migliori tecniche disponibili.

2.2. Misure giuridiche
La legislazione che disciplina la protezione del patrimonio naturale e culturale é attualmente insufficiente in molti paesi mediterranei : vi è dunque l'urgenza di adottare leggi moderne ed adeguate per fornire il sostegno necessario all'attuazione delle politiche di preservazione.

Le Parti dovranno inoltre adottare le disposizioni necessarie affinchè le misure legislative adottate siano effettivamente applicate.

Saranno realizzate le seguenti attività:

- istituzione, a cura delle Parti contraenti, di adeguati sistemi legislativi per l'adozione di testi che consentano la concessione di una protezione legale ai siti d 'interesse particolare, in considerazione del loro valore naturale e/o culturale. I metodi e gli inventari sviluppati nell'ambito dell'Unione europea o di organizzazioni internazionali potranno costituire una base di riferimento al riguardo. Nel bacino del Mediterraneo, si presterà una particolare attenzione agli habitat delle specie minacciate, agli ambienti insulari,alle vestigia archeologiche, ivi compresi porti sommersi, strutture e relitti;

- conferimento di uno statuto di protezione legale alle specie minacciate e/o endemiche identificate sulla base degli inventari di cui al punto precedente, alla foca monaca ed alle varie specie di tartarughe marine e di cetacei presenti nel Mediterraneo che meritano al riguardo una particolare attenzione;

- istituzione di meccanismi regionali di controllo dell'attuazione delle misure di protezione stabilite;

- l'istituzione di liste di zone specialmente protette d'importanza mediterranea (ASPIM) e di specie minacciate

2.3. Pianificazione e gestione

Oltre alla protezione legale di questi siti, questi ultimi dovranno essere provvisti di un sistema di gestione il quale, nel garantire la conservazione del loro valore naturale e/o culturale, dovrebbe inoltre promuovere i loro aspetti sociali, in particolare quelli relativi all'istruzione, alla sensibilizzazione, alla ricerca ed al tempo libero.

Si dovrà tener conto, nel processo di pianificazione delle zone protette, del ruolo che può essere svolto nello sviluppo di zone economicamente sfavorite, dalla promozione di forme ecologicamente compatibili di turismo, ivi compreso il turismo nei siti culturali.

Sarà inoltre necessario identificare i processi e i fattori che possono (o potrebbero) esercitare effetti nefasti sulla preservazione della diversità biologica ed al contempo prevedere procedure di sorveglianza regolare e di valutazione periodica dello stato di conservazione dei siti e delle specie dotate di uno statuto speciale.

Sono altresì necessarie forme di gestione per la preservazione della maggior parte delle specie.

Saranno pertanto realizzate le seguenti attività:

- preparazione ed adozione di strategie volte a garantire la preservazione della diversità biologica, del patrimonio culturale e la loro integrazione nelle politiche di sviluppo e di pianificazione ;

- preparazione ed adozione a livello regionale e nazionale di piani d'azione specifici per la preservazione e la gestione di siti, habitat, ecosistemi e specie in pericolo o minacciate, e per la realizzazione di piani d'azione già adottati;

- un'efficace gestione dei siti protetti, in particolare con l'elaborazione, l'adozione e l'attuazione di piani di gestione specifici;

- misure fondiarie per garantire una protezione perenne delle zone da tutelare, anche al di fuori delle zone protette;

- incoraggiamento al pubblico affinchè partecipi attivamente alla preservazione ed alla gestione delle specie e dei siti protetti;

- istituzione di un diploma mediterraneo che sarà conferito in occasione di riunioni ordinarie delle Parti contraenti a zone specialmente protette di rilevanza mediterranea (ASPIM) che si sono distinte per l'attuazione di azioni specifiche e concrete nel settore della gestione e della preservazione del patrimonio naturale mediterraneo;

- preparazione di azioni o di progetti concreti regionali per la preservazione della natura e la biodiversità al fine di mobilitare le risorse finanziarie necessarie, a prescindere dal Fondo di stanziamento speciale per il Mediterraneo

2.4. Sensibilizzazione e partecipazione del pubblico

Senza l'adesione del pubblico l'attuazione di misure di protezione e di conservazione della natura non può dar luogo a risultati all'altezza delle sfide e delle minaccie che gravano sul patrimonio naturale del Mediterraneo.

Mediante l'informazione e la sensibilizzazione di gruppi bersaglio particolari, e del pubblico in generale, si é potuto, in molti paesi, non solo ridurre le opposizioni a taluni programmi di preservazione intrapresi, ma anche ottenere in taluni casi un'attiva partecipazione del pubblico.

Tale componente mira soprattutto a consolidare la sensibilizzazione e l'informazione a livello sia locale e nazionale, sia regionale, ed a divulgare rapidamente i risultati della ricerca scientifica.

Saranno realizzate le seguenti attività:

- sviluppare programmi d'istruzione e d'informazione per sensibilizzare il pubblico, nonché iniziative destinate a gruppi-bersaglio specifici (giovani, pescatori, popolazione connessa alle zone protette),

- favorire la rapida divulgazione, con svariati mezzi compresi i mass-media, dei dati disponibili sugli habitat, le popolazioni e le minaccie che su di esse incombono, in particolare per le specie protette et le azioni ed i programmi di gestione e di conservazione intrapresi,

- istituzione a livello nazionale e/o locale e valutazione periodica di programmi d'informazione e di sensibilizzazione armonizzati con le misure di conservazione intraprese o previste.

2.5 Scambio di esperienze e miglioramento delle capacità nazionali

La protezione e la gestione del patrimonio naturale e culturale necessitano di competenze specifiche e di risorse finanziarie e tecniche adeguate.

Vi sono attualmente grandi differenze nella regione mediterranea circa la disponibilità di competenze e di tecnologie. Il miglioramento delle capacità nazionali in questo settore, nei paesi in via di sviluppo del Mediterraneo, rappresenta un aspetto importante in vista del rafforzamento della cooperazione inter-mediterranea in materia di protezione del patrimonio naturale e culturale e di una migliore partecipazione ai programmi regionali.

L'obiettivo del presente programma é di migliorare le capacità istituzionali dei paesi mediterranei in materia di conservazione e di gestione delle risorse naturali e del patrimonio culturale.

Tale obiettivo sarà realizzato mediante:

- la cooperazione tecnica ed il trasferimento di conoscenze tra le Parti contraenti e con terzi;

- la creazione di collegamenti per un migliore scambio di esperienze tra gli specialisti mediterranei in particolare nel settore delle zone protette e dei siti;

- la creazione di programmi di formazione nel settore scientifico, tecnico e della gestione, per il personale interessato all'elaborazione e all'attuazione di misure di conservazione e di gestione;

- l'assistenza ai paesi per la preparazione di progetti eleggibili al finanziamento dei finanziatori internazionali;

3. VALUTAZIONE, PREVENZIONE ED ELIMINAZIONE DELL'INQUINAMENTO MARINO

Dall'adozione del Piano d'azione per il Mediterraneo, nel 1975, i vari paesi mediterranei e l'insieme della regione hanno compiuto progressi considerevoli per la protezione dell'ambiente marino del bacino dall'inquinamento cronico o incidentale. Malgrado questi progressi, la fascia mediterranea é sottoposta a pressioni notevoli e per risolvere il problema sono richieste azioni coordinate di valutazione, di prevenzione e di eliminazione dell'inquinamento, tenendo conto del rapporto indissociabile tra sviluppo economico e ambiente.

In conformità con i concetti e le raccomandazioni della CNUED ed in particolare di Azione 21, tali componenti del PAM Fase II costituiscono il quadro delle azioni per la valutazione, la

prevenzione e l'eliminazione dell'ambiente marino causato da attività svolte a terra ed in mare, nella prospettiva di uno sviluppo durevole.
Questa componente del programma mira innanzitutto ad eliminare l'inquinamento del mare Mediterraneo a seguito di attività svolte a terra o in mare.

3.1 Valutazione dei problemi legati all'inquinamento

La valutazione dei problemi connessi con l'inquinamento consente di ridurre le incertezze quando i responsabili sono confrontati a decisioni di gestione, e di delucidare i collegamenti tra gli apporti, le concentrazioni e gli effetti degli inquinanti. Da molti decenni questa valutazione viene svolta nel Mediterraneo, come pure nel PAM dopo l'avviamento del suo programma MEDPOL.

In base a questo programma eseguito in collaborazione con le istituzioni competenti delle Nazioni Unite, é stata istituita una rete mediterranea di oltre 150 istituzioni partecipanti alla ricerca nonché una sorveglianza continua in materia di inquinamento marino; molte di queste istituzioni hanno ricevuto aiuti per rafforzarne le capacità.

I risultati di queste attività hanno costituito la base per la compilazione dei documenti di valutazione che sono stati presentati alle Parti contraenti, nonché per l'elaborazione di strumenti giuridici e di comuni misure anti-inquinamento. Benché molti dati siano stati accumulati sui principali inquinanti, sulle loro fonti, le loro vie migratorie ed il loro divenire nell'ambiente, le nostre cognizioni sono ancora lacunose, in particolare per la mancanza di dati quantitativi sulle fonti d'inquinamento, l'inadeguatezza della rete geografica a sud del bacino, la scarsità di informazioni sul divenire degli inquinanti nell'ambiente ed il misconoscimento dei rapporti tra livelli ed effetti sulle comunità biologiche.

Questa componente del programma mira a valutare:

- i livelli e le tendenze del carico inquinante che raggiunge il Mediterraneo proveniente da fonti situate su terra o in mare;

i livelli le tendenze e gli effetti degli inquinanti nell'ambiente marino;

- i rischi degli inquinanti per le risorse biologiche marine, le pesca e la salute dell'uomo nelle acque del litorale, degli estuari e dell'alto mare;

- la situazione in materia di trattamento e di eliminazione dei rifiuti solidi e liquidi nella regione costiera del Mediterraneo;

- le tecniche di prevenzione dell'inquinamento ed i procedimenti di produzione propria nonché la diffusione d'informazioni e di dati d'esperienza per consentire a tutte le Parti di applicare tali tecniche e procedimenti;

- in quale misura l'àmbiente marino del Mediterraneo viene pregiudicato dall'inquinamento marino delle navi e si trova esposto ad incidenti marittimi importanti;

Per conseguire tali obiettivi, occorre svolgere le seguenti attività:

Livello regionale

- raccogliere informazioni sui livelli e le tendenze dei carichi inquinanti che raggiungono il mare Mediterraneo

- completare la reste esistente di programmi nazionali di sorveglianza continua dell'inquinamento per mezzo di adeguate tecniche di osservazione e di sorveglianza che debbono obbligatoriamente comportare programmi di assicurazione-qualità dei dati;

- raccogliere informazioni sulla situazione in materia di trattamento e di eliminazione di rifiuti solidi e liquidi nella regione costiera del Mediterraneo e presentare queste informazioni alle Parti contraenti;

- raccogliere informazioni sugli effetti dell'inquinamento, ivi compreso quello proveniente dalle navi, sull'ambiente marino;

-fornire alle Parti contraenti, ai gruppi interessati ed ai privati, informazioni relative ai problemi generali e specifici imposti dall'inquinamento nonché alle minaccie potenziali, a breve ed a lungo termine che gravano sulla regione mediterranea; e

- raccogliere e fornire alle altre Parti informazioni sui provvedimenti ed i procedimenti adottati per prevenire ed eliminare l'inquinamento e garantire una produzione propria.

Livello nazionale

- instaurare/migliorare i programmi nazionali di sorveglianza continua, contribuendo a rafforzare le capacità delle autorità nazionali e dei vari laboratori, nonché la formazione ed i programmi di garanzia-qualità dei dati.

3.2 Prevenzione dell'inquinamento

3.2.1. Prevenzione ed eliminazione dell'inquinamento dell'ambiente marino causato da attività svolte a terra.

L'inquinamento marino dovuto a fonti e ad attività situate a terra é da lunga data considerato uno dei principali problemi dell'ambiente marino. Per far fronte a questo problema, i paesi mediterranei hanno adottato il Protocollo relativo alla protezione del mar Mediterraneo dall'inquinamento di origine tellurica (Protocollo tellurico) entrato in vigore nel 1983. Alla fine del 1994, le Parti contraenti avevano adottato, nel quadro dell'applicazione del Protocollo tellurico, tredici raccomandazioni mediterranee relative alle misure comuni di controllo delle fonti terrestri d'inquinamento. Per rafforzare ulteriormente il Protocollo, il programma di sorveglianza continua e di ricerca in materia d'inquinamento (MEDPOL) svolto nel quadro del Piano di Azione per il Mediterraneo é stato gradualmente indirizzato verso

i problemi direttamente attinenti alla prevenzione e all'eliminazione dell'inquinamento causato da attività svolte a terra.

Tale componente mira:

- alla protezione dell'ambiente marino mediterraneo contro l'inquinamento dovuto ad attività svolte a terra. Questo obiettivo sarà realizzato grazie ad attività specifiche derivanti dalle norme del Protocollo tellurico e all'adozione di misure comuni anti-inquinanti, in particolare la formulazione e l'adozione di un piano d'azione regionale per la riduzione e l'eliminazione, per quanto possibile, dell'inquinamento causato da attività svolte a terra, con obiettivi qualitativi ed un calendario di attuazione. Questo piano dovrebbe essere basato sui seguenti principi : gestione integrale delle zone costiere e dei bacini fluviali; principio di cautela; principio di " chi inquina paga"; principio delle tecnologie proprie; approccio preventivo invece che reattivo; studio dell'impatto sull'ambiente; controllo ecologico; strumenti economici (canoni d'uso, tasse specifiche, politiche e sistemi di fissazione di prezzi) e accordi volontari (contratti).

Sono raccomandate le seguenti attività:

Livello regionale

- elaborare proposte per provvedimenti concreti di prevenzione, di riduzione e di eliminazione dell'inquinamento fondate su un approccio precauzionale, come stabilito dalla Convenzione di Barcellona e dai suoi Protocolli;

- elaborare linee direttive tecniche per l'applicazione delle misure adottate e fornire assistenza ai paesi in via di sviluppo per l'effettiva applicazione di tali misure;

- raccogliere informazioni sull'applicazione delle misure adottate o raccomandate dalle Parti contraenti e sulla loro efficacia e informarne le Parti contraenti;

- identificare i problemi incontrati dalle Parti contraenti nell'applicazione delle misure adottate e formulare proposte per risolverli;

Livello nazionale

-formulare e attuare programmi o piani d'azione nazionali fondati su un approccio precauzionale per prevenire ed eliminare l'inquinamento dovuto ad attività svolte a terra. Tali programmi o piani dovrebbero comportare a seconda dei casi:

- l'istituzione o il rafforzamento di un'amministrazione pubblica specializzata nella prevenzione e nella lotta contro l'inquinamento , con lo stanziamento di fondi sufficienti per il suo finanziamento;

- l'elaborazione di strumenti giuridici adeguati e la formulazione e l'adozione di misure di prevenzione e di eliminazione dell'inquinamento.

- la creazione o il rafforzamento di corpi d'ispettori ambientali con una specifica formazione e muniti di poteri amministrativi;

- l' utilizzazione di adeguati indicatori economici ispirati al principio "chi inquina paga" e all'approccio precauzionale;

- l'incoraggiamento di accordi volontari (contratti) per la riduzione e l'eliminazione dell'inquinamento,ove necessario;

-l'istituzione di un calendario per l'applicazione integrale delle misure comuni anti- inquinamento adottate dalle Parti contraenti e dei punti pertinenti della Dichiarazione di Genova;

- l' elaborazione e l' attuazione di programmi nazionali per verificare l'osservanza degli impegni che saranno eseguiti dalle organizzazioni nazionali partecipanti;

- una disposizione che preveda l'obbligo, per i vari paesi, di fare rapporto sull'appplicazione dei piani d'azione nazionali, compreso il controllo dell'osservanza degli impegni.

3.2.2. Prevenzione e lotta contro l'inquinamento dell'ambiente marino causato da attività svolte in mare

Tale componente del PAM Fase II mira a proporre strategie ed attività che appoggeranno e completeranno gli sforzi nazionali di prevenzione e di preparazione alla lotta, e di lotta contro l'inquinamento dell'ambiente marino dovuto ad attività svolte in mare.

a) Prevenzione dell'inquinamento marino causato da navi

Tra gli oceani del pianeta, il Mediterraneo presenta una densità di traffico marittimo commerciale particolarmente importante. Circa il 30 per cento del volume del commercio marittimo internazionale proveniente dai 300 porti del Mediterraneo giunge in questo mare o vi transita .

L'inquinamento marino dovuto alle navi deriva in gran parte dal fatto che le norme internazionali non sono rispettate come dovrebbero esserlo né applicate con sufficiente rigore. Durante le operazioni di routine, le navi riversano in mare una grande varietà di sostanze quali rifiuti oleosi, prodotti liquidi nocivi, acque reflue e detriti. Il riversamento di queste sostanze costituisce un'importante fonte d'inquinamento dell'ambiente. marino. La progettazione, la manutenzione e la gestione delle navi secondo le rigide norme adottate sotto l'egida dell'Organizzazione marittima internazionale, nonché l'installazione di strutture portuali, consentiranno almeno per l'essenziale,di ridurre l'inquinamento a livelli accettabili.

In seguito alla Dichiarazione di Genova del 1985 che prevedeva tra gli altri obiettivi da conseguire a titolo prioritario, l'installazione di strutture di deposito portuali per le acque reflue di zavorra ed altre residui oleosi, é stato adottato al Cairo, nel dicembre 1991, nel quadro del PAM, un Piano d'azione per l'installazione di strutture di deposito portuali adeguate nella regione Mediterranea.

Questa componente ha per obiettivo:

- di prevenire l'inquinamento dell'ambiente marino del Mediterraneo causato dalle navi, mediante incentivi ad adottare, rispettare e applicare concretamente le convenzioni internazionali sulla prevenzione dell'inquinamento marino dovuto alle navi;

- di installare, ove necessario, strutture di deposito portuali per la raccolta di rifiuti liquidi e solidi generati dalle navi (residui oleosi e chimici, acque reflue e detriti).

Le attività di cui sopra dovranno essere svolte con l'assistenza dei Centri di attività regionali competenti e con la cooperazione dell'Organizzazione marittima internazionale:

Livello regionale

- attuazione del piano d'azione - installazione di strutture di deposito portuali adeguate nella regione mediterranea (adottato al Cairo nel dicembre del 1991).

- cooperare a livello regionale alle attività di controllo dello Stato del porto;

-promuovere la cooperazione regionale in materia di sorveglianza continua dell'inquinamento marino causato dalle navi, in particolare dovuto ai riversamenti illegali, grazie ad una più rigorosa attuazione delle norme di MARPOL 73/78;

- elaborare linee direttive tecniche per l'installazione e la gestione di strutture di deposito portuali per i rifiuti generati dalle attività collegate ai trasporti marittimi.

Livello nazionale

- assistere alla progettazione ed all'esecuzione di progetti sull'installazione e la gestione di strutture di deposito portuali;

- aiutare le Parti contraenti che incontrano difficoltà nel ratificare, applicare e far rispettare le convenzioni internazionali pertinenti.

b) Preparazione alla lotta, lotta e cooperazione in caso d'inquinamento marino accidentale.

Nel mar Mediterraneo, permane elevato il rischio d'incidenti suscettibili di provocare un inquinamento massiccio da idrocarburi o altre sostanze pericolose . Il mar Mediterraneo é una grande via di trasporto di idrocarburi e di gas dal Medio Oriente e dall'Africa del Nord a destinazione dell'Europa e dell'America del Nord (20 per cento del trasporto marittimo internazionale di idrocarburi) e si contano nella regione 58 grandi porti di carico e di scarico di idrocarburi.

La maggior parte dei paesi non può contare unicamente sui propri mezzi per far fronte a gravi incidenti d'inquinamento marino. La cooperazione regionale e l'assistenza reciproca sono dunque indispensabili. La messa in comune di risorse e di competenze tecniche consentirà di controbattere i riversamenti massicci in modo economico. Per essere rapidi ed efficaci, occorre organizzare la cooperazione e l'assistenza reciproca.

Nel 1976, i paesi mediterranei hanno adottato un protocollo sulla cooperazione in materia di lotta contro l'inquinamento del mar Mediterraneo da idrocarburi ed altre sostanze nocive in caso di situazione critica: questo protocollo offre il quadro giuridico e istituzionale per operazioni di cooperazione regionale nella lotta contro l'inquinamento accidentale dell'ambiente marino, ed i paesi hanno deciso di creare un Centro regionale per assisterli nell'attuazione del protocollo. Questo Centro regionale (REMPEC) é amministrato dall'Organizzazione marittima internazionale.

Dal 1976, le attività intraprese hanno contribuito a sviluppare le capacità individuali e collettive degli Stati costieri del Mediterraneo di combattere l'inquinamento accidentale dell'ambiente marino da idrocarburi e sostanze nocive.

Tale componente mira:

- a istituire sistemi nazionali , bilaterali e/o sub regionali di preparazione alla lotta e di lotta contro l'inquinamento accidentale dell'ambiente marino da idrocarburi ed altre sostanze nocive, con una struttura organizzativa, piani di emergenza personale addestrato e mezzi d'intervento adeguato contro l'inquinamento;

- organizzare la cooperazione tra le Parti contraenti in materia di preparazione alla lotta, e di lotta contro l'inquinamento accidentale dell'ambiente marino in caso di situazione critica.

Per conseguire gli obiettivi enunciati, saranno svolte le seguenti attività:

Livello regionale

- creare e mantenere un sistema d'informazione regionale con strumenti informatizzati per aiutare le decisioni nella lotta contro l'inquinamento marino;

- adottare misure per agevolare la cooperazione tra i paesi per intervenire contro gli incidenti che provocano, o sono suscettibili di provocare l'inquinamento del mare con idrocarburi o altre sostanze nocive;

- elaborare linee direttive, manuali,documenti e pubblicazioni di riferimento sulla preparazione alla lotta e la lotta contro l'inquinamento accidentale dell'ambiente marino;

- agevolare e coordinare la cooperazione internazionale e l'assistenza reciproca, e in caso di situazione critica, fornire consulenza, se richiesta.

Livello sub-regionale

- concludere accordi operativi sub-regionali per combattere gli incidenti d'inquinamento marino gravi che colpiscono o sono suscettibili di colpire le acque territoriali, le coste e gli interessi connessi di paesi vicini.

Livello nazionale

- elaborare un sistema nazionale di preparazione alla lotta e di lotta contro l'inquinamento accidentale dell'ambiente marino che comporta in particolare la formazione di personale;

- assistere la progettazione e l'esecuzione di progetti dimostrativi pilota.

c) Prevenzione dell'inquinamento dell'ambiente marino dovuto ad operazioni d'immersioni effettuate da navi ed aeronavi.

L'inquinamento dell'ambiente marino con operazioni d'immersione dei rifiuti o altre materie effettuate da navi ed aeronavi, se non é tenuto sotto controllo, minaccia l'ambiente del mar Mediterraneo.

Tale componente ha come obiettivo:

- la prevnezione e la riduzione dell'inquinamento della zona del mar Mediterraneo causata dalle operazioni d'immersione effettuate dalle navi e dalle aeronavi. Tale obiettivo sarà raggiunto mediante specifiche attività ai sensi del Protocollo relativo alla prevenzione dell'inquinamento dell'ambiente marino dovuto ad operazioni d'immersioni effettuate da navi ed aeronavi.

Per ottenere l'obiettivo sopra enunciato, saranno svolte le seguenti attività:

Livello regionale

- raccogliere informazioni sul rilascio dei permessi e sulle operazioni di immersione, e presentare rapporti riepilogativi alle Parti interessate;

- elaborare linee direttive tecniche sui metodi di eliminazione e la sorveglianza continua dei siti di eliminazione;

- valutare in che misura questo Protocollo viene applicato ed esaminare l'efficacia delle misure adottate e la necessità di altre misure.

Livello nazionale

- aiutare le Parti contraenti a prendere individualmente o nell'ambito di una cooperazione bilaterale o multilaterale, ogni misura appropriata per prevenire e ridurre l'inquinamento del mar Mediterraneo in base al Protocollo relativo alle immersioni;

- conformarsi rigorosamente alla procedura adottata per il rilascio dei permessi e la presentazione di rapporti annuali sui permessi e le operazioni di immersione;

- istituire e attuare programmi di sorveglianza continua dei siti d'immersione stabiliti.

d) Prevenzione e lotta contro l'inquinamento dell'ambiente marino derivante dall'esplorazione e dalla gestione della piattaforma continentale, dei fondali marini e del suo sotto-suolo

Le attività collegate all'esplorazione ed alla gestione della piattaforma continentale dei fondali marini e del suo sotto suolo sono una forma importante d'inquinamento per il Mediterraneo. In particolare l'esplorazione, la costruzione di piattaforme petrolifere,i fanghi di trivellazione, gli scarichi d'acqua, gli scarichi operativi d'idrocarburi, i carichi e gli incidenti costituiscono una minaccia concreta per l'ambiente marino del Mediterraneo

Questa componente mira a proteggere l'ambiente marino del Mediterraneo da ogni forma specifica d'inquinamento derivante da attività offshore. L'obiettivo sarà raggiunto con attività specifiche derivanti dalle disposizioni del Protocollo relativo alla protezione del mar Mediterraneo contro l'inquinamento derivante dalla esplorazione e gestione della piattaforma continentale dei fondali marini e del suo sotto suolo.
Per ottenere questo obiettivo, dovranno essere svolte le seguenti attività:

Livello regionale

- promuovere la cooperazione tra le Parti contraenti, con l'assistenza delle organizzazioni regionali o internazionali competenti e formulare e attuare programmi di assistenza ai paesi in via di sviluppo, in particolare con la formazione di personale e l'acquisizione di materiale appropriato;

- formulare ed adottare norme comuni per l'eliminazione delle miscele d'idrocarburi e di miscele oleose, nonché per l'utilizzazione e l'eliminazione di liquidi e tagli di trivellazione.

Livello nazionale

- sorvegliare gli effetti delle attività sull'ambiente grazie alla creazione di programmi nazionali di sorveglianza continua;

- organizzare studi e programmi di ricerca che consentano di eseguire le attività con un minimo rischio di inquinamento-.

3.2.3. Prevenzione e lotta contro l'inquinamento dell'ambiente risultante da movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e loro eliminazione

Nel Mediterraneo, crocevia di tre continenti e di paesi che hanno raggiunto livelli di sviluppo industriale e socio-economico differenziati,i movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi sono divenuti una grave minaccia potenziale, in particolare per i paesi in via di sviluppo della regione. Si sa infatti che solo una debole quota di rifiuti pericolosi prodotti, é eliminata per mezzo di tecnologie appropriate.

Per ottenere l'obiettivo sopra enunciato, saranno svolte le seguenti attività:

- protezione dell'ambiente Mediterraneo contro l'inquinamento causato dai movimenti transfrontalieri, e eliminazione dei rifiuti pericolosi;

- il divieto di tutte le esportazioni di livelli pericolosi dei paesi mediterranei membri dell'OCSE verso paesi che non sono membri dell'Unione europea;
- la ratifica e l'applicazione, alla data più ravvicinata possibile, del progetto di Protocollo relativo alla prevenzione dell'inquinamento del mar Mediterraneo risultante dai movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e loro eliminazione, nonché della Convenzione di Basilea;

Per conseguire tali obiettivi, saranno svolte le seguenti attività:

Livello regionale
- elaborare linee direttive appropriate per la valutazione dei danni, nonché regole e procedure per la determinazione delle responsabilità e la riparazione dei danni risultanti dai movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi e dalla loro eliminazione;

- elaborazione di nuovi processi di produzione atti a ridurre e eliminare i rifiuti pericolosi;

- instaurare una cooperazione a livello regionale ai fini della prevenzione e della lotta contro i movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi.

Livello nazionale

-aiutare le Parti contraenti a ridurre al minimo e se possibile, eliminare la generazione ed i movimenti transfrontalieri di rifiuti pericolosi nel Mediterraneo;

- aiutare le Parti contraenti a prendere le misure giuridiche amministrative e altre appropriate nella zona soggetta alla loro giurisdizione, in vista di vietare l'esportazione ed il transito di rifiuti pericolosi nei paesi in via di sviluppo;

- elaborare programmi di assistenza finanziaria e tecnica per i paesi in via di sviluppo per l'applicazione del Protocollo relativo ai rifiuti pericolosi.

3.3. Misure di sostegno

La valutazione, la prevenzione e l'eliminazione dell'inquinamento marino nel Mediterraneo non possono essere realizzati senza una solida base istituzionale che benefici di un appoggio sufficiente e di mezzi finanziari, equipaggiamenti ed esperti. Anche se nei paesi progrediti della regione mediterranea la situazione sembra adatta per la realizzazione di questa componente, per quanto riguarda i paesi in via di sviluppo, le loro capacità necessitano di essere rafforzati.
Questa componente ha come obiettivo di rafforzare le capacità istituzionali delle Parti contraenti per la valutazione e l'eliminazione dell'inquinamento marino.

Per ottenere l'obiettivo enunciato, dovranno essere svolte le attività seguenti:

- fornire consulenze sulle politiche, strategie e prassi di natura giuridica, tecnica e fiscale che possono contribuire all'applicazione di misure ed obiettivi adottati dalle Parti contraenti;

- elaborare linee direttive, manuali, documenti e pubblicazioni di riferimento sull'attuazione di questa componente;

- formulare ed attuare programmi di garanzia-qualità dei dati relativi all'inquinamento;

- agevolare lo scambio d'informazioni, l'accesso all tecnologie in questione ed il trasferimento delle stesse;

- organizzare una formazione individuale e di gruppo (seminari, laboratori ecc.) di esperti nazionali (amministratori, tecnici, scientifici) su tutti i soggetti relativi a questa componente;

- formulare ed attuare programmi appropriati di istruzione e di sensibilizzazione del pubblico;

- agevolare i contatti con le istituzioni finanziarie internazionali per ottenere un appoggio finanziario per l'attuazione di attività specifiche.

4. INFORMAZIONE E PARTECIPAZIONE

L'informazione e la partecipazione del pubblico sono una dimensione essenziale della politica di sviluppo durevole e di protezione dell'ambiente.

Per conseguire tali obiettivi, saranno svolte le seguenti attività:

- fornire al pubblico in generale le informazioni disponibili sulle condizioni di sviluppo e dell'ambiente nel Mediterraneo e le misure prese per migliorarle;

- elevare la coscienza ambientale della popolazione e creare un approccio comune ai problemi ambientali del Mediterraneo ;

- agevolare al pubblico l'accesso alle attività di protezione e di gestione dell'ambiente ed alle cognizioni scientifiche appropriate;

- mobilitare l'interesse e garantire la partecipazione dei principali operatori interessati (a livello delle autorità locali e provinciali, dei gruppi economici e sociali, dei consumatori);

Per conseguire i sopra enunciati obiettivi, occorre svolgere le seguenti attività a livello nazionale e regionale:

- lanciare campagne coordinate d'informazione e di attività speciali per la protezione dell'ambiente, ad intenzione dei gestori e di coloro che decidono, nonché dei fanciulli, studenti, insegnanti e turisti;

- lanciare programmi educativi volti a far conoscere al pubblico ed ai giovani in particolare, il valore e la rarità del patrimonio naturale, la necessità di evitare il degrado degli ambienti naturali ed urbani e l'importanza che il pubblico partecipi alla loro conservazione e gestione;

- proseguire e ampliare la pubblicazione e la diffusione di opuscoli, dépliants, poster, rapporti, bollettini d'informazione, ed altri supporti, nonché i contatti con i mass-media;

- migliorare e rafforzare lo scambio d'informazioni e di esperienze sui problemi ambientali della regione, nonché la cooperazione in questo settore;

- vigilare, per il tramite dell'unità di coordinamento e dei Centri di attività regionali, affinché tutte le OIG et ONG qualificate abbiano l'accesso richiesto alle informazioni sul PAM e possano partecipare attivamente, se del caso, alle attività del PAM;

- pubblicare ad intervalli regolari il Rapporto sullo stato e l'andamento dell'ambiente nel Mediterraneo.

II RAFFORZAMENTO DEI QUADRI GIURIDICI

Lo sviluppo del diritto internazionale dell'ambiente si é fortemente accelerato dalla Conferenza di Stoccolma del 1972, e la CNUED ha messo in rilievo l'evoluzione crescente dello stesso in direzione di uno sviluppo sostenibile, in particolare per quanto riguarda il delicato equilibrio tra preoccupazioni ambientali e preoccupazioni di sviluppo.

Il programma Azione 21 ha messo in rilievo che occorre fare appello alla legislazione per garantire questo equilibrio, nell'ambito del controllo dell'osservanza degli impegni.

Nel corso di venti anni di cooperazione, le Parti contraenti alla Convenzione di Barcellona (1976) hanno adottato un insieme sostanziale di strumenti giuridici per facilitare la loro cooperazione, in particolare:

- Convenzione per la protezione del Mare Mediterraneo contro l'inquinamento (Barcellona, 1976);

- Protocollo relativo alla prevenzione dell'inquinamento del mare Mediterraneo mediante operazioni d'immersione effettuate da navi ed aeronavi (Barcellona, 1976);

- Protocollo relativo alla cooperazione in materia di lotta contro l'inquinamento del mar Mediterraneo da idrocarburi ed altre sostanze nocive in caso di situazione critica (Barcellona, 1976);

- Protocollo relativo alla protezione del mar Mediterraneo contro l'inquinamento di origine tellurica (Atene, 1980);

- Protocollo relativo alle zone particolarmente protette del Mediterraneo (Ginevra, 1982);

- Protocollo relativo alla protezione del mar Mediterraneo contro l'inquinamento derivante dall'esplorazione e dalla gestione della piattaforma continentale, del fondo del mare e del suo sottosuolo (Madrid, 1994).

Per quanto riguarda l'aspetto giuridico, la Fase II del PAM comporterà una Convenzione emendata per la protezione del mar Mediterraneo contro l'inquinamento, un Protocollo emendato relativo alla prevenzione dell'inquinamento del mar Mediterraneo con operazioni d 'immersione effettuate da navi ed aeronavi, ed un nuovo Protocollo relativo alle zone particolarmente protette e alla biodiversità nel Mediterraneo.

Si prevede inoltre che saranno presto adottati un nuovo Protocollo relativo alla protezione della regione mediterranea contro l'inquinamento derivante dai movimenti transfrontalieri dei rifiuti pericolosi e dalla loro eliminazione, nonché emendamenti al Protocollo relativo alla protezione del mar Mediterraneo contro l'inquinamento di origine tellurica.

Questi emendamenti tengono conto dello sviluppo del diritto internazionale dell'ambiente e del concetto di sviluppo sostenibile.

Per quanto concerne l'aspetto giuridico, il PAM Fase II sarà attuato in conformità con le seguenti linee direttive:

- elaborare nuovi strumenti giuridici per rafforzare e consolidare la base giuridica della cooperazione mediterranea;

- sostenere i paesi mediterranei ed in particolare i paesi in via di sviluppo, ad elaborare e migliorare le loro regolamentazioni ambientali sulla protezione dell'ambiente e lo sviluppo sostenibile, garantire la loro piena partecipazione ai negoziati regionali ed internazionali concernenti gli stessi settori, e fornire aiuto per accelerare l'entrata in vigore e l'applicazione effettiva degli accordi regionali ed internazionali pertinenti in materia di ambiente;

- fornire assistenza tecnica ai paesi in via di sviluppo del Mediterraneo, per aiutarli a rafforzare le norme legislative nazionali nel settore dell'ambiente e dello sviluppo sostenibile, per chiarirle e accrescerne l'efficacia;

- garantire l'applicazione completa, rapida ed efficace degli strumenti giuridici adottati dalle Parti contraenti a livello regionale, preliminarmente alla cooperazione ed al futuro partenariato dei paesi mediterranei, in considerazione degli sforzi da essi effettuati per proteggere l'ambiente e sviluppare la regione su base durevole;

- migliorare i mezzi amministrativi nell'ambito di un sistema di autorizzazioni e di controlli, e rafforzare le capacità di giurisdizione in materia di diritto ambientale, contribuendo in tal modo alla concreta attuazione delle legislazioni e degli accordi regionali e nazionali per la protezione dell'ambiente e lo sviluppo sostenibile nella regione del Mediterraneo ;

- incoraggiare i paesi mediterranei a procedere a esami e valutazioni periodiche per determinare e favorire l'efficacia delle loro legislazioni e regolamentazioni regionali e promuovere l'integrazioni delle politiche ambientali e di sviluppo durevole nel quadro di legislazioni nazionali e di accordi regionali effettivi.

Le Parti contraenti hanno un ruolo determinante nel buon esito del Piano d'azione per il Mediterraneo in particolare se opereranno a livello nazionale e bilaterale per il rafforzamento e lo sviluppo del quadro giuridico relativo alla protezione dell'ambiente ed allo sviluppo sostenibile.

Le Parti contraenti vigileranno continuamente che gli strumenti da essi stabiliti a livello regionale e nazionale siano conformi allo sviluppo del diritto internazionale dell'ambiente.

III DISPOSIZIONI ISTITUZIONALI E FINANZIARIE

1. DISPOSIZIONI ISTITUZIONALI

A livello istituzionale, il Piano d'azione per il Mediterraneo Fase II sarà applicato secondo le seguenti condizioni:

- Le Parti contraenti della Convenzione di Barcellona esercitano le funzioni stabilite nella Convenzione nel quadro delle loro riunioni ordinarie e straordinarie. Esse approvano le attività ed il bilancio preventivo del PAM Fase II. Esse designano un Ufficio di Presidenza al quale delegano parte delle loro competenze durante gli intervalli tra le riunioni delle Parti contraenti;

- le Parti contraenti hanno designato il Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente come responsabile delle funzioni di Segretariato;

- per adempiere a questo compito, il Direttore esecutivo dell' UNEP ha istituito un'Unità di coordinamento. L'Unità prepara le riunioni delle Parti contraenti e dell'Ufficio di Presidenza ed é incaricata dell'attuazione delle decisioni adottate. L'Unità mantiene relazioni e coordina le sue attività con le organizzazioni internazionali e non governative. Essa rende conto regolarmente di queste attività e di quelle dei centri di attività regionali;

- I centri d'attività regionali sono creati dai Protocolli o dalla Riunione delle Parti contraenti su proposta di una Parte, la quale rende disponibili i mezzi e le agevolazioni necessarie al loro funzionamento. Essi sono incaricati di svolgere le attività specifiche stabilite di comune accordo dalle Parti contraenti sotto l'orientamento generale e la supervisione dell'Unità di coordinamento del Piano d'azione per il Mediterraneo dell'UNEP. Il loro statuto dovrà essere armonizzato nel quadro di accordi ufficiali tra l'UNEP ed i paesi ospiti;

- La Commissione mediterranea per lo sviluppo sostenibile, sarà creata nel quadro del PAM. Essa costituirà un luogo di dialogo aperto e di concertazione con i vari partners sulle politiche attuate per promuovere lo sviluppo sostenibile nel bacino del Mediterraneo, in base alle attività ed ai contributi identificati dal PAM-Fase II, realizzati dalle Parti e dal PAM in base ad Azione MED 21. Essa fornirà il suo parere sui programmi di attività e formulerà le necessarie raccomandazioni alle Parti contraenti. Il Segretariato della Commissione sarà assicurato dall'Unità di coordinamento;

- dei comitati consultivi ad hoc potranno essere creati dalle Parti contraenti per seguire l'applicazione dei Protocolli o di programmi specifici; e

- ciascuna Parte contraente, nomina, in seno alla sua amministrazione nazionale, uno o più punti focali incaricati di vigilare sull'attuazione ed il coordinamento delle attività del PAM a livello regionale e di garantire la divulgazione delle informazioni. Specifici punti focali devono inoltre essere designati da quello nazionale per seguire l'applicazione di un Protocollo o l'attività di un Centro di attività regionali.

2. DISPOSIZIONI FINANZIARIE

Le Parti contraenti esaminano ed adottano il bilancio preventivo predisposto dall'Unità di coordinamento. Tale bilancio preventivo é finanziato con i contributi delle Parti contraenti, i contributi volontari dei governi, delle organizzazioni di appoggio e di fonti non governative selezionate, nonché con i contributi forniti da controparti di provenienza certa.

I contributi delle Parti contraenti saranno valutati in base ad un tariffario stabilito di comune accordo, in base al tariffario delle quote delle Nazioni Unite.

Nell'ambito del Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente, é istituito un Fondo di stanziamento speciale per il Mediterraneo munito di un fondo di rotazione, per i garantire il coordinamento ed il finanziamento del Piano d'azione per il Mediterraneo.

APPENDICE II

SETTORI PRIORITARI DI ATTIVITA' PER L'AMBIENTE E LO SVILUPPO NEL BACINO MEDITERRANEO

(1996- 2005)

La Nona riunione delle Parti contraenti alla Convenzione di Barcellona (Barcellona, 5-8 giugno 1995) ha approvato e la Conferenza di plenipotenziari dal 9 al 10 giugno 1995 ha adottato i settori prioritari di attività, di seguito enumerati, per il prossimo decennio (1995 - 2005) che tengono conto di Azione MED 21.

1. INTEGRAZIONE DELL'AMBIENTE E DELLO SVILUPPO

i) Elaborazione di strategie nazionali per lo sviluppo sostenibile.

ii) Sviluppo di strumenti adeguati di osservazione e di valutazione dell'ambiente e dello sviluppo nel bacino mediterraneo.

iii) Istituzione d un quadro regionale e di un programma di risanamento dell'ambiente nel contesto dello sviluppo sostenibile.

2.GESTIONE INTEGRATA DELLE RISORSE NATURALI

2.1 Gestione integrata dell'acqua

i) Promuovere, in ciascun paese, l'elaborazione di strumenti per la gestione integrata dell'acqua basati per quanto possibile sui bacini idrografici.
ii) Promuovere misure per la protezione delle risorse d'acqua e la lotta contro la siccità.
iii) Promuovere strumenti per una gestione razionale della domanda d'acqua.
iv) Promuovere l'istituzione di sistemi nazionali di sorveglianza qualitativa e quantitativa delle risorse d'acqua.
vi) Promuovere il trattamento ed una adeguata riutilizzazione delle acque reflue e delle acque salmastre.

vii)Promuovere l'installazione di infrastrutture per il trattamento delle acque reflue municipali di 100 città mediterranee corrispondenti ad un carico inquinante di circa 10 milioni di abitanti.

2.2 Gestione dei terreni

i) Valutare e sorvegliare la vulnerabilità delle risorse in terreni.

ii) Proteggere e conservare i terreni mediante l'attuazione di misure preventive.

iii) Promuovere la riabilitazione delle terre degradate ed il ripristino del manto vegetale.

2.3. Lotta contro l'erosione e la desertificazione

i) Promuovere misure di lotta contro l'erosione e la desertificazione.

ii) Promuovere l'applicazione della Convenzione sulla desertificazione.

2.4 Gestione delle foreste e del manto vegetale

i) Promuovere la gestione durevole delle risorse forestali e partecipare al Programma d'azione per le foreste mediterranee.

ii) Sviluppare le capacità nazionali e elaborare piani d'urgenza nazionali o regionali anti-incendio e promuovere tecniche e mezzi di lotta adeguati.

2.5. Gestione delle risorse genetiche

i) Predisporre adeguate misure in vista della protezione **in situ** delle risorse genetiche.

ii) Promuovere la creazione di banche di geni e l'uso razionale delle risorse genetiche a livello dei vari paesi.

2.6 Risorse biologiche marine

i) Stabilire politiche di gestione comune delle risorse in base ad un principio precauzionale.

ii) Attuare convenzioni internazionali per le zone di pesca, in particolare il Codice di condotta per un pesca responsabile.

3. GESTIONE INTEGRATA DELLE ZONE COSTIERE

i) Sviluppare misure e tecniche adatte per la gestione integrata delle zone costiere e per la protezione del litorale.

ii) Sviluppare in ciascun paese capacità in questo settore , ivi compresa la formazione professionale.

iii) Elaborare ed attuare programmi per la gestione delle zone costiere in particolare in zone pilota.

4. GESTIONE DEI RIFIUTI

i) Elaborare ed adottare programmi nazionali sulla riduzione e la gestione ambientale dei rifiuti pericolosi, in base a guide metodologiche per una gestione ecologicamente razionale.

ii) Elaborare ed adottare programmi nazionali sulla gestione ambientale dei rifiuti urbani in base a guide metodologiche per una gestione ecologicamente razionale.

iii) Promuovere l'installazione di discariche controllate o di impianti di smaltimento nelle città costiere con oltre 100 000 abitanti.

iv) Promuovere l'installazione di almeno un deposito di sicurezza e, ove necessario, di un impianto di smaltimento dei rifiuti pericolosi nei paesi mediterranei.

v) Vietare, ai paesi membri dell'OCSE, l'esportazione di rifiuti tossici e di altri residui, ivi compresi quelli radioattivi, verso i paesi mediterranei non membri dell'Unione europea;

vi) Incentivare le misure che mirano ad impedire il deposito di rifiuti marini e costieri,in particolare di materie sintetiche persistenti.

5. AGRICOLTURA

i) Partecipare ai programmi ed alle attività delle organizzazioni internazionali, in particolare della FAO, per lo sviluppo agricolo e rurale durevole nel Mediterraneo .

ii) Promuovere l'elaborazione di strategie nazionali e regionali mediterranee basate sull'uso controllato, adeguato e razionale,di semenze, di fertilizzanti e di pesticidi, ivi compreso il miglioramento delle semenze.

iii) Sviluppare l'uso di tecniche d'irrigazione che favoriscano il risparmio di acqua.

iv) Identificare zone pilota nelle quali sviluppare l'applicazione e lo scambio di esperienze , sullo sviluppo agricolo sostenibile.

6. INDUSTRIA ED ENERGIA

i) Individuare le tecniche più rispettose dell'ambiente e le migliori prassi ambientali disponibili, privilegiando gli aspetti disponibilità, accessibilità, redditività, in particolare nei settori della produzione e dell'uso dell'energia, della carta, delle concerie e derivati, dei cementifici, della metallurgia, dell'agro-alimentare e degli stabilimenti di prodotti chimici organici ed inorganici.

ii) Promuovere lo sviluppo e l'applicazione di programmi di trasferimento, di adeguamento e di padronanza delle tecnologie appropriate, privilegiando le rispettive tecnologie e tenendo conto dei costi addizionali indotti.

iii) Sviluppare e realizzare programmi di riduzione delle emissioni inquinanti, e di controllo dei residui industriali.

iv) Promuovere ed agevolare l'uso di fonti di energia nuove e rinnovabili nel settore domestico, pubblico e privato.

7. TRASPORTI

i) Promuovere l'installazione, secondo la Convenzione MARPOL, d'impianti di deposito portuali per la raccolta dei rifiuti solidi e liquidi originati dalle navi.

ii) Promuovere la creazione di sistemi di aiuto e di sorveglianza della navigazione.

iii) Promuovere la cooperazione regionale controllando l'applicazione, da parte delle navi, delle Convenzioni internazionali pertinenti relative alla protezione dell'ambiente marino causato da navi.

8. TURISMO

i) Sviluppare azioni per una gestione razionale del turismo costiero.

ii) Elaborare e realizzare programmi nazionali per la diversificazione del turismo.

iii) Favorire uno sviluppo turistico rispettoso dell'ambiente e della cultura.

9. SVILUPPO URBANO ED AMBIENTE

i) Incoraggiare i responsabili delle città ad applicare strategie di sviluppo sostenibile, secondo Azione 21 e nella prospettiva della Conferenza delle Nazioni Unite "Habitat II".

ii) Incoraggiare politiche urbane attive in materia di controllo dell'energia, di trasporti non inquinanti, di gestione dei rifiuti, di uso durevole dell'acqua e di creazione di luoghi ricreativi urbani, in particolare nei quartieri sub-integrati.

iii) Sviluppare ed attuare programmi per la riabilitazione delle zone colpite da recenti ostilità.

10. INFORMAZIONE

i) Promuovere l'elaborazione di metodologie per la realizzazione di un approccio di partecipazione ai processi decisionali relativi allo sviluppo sostenibile, a livello nazionale e locale.

ii) Intensificare la comunicazione di informazioni relative all'ambiente e alla Fase II del Piano d'azione per il Mediterraneo ai Governi ed alle istituzioni nazionali ed internazionali e promuovere una maggiore sensibilizzazione dell'opinione pubblica a queste questioni.

iii) Elaborare materiale divulgativo sui dati e le informazioni scientifiche e tecniche prodotte dalla Fase II del Piano d'azione per il Mediterraneo; promuovere ed incoraggiare la produzione, a livello nazionale, di documenti divulgativi per sostenere le campagne d'informazione e di sensibilizzazione relative all'ambiente ed allo sviluppo durevole.

11. VALUTAZIONE, PREVENZIONE E CONTROLLO DELL'INQUINAMENTO MARINO

i) Valutare, in base a metodologie comuni, gli apporti di inquinanti al mare, attraverso i corsi d'acqua, per via atmosferica e provenienti da fonti diffuse, e valutare in ciascun paese le principali fonti d'inquinamento marino.

ii) Predisporre valutazioni della qualità dell'ambiente marino a livello sia nazionale che regionale.

iii) Promuovere la riduzione degli apporti di inquinanti nell'ambiente marino, rafforzando le capacità per l'applicazione delle 13 misure specifiche adottate.

iv) Elaborare ed adottare linee direttive sulle operazioni d'immersione dei detriti di dragaggio.

v) Promuovere la creazione di sistemi nazionali bilaterali e/o sub-regionali di pianificazione preliminare e d'intervento in caso d'inquinamento accidentale dell'ambiente marino.

12. CONSERVAZIONE DELLA NATURA DEI PAESAGGI E DEI SITI

i) Elaborare ed approvare strategie nazionali per la conservazione della biodiversità.

ii) Elaborare inventari di elementi di diversità biologica d'interesse mediterraneo, liste di specie minacciate e di siti aventi valore naturale o culturale.

iii) Redigere ed approvare gli annessi al protocollo relativo alle zone specialmente protette ed alla diversità biologica nel Mediterraneo .

iv) Promuovere la conservazione e la gestione razionale delle zone umide mediterranee.

v) Incentivare la creazione di meccanismi nazionali di consulenza e di strumenti di politica fondiaria atti a consentire la protezione delle zone costiere da salvaguardare, che tengano conto delle condizioni specifiche di ciascun paese.

vi) Applicare, in cooperazione con le altre organizzazioni interessate, piani d'azione per la foca monaca, le tartarughe marine ed i mammiferi marini.

ANNESSO

1. EMENDAMENTI ALLA CONVENZIONE PER LA PROTEZIONE DEL MAR MEDITERRANEO CONTRO L'INQUINAMENTO

A. TITOLO

Il titolo della Convenzione é in tal modo modificato:

CONVENZIONE SULLA PROTEZIONE DELL'AMBIENTE MARINO E DEL LITORALE DEL MEDITERRANEO

B. PREAMBOLO

Il secondo capoverso del Preambolo della Convenzione é così modificato:

Pienamente consapevoli della loro responsabilità di preservare e sviluppare durevolmente questo patrimonio comune nell'interesse delle generazioni presenti e future,

Sono aggiunti al Preambolo i seguenti capoversi:

Pienamente consapevoli che il Piano d'azione per il Mediterraneo, sin dalla sua adozione nel 1975 e per tutta la sua evoluzione, ha contribuito al processo di sviluppo durevole nella regione mediterranea ed ha rappresentato uno strumento essenziale e dinamico per l'attuazione, da parte delle Parti contraenti, delle attività correlate alla Convenzione e relativi Protocolli,

In considerazione dei risultati della Conferenza delle Nazioni Unite sull'ambiente e lo sviluppo svoltasi a Rio de Janeiro dal 4 al 14 giugno 1992,

In considerazione inoltre della Dichiarazione di Genova del 1985, della Carta di Nicosia del 1990 , della Dichiarazione del Cairo del 1992 sulla cooperazione euromediterranea in materia d'ambiente nel bacino mediterraneo, delle Raccomandazioni della Conferenza di Casablanca del 1993 e della Dichiarazione di Tunisi del 1994 sullo sviluppo durevole del Mediterraneo,

Tenendo presente le disposizioni pertinenti della Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare, fatta a Montego Bay il 10 dicembre 1992 e firmata da numerose Parti contraenti:

C.ARTICOLO PRIMO: PORTATA GEOGRAFICA

Il paragrafo 2 dell'articolo primo é cosi'modificato:

2. L'applicazione della Convenzione può essere estesa al litorale come definito dà ciascuna Parte contraente per quel che la riguarda.

Il seguente paragrafo é aggiunto all'articolo primo in quanto nuovo paragrafo 3:

3. Ogni Protocollo alla presente Convenzione può estendere la portata geografica del Protocollo in oggetto.

D. ARTICOLO 2: DEFINIZIONI

Il paragrafo a) dell'articolo 2 é così modificato:

a) Per "inquinamento " s'intende l'introduzione diretta o indiretta, da parte dell'uomo, di sostanze o di energia nell'ambiente marino compresi gli estuari, qualora siano suscettibili di avere effetti nocivi come danni per le risorse biologiche, la fauna e la flora marine, rischi per la salute dell'uomo, ostacoli alle attività marittime, compresa la pesca e gli altri usi legittimi del mare, alterazione della qualità dell'acqua di mare ai fini della sua utilizzazione e degrado dei valori d'attrattiva.

E. ARTICOLO 3: DISPOSIZIONI GENERALI

I paragrafi 1 e 2 dell'articolo 3 sono così modificati:

1. (rinumerato - 2) Le Parti contraenti possono stipulare accordi bilaterali o multilaterali, compresi accordi regionali o sub-regionali per la promozione dello sviluppo durevole,la protezione dell'ambiente, la preservazione e la salvaguardia delle risorse naturali nella zona del mar Mediterraneo, con riserva che tali accordi siano compatibili con la presente Convenzione ed i Protocolli e siano conformi al diritto internazionale. La copia di questi accordi sarà trasmessa all'Organizzazione. Se del caso, le Parti contraenti devono fâre appello alle organizzazioni, accordi o intese esistenti nella zona del mar Mediterraneo.

2. (rinumerato 3). Nessuna disposizione della presente Convenzione e dei suoi Protocolli pregiudica i diritti e le posizioni di ogni Stato per quel che riguarda la Convenzione delle Nazioni Unite sul diritto del mare del 1982.

I seguenti nuovi paragrafi sono aggiunti all'articolo 3:

0.(rinumerato 1) Le Parti contraenti, applicando la presente Convenzione ed i relativi Protocolli, agiscono in conformità con il diritto internazionale.

3.(rinumerato 4) Le Parti contraenti adottano congiuntamente o individualmente, per il tramite delle organizzazioni internazionali qualificate, iniziative conformi al diritto internazionale, per incoraggiare l'applicazione delle disposizioni della presente Convenzione e dei suoi Protocolli da tutti gli Stati non Parti.

3 bis. (rinumerato - 5) Nulla nella presente Convenzione e nei suoi Protocolli pregiudica l'immunità sovrana delle navi da guerra o di altre navi appartenenti ad uno Stato , o da esso gestite, quando sono abilitate ad un servizio pubblico non commerciale. Tuttavia, ciascuna Parte contraente deve accertarsi che le sue navi ed aeronavi che godono dell'immunità sovrana secondo il diritto internazionale agiscono in maniera compatibile con il presente Protocollo.

F. ARTICOLO 4: OBBLIGHI GENERALI

L'articolo 4 é così modificato:

1. Le Parti contraenti adottano, individualmente o congiuntamente, tutte le misure appropriate conformi alle norme della presente Convenzione e dei Protocolli in vigore di cui sono parti, per prevenire, ridurre, combattere e per quanto possibile, eliminare l'inquinamento nella zona del mar Mediterraneo e per proteggere e migliorare l'ambiente marino in questa zona per contribuire al suo sviluppo sostenibile.

2. Le Parti contraenti s'impegnano a prendere misure adeguate per attuare il Piano d'azione del Mediterraneo, ed inoltre, si sforzano di proteggere l'ambiente marino e le risorse naturali della zona del mar Mediterraneo in quanto parte integrante del processo di sviluppo, facendo fronte in maniera equa ai fabbisogni delle generazioni presenti e future. Ai fini del conseguimento degli obiettivi, le Parti contraenti tengono pienamente conto delle raccomandazioni della Commissione mediterranea per lo sviluppo durevole, creata nell'ambito del Piano d'azione per il Mediterraneo.

3. Per proteggere l'ambiente e contribuire allo sviluppo durevole della zona del mar Mediterraneo, le Parti contraenti:

a) applicano, in funzione delle loro capacità, il principio precauzionale, secondo il quale, quando esistano minacce di danni gravi o irreversibili, la mancanza di certezza scientifica assoluta non dovrebbe essere invocata per rinviare indefinitamente le misure di prevenzione del degrado dell'ambiente aventi un buon rendimento rispetto ai costi.

b) applicano il principio "chi inquina-paga" secondo il quale i costi delle misure per prevenire, combattere e ridurre l'inquinamento devono essere a carico di colui che inquina, in debita considerazione dell'interesse generale.

c) intraprendono studi d'impatto sull'ambiente per quanto riguarda i progetti di attività suscettibili di avere conseguenze sfavorevoli gravi sull'ambiente marino e che sono soggette all'autorizzazione delle autorità nazionali competenti;

d) incoraggiano la cooperazione fra gli Stati per quanto riguarda la procedura di studi dell'impatto causato sull'ambiente dalle attività soggette alla loro giurisdizione o al loro controllo, suscettibili di danneggiare gravemente l'ambiente marino di altri Stati o di zone al di là dei limiti della giurisdizione nazionale, mediante notifiche, scambi d'informazioni e consultazioni;

e) s'impegnano a promuovere la gestione integrata del litorale, tenendo conto della protezione delle zone d'interesse ecologico e paesaggistico e dell'utilizzazione razionale delle risorse naturali.

4. Nel attuare la Convenzione ed i relativi Protocolli, le Parti contraenti :

a) adottano programmi e misure accompagnati, se del caso,da scadenzari per la loro esecuzione;

b) utilizzano le migliori tecniche disponibili e le migliori prassi ambientali ed incoraggiano l'accesso alle tecniche ecologicamente razionali, ed il loro trasferimento,ivi comprese le rispettive tecnologie di produzione, in considerazione delle condizioni sociali, economiche e tecnologiche.

5. Le Parti contraenti cooperano per elaborare ed adottare protocolli che stabiliscono misure, procedure e norme per garantire l'applicazione della Convenzione.

6. Le Parte contraenti s'impegnano inoltre a promuovere, nell'ambito delle organizzazioni internazionali che ritengono qualificate, misure concernenti la realizzazione di programmi di sviluppo durevole, la protezione, la conservazione e il ripristino dell'ambiente e delle risorse naturali nella zona del mar Mediterraneo.

G. L'articolo 5 ed il suo titolo sono così modificati:

ARTICOLO 5: INQUINAMENTO DOVUTO ALLE OPERAZIONI D'IMMERSIONE EFFETTUATE DA NAVI ED AERONAVI O D'INCENERIMENTO IN MARE

Le Parti contraenti adottano ogni adeguato provvedimento per prevenire, ridurre e per quanto possibile eliminare l'inquinamento nella zona del mar Mediterraneo dovuto alle operazioni d'immersione effettuate da navi ed aeronavi o di incenerimento in mare.

H. ARTICOLO 6: INQUINAMENTO DA NAVI

L'articolo 6 é in tal modo modificato:

Le Parti contraenti adottano ogni misura conforme al diritto internazionale per prevenire, ridurre, combattere e per quanto possibile eliminare l'inquinamento nella zona del mar

Mediterraneo causato da discariche di navi, nonché per garantire l'applicazione in questa zona, delle regole generalmente ammesse a livello internazionale relative alla lotta contro questo tipo d'inquinamento.

I. ARTICOLO 7: INQUINAMENTO DERIVANTE DALL'ESPLORAZIONE E DALLA GESTIONE DELLA PIATTAFORMA CONTINENTALE, DEL FONDO DEL MARE E DEL SUO SOTTO SUOLO.

L'articolo 7 é così modificato:

Le Parti contraenti adottano ogni adeguato provvedimento per prevenire, ridurre, combattere e per quanto possibile eliminare l'inquinamento dalla zona del mar Mediterrneo, derivante dall'esplorazione e dalla gestione della piattaforma continentale, del fondo del mare e del suo sotto-suolo.

J. ARTICOLO 8: INQUINAMENTO D'ORIGINE TELLURICA

L'articolo 8 é così modificato:

Le Parti contraenti adottano ogni adeguato provvedimento per prevenire, ridurre, combattere e, per quanto possibile, eliminare l'inquinamento della zona del mar Mediterraneo e per elaborare e realizzare dei piani miranti alla riduzione ed alla graduale eliminazione delle sostanze di origine tellurica tossiche, persistenti e suscettibili di bioaccumulo. Tali misure si applicano:

a) all'inquinamento di origine tellurica emanante dai territori delle Parti e che raggiungono il mare:

-direttamente, da emissari in mare, oppure per deposito o riversamenti effettuati sulla costa o a partire da quest'ultima;

- indirettamente, attraverso fiumi, canali o altri corsi d'acqua, compresi i corsi d'acqua sotterranei, o scoli vari;

b) all'inquinamento di origine tellurica trasportato dall'atmosfera.

K. E' adottato il nuovo articolo 9A di seguito:

ARTICOLO 9A (rinumerato articolo 10): **CONSERVAZIONE DELLA DIVERSITA' BIOLOGICA**

Le Parti contraenti adottano, individualmente o congiuntamente, ogni adeguato provvedimento per proteggere e preservare, nella zona di applicazione della Convenzione, la diversità biologica, gli ecosistemi rari o fragili, nonché le specie della fauna e della flora selvatica che sono rare, in regressione, minacciate o in via di estinzione, nonché i loro habitat.

L. E' adottato il nuovo articolo 9B di seguito:

ARTICOLO 9B (rinumerato articolo 11): **INQUINAMENTO DERIVANTE DAI MOVIMENTI TRANSFRONTALIERI DI RIFIUTI PERICOLOSI E DALLA LORO ELIMINAZIONE**

Le Parti contraenti adottano ogni adeguato provvedimento per prevenire, ridurre e per quanto possibile eliminare l'inquinamento dell'ambiente eventualmente dovuto ai movimenti transfrontalieri e all'eliminazione di rifiuti pericolosi, e per ridurre al minimo e per quanto possibile eliminare, tali movimenti transfrontalieri.

Gli articoli 9A e 9B sono rinumerati articoli 10 e 11

M. ARTICOLO 11 (rinumerato articolo 13): **COOPERAZIONE SCIENTIFICA E TECNOLOGICA**

Il paragrafo 2 é così modificato:

2. Le Parti contraenti s'impegnano a promuovere la ricerca e l'accesso alle tecnologie ecologicamente razionali, comprese le tecnologie di produzione propria ed il loro trasferimento, ed a cooperare alla formulazione, all'instaurazione ed alla realizzazione di procedimenti di produzione propria.

N. E' adottato il seguente nuovo articolo 11 A:

ARTICOLO 11 (rinumerato articolo 14): **LEGISLAZIONE IN MATERIA D'AMBIENTE**

1. Le Parti contraenti adottano le leggi ed i regolamenti che applicano la Convenzione ed i Protocolli.

2. Il Segretariato può, a domanda di una Parte contraente, aiutare tale Parte ad elaborare leggi e rego lamenti in materia d'ambiente conformemente alla Convenzione ed ai Protocolli.

O. E' adottato il seguente nuovo articolo 11 B:

ARTICOLO 11B (rinumerato articolo 15) **INFORMAZIONE E PARTECIPAZIONE DEL PUBBLICO**

1. Le Parti contraenti fanno in modo che le loro autorità competenti concedano al pubblico un adeguato accesso alle informazioni sulle condizioni dell'ambiente nella zona di applicazione della Convenzione e dei Protocolli, sulle attività o misure che comportano, o che sono suscettibili di comportare, effetti gravi per tale zona, nonché sulle misure adottate e le attività intraprese secondo la Convenzione ed i Protocolli.

2. Le Parti contraenti fanno in modo che il pubblico abbia l'occasione di partecipare, se del caso, ai processi decisionali relativi alla portata della Convenzione e dei Protocolli.

3. La disposizione di cui al paragrafo 1 del presente articolo non pregiudica il diritto delle Parti contraenti di rifiutare, secondo i loro sistemi giuridici e le regolamentazioni internazionali applicabili, l'accesso a tali informazioni per motivi di riservatezza, di sicurezza pubblica o di procedure di natura giurisdizionale, specificando i motivi di tale rifiuto.

P. **ARTICOLO 12**(rinumerato articolo 16)
RESPONSABILITA E RIPARAZIONE DEI DANNI

L'articolo 12 é così modificato:

Le Parti contraenti s'impegnano a cooperare per elaborare ed adottare regole e procedure appropriate sulla determinazione delle responsabilità e la riparazione dei danni derivanti dall'inquinamento dell'ambiente marino nella zona del mar Mediterraneo.

Q. **ARTICOLO 13** (rinumerato articolo 17):
INTESE ISTITUZIONALI

Il paragrafo iii) dell'articolo 13 é così modificato:

iii) ricevere, esaminare e rispondere alle richieste d'informazioni e di notizie provenienti dalle Parti contraenti,

I nuovi paragrafi di seguito sono aggiunti all'articolo 13:

iii bis) (rinumerato iv):
ricevere, esaminare e rispondere alle richieste d'informazioni e di notizie provenienti da organizzazioni non governative e d l pubblico quando vertano su argomenti d'interesse comune e su attività svolte a livello regionale; in questo caso le Parti contraenti sono tenute informate.

iv) bis) (rinumerato vi):
fare regolarmente rapporto alle Parti contraenti sull'attuazione della Convenzione e dei Protocolli.

I paragrafi iv) v) e vi) sono rinumerati paragrafi v), vii) e viii) rispettivamente.

R. **ARTICOLO 14** (rinumerato articolo 18)
RIUNIONI DELLE PARTI CONTRAENTI

Il nuovo capoverso di seguito é aggiunto al paragrafo 2 dell'articolo 14:

vii) di approvare il bilancio-preventivo programma.

S. E' adottato il seguente nuovo articolo 14 A:

ARTICOLO 14A (rinumerato articolo 19)
UFFICIO DI PRESIDENZA

1. L'Ufficio di Presidenza delle Parti contraenti é composto da rappresentanti delle Parti contraenti eletti dalle riunioni delle Parti contraenti. Nell'eleggere i membri dell'Ufficio, le riunioni delle Parti contraenti rispettano il principio di un'equa ripartizione geografica.

2. Le funzioni dell'Ufficio di Presidenza e le modalità del suo funzionamento sono definite nel regolamento interno adottato dalle riunioni delle Parti contraenti.

T. E' adottato il seguente nuovo articolo 14B:

ARTICOLO 14B (rinumerato articolo 20)
OSSERVATORI

1. Le Parti contraenti possono decidere di ammettere in qualità di osservatori alle loro riunioni e conferenze:

a) Ogni Stato non Parte contraente alla Convenzione;

b) Ogni organizzazione internazionale governativa o ogni organizzazione non governativa le cui attività hanno rapporto con la Convenzione.

2. Questi osservatori possono partecipare alle riunioni senza disporre di diritto di voto e possono sottoporre ogni informazione o rapporto relativo agli obiettivi della Convenzione.

3. Le condizioni di ammissione e di partecipazione degli osservatori sono stabilite dal regolamento interno adottato dalle Parti contraenti.

Gli articoli 14A e 14B sono rinumerati come articoli 19 e 20

U.ARTICOLO 15 (rinumerato articolo 21)
ADOZIONE DI PROTOCOLLI ADDIZIONALI

E' soppresso il paragrafo 3 dell'articolo 15.

V.ARTICOLO 18 (rinumerato articolo 24)
REGOLAMENTO INTERNO E REGOLE FINANZIARIE

Il paragrafo 2 dell'articolo 18 é così modificato:

2.Le Parti contraenti adottano regole finanziarie elaborate in consultazione con l'Organizzazione per determinare in particolare la loro partecipazione finanziaria al Fondo di stanziamento speciale.

W.ARTICOLO 20 (rinumerato articolo 26)
RAPPORTI

L'articolo 20 é così modificato:

1. Le Parti contraenti inviano all'Organizzazione rapporti su:

a) le misure giuridiche amministrative o di altro tipo da esse adottate in applicazione della presente Convenzione, dei Protocolli nonché delle raccomandazioni adottate dalle loro riunioni;

b) l'efficacia delle misure di cui al capoverso a) ed i problemi incontrati nell'applicazione degli strumenti sopracitati.

2. I rapporti sono presentati nella forma e secondo le frequenze determinate dalle riunioni delle Parti contraenti.

X.ARTICOLO 21 (rinumerato articolo 27)
RISPETTO DEGLI IMPEGNI

L'articolo 21 é così modificato:

Le riunioni delle Parti contraenti, sulla base dei rapporti periodici di cui all'articolo 20 e di ogni altro rapporto presentato dalle Parti contraenti, valutano il rispetto, da parte di queste ultime, della Convenzione e dei Protocolli nonché delle misure e delle raccomandazioni. Esse raccomandano, se del caso, i provvedimenti necessari affinché la Convenzione ed i Protocolli siano pienamente rispettati e favoriscano la realizzazione delle decisioni e delle raccomandazioni.

Gli articoli 10,16,17,19,22,23,24,25,26,27,28,e 29 sono rinumerati come articoli 12,22,23,25,28,29,30,31,32,33,34,e 35 rispettivamente.

II. EMENDAMENTI AL PROTOCOLLO RELATIVO ALLA PREVENZIONE DELL'INQUINAMENTO DEL MAR MEDITERRANEO CON OPERAZIONI D' IMMERSIONE EFFETTUATE DA NAVI E DA AERONAVI

A. TITOLO

Il titolo del Protocollo é così modificato:

PROTOCOLLO RELATIVO ALLA PREVENZIONE ED ALL'ELIMINAZIONE DELL'INQUINAMENTO DEL MAR MEDITERRANEO DOVUTO AD OPERAZIONI D' IMMERSIONE EFFETTUATE DA NAVI E DA AERONAVI O A INCENERIMENTO IN MARE

B. PREAMBOLO

Il secondo capoverso del Preambolo del Protocollo é così modificato:

RICONOSCENDO il pericolo, per l'ambiente marino, dell'inquinamento derivante da operazioni d'immersione o d'incenerimento di rifiuti o di altre materie,

Il quarto capoverso del preambolo del Protocollo é così modificato:

RICORDANDO che il capitolo 17 di Azione 21 della CNUED incoraggia le Parti contraenti alla Convenzione sull'inquinamento marino derivante dall'immersione di rifiuti e di altre materie (Londra, 1972) ad adottare le misure necessarie per porre fine alle operazioni d'immersione negli oceani ed all'incenerimento delle sostanze pericolose,

Il seguente capoverso é aggiunto al Preambolo:

In considerazione delle risoluzioni LC.49(16) e LC 50 (16) approvate dalla sedicesima riunione consultiva della Convenzione di Londra (1972) che vieta l'immersione e l'incenerimento dei rifiuti industriali nei mari,

C. ARTICOLO PRIMO

L'articolo primo é così modificato:

Le Parti contraenti al presente Protocollo (di seguito denominate le Parti) adottano ogni misura appropriata per prevenire, ridurre ed eliminare per quanto possibile l'inquinamento del mar Mediterraneo dovuto ad operazioni d' immersione effettuate da navi e da aeronavi o all'incenerimento in mare.

D. ARTICOLO 2

L'articolo 2 é così modificato:

La zona d'applicazione del presente Protocollo é la zona del mar Mediterraneo delimitata all'articolo primo della Convenzione sulla protezione dell'ambiente marino e del litorale del Mediterraneo (di seguito denominata "la Convenzione").

E. ARTICOLO 3

I nuovi capoversi in appresso sono aggiunti all'articolo 3:

3 c) Ogni eliminazione o deposito, o deliberato affondamento di rifiuti e di altre materie nei fondali marini e nel loro sottosuolo provenienti da navi ed aeronavi.

4 bis) (rinumerato 5) Per "incenerimento in mare" s'intende ogni deliberata combustione di rifiuti o di altre materie nelle acque marine del mar Mediterraneo ai fini della loro distruzione termica; questo termine non include la distruzione termica di rifiuti o di altre materie provenienti dalla normale gestione di navi ed aeronavi.

Il paragrafo 5 é rinumerato paragrafo 6.

F. ARTICOLO 4

L'articolo 4 é così modificato:

1. L'immersione di rifiuti o di altre materie é vietata, ad eccezione dei rifiuti o altre materie enumerate al paragrafo 2 del presente articolo.

2. L'elenco di cui al paragrafo 1 del presente articolo é il seguente:

a) materiali di dragaggio;
b) rifiuti di pesci o materie organiche derivanti da operazioni industriali di trasformazione del pesce e di altri organismi marini;
c) navi, fino al 31 dicembre 2000;
d) piattaforme o altre opere collocate in mare, con riserva che i materiali che possono produrre rifiuti galleggianti o contribuire in ogni altra forma all'inquinamento dell'ambiente marino, siano stati ritirati in tutta la misura del possibile, fatte salve le norme del Protocollo relativo alla protezione del mar Mediterraneo contro l'inquinamento derivante dall'esplorazione e dalla gestione della piattaforma continentale, del fondo del mare e del suo sottosuolo.
d) materie geologiche inerti non inquinanti, i cui componenti chimici non rischiano di fuoruscire nell'ambiente marino.

G. ARTICOLO 5

L'articolo 5 é così modificato:

L'immersione di rifiuti o o di altre materie enumerate all'articolo 4.2 é subordinata al rilascio preliminare da parte delle autorità nazionali competenti, di un'autorizzazione speciale.

H. ARTICOLO 6

L'articolo 6 é così modificato:

1. Le autorizzazioni di cui all'articolo 5 di cui sopra saranno rilasciate solo dopo un attento esame di tutti i fattori enumerati all'annesso del presente Protocollo o dei criteri, linee direttive e procedure pertinenti adottate dalla riunione delle Parti contraenti secondo il paragrafo 2 di cui in appresso:

2. Le Parti contraenti elaborano ed adottano criteri, linee direttive e procedure pertinenti per l'immersione dei rifiuti e delle altre materie enumerate al paragrafo 2 dell'articolo 4 del presente Protocollo, allo scopo di prevenire,ridurre ed eliminare l'inquinamento.

I. ARTICOLO 7

L'articolo 7 é così modificato:

E' vietato l'incenerimento in mare.

J. ARTICOLO 9

L'articolo 9 é così modificato:

In caso di situazione critica di carattere eccezionale, se una Parte ritiene che i rifiuti o altre materie non previste al paragrafo 2 dell'articolo 4 del presente Protocollo non possono essere eliminate a terra senza rischi o danni inaccettabili, in particolare per la sicurezza della vita dell'uomo, essa consulterà immediatamente l'Organizzazione. L'Organizzazione, dopo aver consultato le Parti al presente Protocollo, raccomanderà i metodi di stoccaggio o i mezzi di distruzione o di eliminazione più soddisfacenti a seconda delle circostanze. La Parte informerà l'Organizzazione delle misure adottate in applicazione di tali raccomandazioni. Le Parti s'impegnano a prestarsi reciprocamente assistenza in tali situazioni.

K. ARTICOLO 10

Il capoverso 1 a) dell'articolo 10 é così modificato:

a) rilasciare le autorizzazioni di cui all'articolo 5;

E' soppresso il capoverso 1 b) dell'articolo 10

Il capoverso 1 c) é rinumerato come capoverso 1 b)

Il paragrafo 2 é così modificato:

2. Le autorità competenti di ciascuna Parte rilasciano le autorizzazioni di cui all'articolo 5 per i rifiuti o altre materie destinate all'immersione.

L. ARTICOLO 11

E' soppresso il paragrafo 2 dell'articolo 11.

M. ARTICOLO 14

Il paragrafo 3 dell'articolo 14 é così' modificato:

3. L'adozione degli emendamenti all'annesso del presente Protocollo, secondo l'articolo 17 della Convenzione, richiede un voto a maggioranza di tre quarti delle Parti.

N. ANNESSO I

L'Annesso I é soppresso.

O. ANNESSO II

L'Annesso II é soppresso.

P. ANNESSO III

L'Annesso III diviene Annesso ed é modificato come segue:

ANNESSO

I fattori da prendere in considerazione per stabilire i criteri che disciplinano il rilascio delle autorizzazioni per l'immersione delle materie, secondo le disposizioni dell'articolo 6, sono in particolari le seguenti:

RISOLUZIONE IV
Disposizioni interinali

La Conferenza,

Avendo adottato gli emendamenti alla Convenzione per la protezione del mar Mediterraneo dall'inquinamento (di seguito denominata "Convenzione di Barcellona") ed al Protocollo relativo alla prevenzione dell'inquinamento del mar Mediterraneo da operazioni d'immersione effettuate da navi ed aeronavi (di seguito denominata "Protocollo immersione"),

Avendo concluso ed adottato il Protocollo relativo alle zone particolarmente protette ed alla diversità biologica nel Mediterraneo,

In considerazione dell'articolo 13 della Convenzione di Barcellona che designa il Programma delle Nazioni Unite per l'ambiente (UNEP) a svolgere le funzioni di segretariato inerenti alla Convenzione e ad ogni Protocollo relativo;

Desiderosa di agevolare la più rapida applicazione possibile degli emendamenti alla Convenzione di Barcellona nonché al Protocollo immersione ed al Protocollo relativo alle zone particolarmente protette ed alla diversità biologica nel Mediterraneo,

1. Invita le Parti contraenti ed il Direttore esecutivo dell'UNEP a vigilare affinché la Decima riunione ordinaria delle Parti contraenti della Convenzione per la protezione del mar Mediterraneo dall'inquinamento e relativi Protocolli (Tunisi 1997) esamini le misure e le azioni necessarie per il successo dell'applicazione degli emendamenti alla Convenzione di Barcellona nonché del Protocollo immersione e delle disposizioni del Protocollo relativo alle zone particolarmente protette ed alla diversità biologica nel Mediterraneo,

2. Chiede al Direttore esecutivo dell'UNEP di intraprendere, con le Parti contraenti, consultazioni sul programma di lavoro ed il calendario delle riunioni degli esperti incaricati di mettere a punto gli aspetti tecnici degli emendamenti alla Convenzione di Barcellona, nonché al Protocollo immersione ed alle disposizioni del Protocollo relativo alle zone particolarmente protette ed alla diversità biologica nel Mediterraneo;

3. Invita il Direttore esecutivo dell'UNEP ad instaurare una cooperazione con le organizzazioni regionali ed internazionali competenti per le attività connesse all'applicazione di tali strumenti;

RISOLUZIONE V

Ringraziamenti del Governo spagnolo

La Conferenza,

Riunitasi a Barcellona il 9 e 10 giugno 1995 su cortese invito del Governo spagnolo,

Convinta che l'importante contributo fornito dal Governo spagnolo abbia notevolmente migliorato l'efficacia dello svolgimento dei lavori,

Sensibile alla cortesia ed alla generosa ospitalità di cui hanno fatto prova il Governo spagnolo, il Governo autonomo della Catalogna ed il Comune di Barcellona riguardo ai membri delle delegazioni, agli osservatori ed ai funzionari del segretariato che hanno partecipato alla Conferenza,

Esprime la sua sincera gratitudine al Governo spagnolo per la cordiale accoglienza riservata alla Conferenza ed alle persone che hanno partecipato ai lavori, nonché per il suo contributo al successo della Conferenza,

PROTOCOLLO RELATIVO ALLE ZONE PARTICOLARMENTE PROTETTE E ALLA DIVERSITA BIOLOGICA NEL MEDITERRANEO

Le Parti contraenti al presente Protocollo,

Essendo Parti alla Convenzione per la protezione del mar Mediterraneo dall'inquinamento adottata a Barcellona il 16 febbraio 1976;

Consapevoli delle profonde ripercussioni delle attività umane sullo stato dell'ambiente marino e del litorale, ed in generale sugli ecosistemi di zone presentanti caratteristiche mediterranee dominanti;

Sottolineando l'importanza di proteggere e, se del caso, migliorare lo stato del patrimonio naturale e culturale mediterraneo, in particolare con la creazione di zone particolarmente protette e con la protezione e la conservazione delle specie minacciate;

Considerando gli strumenti adottati dalla Conferenza delle Nazioni Unite sull'ambiente e lo sviluppo, ed in particolare la Convenzione sulla diversità biologica (Rio de Janeiro, 1992);

Consapevoli che qualora esista un minaccia di riduzione sensibile o di perdita della diversità biologica, la mancanza di una certezza scientifica assoluta non deve essere invocata per rinviare indefinitamente le misure che consentirebbero di evitare tale rischio o di attenuarne gli effetti,

Considerando che tutte le Parti contraenti devono cooperare per conservare, proteggere e ristabilire la salute e l'integrità degli ecosistemi e che hanno, a tale riguardo, responsabilità comuni sebbene differenziate;

Hanno convenuto quanto segue:

PARTE I

DISPOSIZIONI GENERALI

Articolo primo

DEFINIZIONI

Ai fini del presente Protocollo:

a) S'intende per "Convenzione " la Convenzione per la protezione del mar Mediterraneo dall'inquinamento, adottata a Barcellona il 16 febbraio 1976 ed emendata a Barcellona nel 1995;

b) S'intende per" diversità biologica" la variabilità degli organismi viventi di qualsiasi origine, compresi, tra l'altro, gli ecosistemi terrestri marini ed altri ecosistemi acquatici, nonché i complessi ecologici di cui ne fanno parte; ciò include la diversità in seno alle specie e tra le specie, nonché quella degli ecosistemi;

c) S'intende per "specie in pericolo" ogni specie minacciata di estinzione in tutta la sua zona di ripartizione o in parte;

d) S'intende per "specie endemica" ogni specie la cui zona di ripartizione é limitata ad una zona geografica particolare;

e) S'intende per "specie minacciata" ogni specie che in un futuro prevedibile, rischia di scomparire in tutta la sua zona di ripartizione o in parte di essa, e la cui sopravvivenza é poco probabile qualora dovessero persistere fattori di declino numerico o di degrado dell'habitat;

f) S'intende per "stato di conservazione di una specie" l'insieme delle influenze che agendo su tale specie, possono pregiudicare a lungo termine la sua ripartizione e l'importanza della sua popolazione;

g) S'intendono per "Parti" le Parti contraenti al presente Protocollo;

h) S'intende per "Organizzazione" l'organizzazione di cui all'articolo 2 della Convenzione

i) S'intende per "Centro" il centro di attività regionali per le zone particolarmente protette.

Articolo 2

PORTATA GEOGRAFICA

1. La zona di applicazione del presente Protocollo é la zona del mar Mediterraneo delimitata all'articolo primo della Convenzione. Essa comprende inoltre:

- il fondo del mare ed il suo sottosuolo;
- le acque, il fondo del mare ed il suo sottosuolo situati al di qua della linea di base a partire dalla quale si misura la larghezza del mare territoriale, e che si estendono, per i corsi d'acqua, fino al limite delle acque dolci;

- le zone costiere terrestri designate da ciascuna delle Parti, comprese le zone umide;

2. Nessuna disposizione del presente Protocollo o atto adottato in base al presente Protocollo può pregiudicare i diritti, le rivendicazioni o le posizioni giuridiche attuali o future di qualsiasi Stato relative al diritto del mare, in particolare la natura e l'estensione delle zone marine, la delimitazione di tali zone tra gli Stati adiacenti o dirimpettai, la libertà di navigazione in alto mare, il diritto e le modalità di passaggio attraverso gli stretti utilizzati per la navigazione internazionale ed il diritto di passaggio innocuo nel mare territoriale, nonché la natura e l'estensione della giurisdizione dello Stato costiero, dello Stato di bandiera e dello Stato del porto.

3. Nessun atto o attività effettuata in base al presente Protocollo potrà costituire un motivo per far valere, sostenere o contestare una rivendicazione di sovranità o di giurisdizione nazionale.

Articolo 3

OBBLIGHI GENERALI

1. Ciascuna Parte adotta le misure necessarie per:

a) proteggere, preservare e gestire in maniera durevole e rispettosa dell'ambiente gli spazi aventi un valore naturale o

culturale particolare, in particolare mediante la creazione di zone particolarmente protette;

b) proteggere, preservare e gestire gli spazi animali e vegetali in pericolo o minacciati.

2. Le Parti cooperano, direttamente o attraverso le organizzazioni internazionali competenti, ai fini della conservazione e dell'uso durevole della diversità biologica nella zona d'applicazione del presente Protocollo.

3. Le Parti identificano e fanno l'inventario degli elementi costitutivi della diversità biologica, aventi rilevanza ai fini della preservazione e dell'utilizzazione durevole della stessa.

4. Le Parti adottano ed integrano nelle loro politiche settoriali ed intersettoriali, strategie, piani e programmi miranti a garantire la preservazione della diversità biologica e l'utilizzazione sostenibile delle risorse biologiche marine e costiere.

5. Le Parti sorvegliano gli elementi costitutivi della diversità biologica menzionati al paragrafo 3 del presente articolo. Esse identificano i processi e le categorie di attività che hanno o rischiano di avere un' influenza sensibilmente sfavorevole sulla preservazione e l'utilizzazione sostenibile della diversità biologica, e vigilano sui loro effetti.

6. Ciascuna Parte applica le misure previste dal presente Protocollo senza tuttavia pregiudicare la sovranità o la giurisdizione delle altre Parti o degli altri Stati. Ogni azione intrapresa da una parte per applicare tali misure deve essere conforme al diritto internazionale.

PARTE II

PROTEZIONE DELLE ZONE

PRIMA SEZIONE - ZONE PARTICOLARMENTE PROTETTE

Articolo 4

OBIETTIVI

Le zone particolarmente protette mirano a salvaguardare:

a) i tipi di ecosistemi marini e costieri rappresentativi aventi dimensioni sufficienti per garantire la loro viabilità a lungo termine e mantenere la loro diversità biologica;

b) gli habitat che sono in pericolo di estinzione nella loro zona di ripartizione naturale nel Mediterraneo, o la cui zona di ripartizione naturale é diminuita a causa della loro regressione, o che hanno una zona intrinsecamente ristretta;

c) gli habitat necessari per la sopravvivenza, la riproduzione ed il rinnovo delle specie animali e vegetali in pericolo, minacciate o endemiche;

d) i siti che presentano una particolare importanza in ragione del loro interesse scientifico, estetico, culturale o istruttivo.

Articolo 5

CREAZIONE DI ZONE PARTICOLARMENTE PROTETTE

1. Ciascuna Parte può creare zone particolarmente protette nelle zone marine e costiere sottoposte alla sua sovranità o alla sua giurisdizione.

2. Qualora una Parte intenda creare, in una zona sottoposta alla sua sovranità o giurisdizione nazionale, una zona particolarmente protetta contigua alla frontiera ed ai confini di una zona sottoposta alla sovranità o giurisdizione nazionale di un'altra Parte, le autorità competenti delle due Parti si sforzano di cooperare per raggiungere un accordo sulle misure da prendere ed esaminano la possibilità per l'altra Parte di creare una zona particolarmente protetta corrispondente, o di adottare ogni altra misura appropriata.

3. Qualora una Parte intenda creare , in una zona sottoposta alla sua sovranità o giurisdizione nazionale, una zona particolarmente protetta contigua alla frontiera ed ai confini di una zona sottoposta alla sovranità o giurisdizione nazionale di uno Stato che non é Parte al presente Protocollo, la Parte si sforza di cooperare con detto Stato come previsto nel paragrafo precedente.

4.Qualora uno Stato non parte del presente Protocollo intenda creare una zona particolarmente protetta contigua alla frontiera ed ai confini di una zona sottoposta alla sovranità o alla giurisdizione nazionale di una Parte al presente Protocollo, la Parte si sforza di cooperare con tale Stato, come previsto al paragrafo 2.

Articolo 6

MISURE DI PROTEZIONE

Le Parti, in conformità con il diritto internazioanle et in considerazione delle caratteristiche di ciascuna zona particolarmente protetta, adottano le misure di protezione necessarie, tra cui in particolare:

a) l'applicazione rinforzata degli altri Protocolli della Convenzione e di altri trattati pertinenti di cui sono Parti;

b) il divieto di scaricare o di riversare rifiuti o altre sostanze suscettibili di pregiudicare direttamente o indirettamente l'integrità della zona particolarmente protetta;

c) la regolamentazione del passaggio delle navi e di ogni sosta o ancoraggio;

d) la regolamentazione dell'introduzione di ogni specie non indigena, o geneticamente modificata, nella zona particolarmente protetta, nonché l'introduzione (o la rintroduzione) di specie che sono o che erano presenti nella zona particolarmente protetta in oggetto;

e) la regolamentazione o il divieto di qualsiasi attività di esplorazione o implicante una modifica della configurazione del suolo o lo sfruttamento del sottosuolo della parte terrestre, del fondo del mare o del suo sottosuolo;

f) la regolamentazione di qualsiasi attività di ricerca scientifica;

g)la regolamentazione o il divieto di pesca, di caccia, di cattura di animali e di raccolta di vegetali o loro distruzione, nonché del commercio di animali o di parti di animali, di vegetali o di parti di vegetali provenienti da zone particolarmente protette;

h) la regolamentazione e se del caso il divieto, di ogni altra attività o atto suscettibile di nuocere o di turbare le specie o di mettere a repentaglio lo stato di preservazione degli ecosistemi o delle specie, o di pregiudicare le caratteristiche naturali o culturali della zona particolarmente protetta;

i) ogni altra misura volta a salvaguardare i processi ecologici e biologici, nonché i paesaggi.

Articolo 7

PIANIFICAZIONE E GESTIONE

1. Le Parti adottano, secondo le regole del diritto internazionali, misure di pianificazione, di gestione, di sorveglianza e di controllo delle zone particolarmente protette.

2. Tali misure dovrebbero comprendere, per ciascuna zona particolarmente protetta:

a) l'elaborazione e l'adozione di un piano di gestione che specifichi il quadro giuridico ed istituzionale, nonché le misure di gestione e di protezione applicabili;

b) la sorveglianza continua dei processi ecologici, degli habitat, delle dinamiche delle popolazioni, dei paesaggi, nonché dell'impatto delle attività umane;

c) la partecipazione attiva delle collettività e popolazioni locali alla gestione delle zone particolarmente protette, come opportuno, compresa l'assistenza agli abitanti che potrebbero essere pregiudicati dalla creazione di queste zone;

d) l'adozione di meccanismi per il finanziamento della promozione e della gestione di zone particolarmente protette, nonché lo sviluppo di attività suscettibili di garantire una gestione compatibile con la vocazione di tali zone;

e)la regolamentazione delle attività compatibili con gli obiettivi che hanno motivato la creazione della zona particolarmente protetta e le condizioni per le relative autorizzazioni;

f) la formazione di gestori e di personale tecnico qualificato, nonché la realizzazione di una infrastruttura appropriata.

3. Le Parti vigilano affinché i loro piani nazionali di emergenza contengano misure miranti a rispondere agli incidenti che possono provocare danni o costituire una minaccia per le zone particolarmente protette.

4. Quando istituiscono zone particolarmente protette che includono spazi sia terrestri sia marini, le Parti fanno ogni sforzo per garantire il coordinamento dell'amministrazione e della gestione nell'insieme della zona particolarmente protetta.

SECONDA SEZIONE - ZONE PARTICOLARMENTE PROTETTE DI RILEVANZA MEDITERRANEA

Articolo 8

ISTITUZIONE DI UNA LISTA DI ZONE PARTICOLARMENTE PROTETTE DI RILEVANZA MEDITERRANEA

1. Al fine di promuovere la cooperazione in materia di gestione e di preservazione delle zone naturali e di protezione delle specie minacciate e dei loro habitat, le Parti istituiscono una "Lista delle zone particolarmente protette di rilevanza mediterranea", di seguito denominata "Lista delle ASPIM":

2. Possono figurare sulla lista delle ASPIM i siti:

- che hanno rilevanza per la preservazione degli elementi costitutivi della diversità biologica nel Mediterraneo,

- che contengono ecosistemi specifici della regione mediterranea o degli habitat di specie minacciate di estinzione,

- o che presentano un interesse specifico a livello scientifico,estetico,culturale o istruttivo.

3. Le Parti convengono:

a) di riconoscere la particolare importanza di tali zone per la regione del Mediterraneo;

b) di conformarsi alle misure applicabili alle ASPIM, e di non autorizzare né intraprendere attività che potrebbero essere in contrasto con gli obiettivi alla base dell'istituzione delle stesse.

Articolo 9

PROCEDURA PER LA CREAZIONE E L'ISCRIZIONE DELLE ASPIM

1. Le ASPIM possono essere istituite secondo le procedure menzionate ai paragrafi 2 a 4 del presente articolo in: a) zone marine e costiere sottoposte alla sovranità o alla giurisdizione delle Parti; b) zone situate, in tutto o in parte, in alto mare.

2. La proposta d'iscrizione é presentata:

a) dalla Parte interessata,se la zona é situata in uno spazio già delimitato sul quale esercita la sua sovranità o giurisdizione;

b) da due o più Parti vicine interessate, se la zona é situata, in tutto o in parte, in alto mare;

c) da Parti vicine interessate, per zone i cui limiti di sovranità o di giurisdizione nazionale non sono ancora definiti.

3. Le Parti che presentano una proposta d'iscrizione di una zona nella lista delle ASPIM forniscono al Centro un rapporto di presentazione contenente informazioni sulla sua localizzazione geografica, sulle sue caratteristiche fisiche ed ecologiche, sul suo statuto giuridico, sul piano di gestione ed i relativi mezzi di attuazione nonché un resoconto a sostegno della rilevanza mediterranea della zona;

a) se una proposta é stata formulata a titolo di una zona menzionata nei capoversi 2 b) e 2 c) del presente articolo, le Parti vicine interessate si consultano in vista di assicurare la compatibilità delle misure di protezione e di gestione proposte, nonché i relativi mezzi di attuazione;

b) le proposte formulate riguardo ad una zona di cui al par. 2 del presente articolo devono indicare le misure di protezione e di gestione applicabili alla zona, nonché i relativi mezzi di attuazione;

4. Le procedure per l'iscrizione della zona proposta nella lista sono le seguenti:

a) per ciascuna zona, la proposta é presentata ai Punti focali nazionali che esaminano la conformità della proposta con le linee direttive ed i criteri comuni adottati ai sensi dell'articolo 16.;

b) se una proposta presentata ai sensi del capoverso 2 a) del presente articolo corrisponde alle linee direttive ed ai criteri comuni, previa valutazione,l'Organizzazione informa la riunione delle Parti che decide di iscrivere la zona nella lista delle ASPIM;

c) Se una proposta presentata ai sensi dei capoverso 2 b) e 2c) del presente articolo corrisponde alle linee direttive ed ai criteri comuni, il Centro la trasmette all'Organizzazione, che informa la riunione delle Parti. La decisione di iscrivere la zona nella lista delle ASPIM viene presa, mediante consenso, dalle Parti contraenti che devono anche approvare le misure di gestione applicabili alla zona.

5. Le Parti che hanno proposto l'iscrizione della zona nella lista, applicano le misure di protezione e di preservazione definite nelle loro proposte secondo il paragrafo 3 del presente articolo. Le Parti contraenti s'impegnano a rispettare le regole in tal modo enunciate. Il Centro informa le organizzazioni internazionali competenti riguardo alla lista nonché le misure prese nelle ASPIM.

6. Le Parti possono modificare la lista delle ASPIM. A tal fine il Centro predispone un rapporto.

Articolo 10

MODIFICA DELLO STATUTO DELLE ASPIM

La modifica della delimitazione di una ASPIM o del suo regime giuridico, oppure l'abolizione di tale zona in tutto o in parte, possono essere decise solo per ragioni importanti, in considerazione della necessità di salvaguardare l'ambiente e di rispettare gli obblighi previsti dal presente Protocollo, nonché di seguire una procedura analoga a quella adottata per la sua creazione ed iscrizione nella lista.

PARTE III

PROTEZIONE E PRESERVAZIONE DELLE SPECIE

Articolo 11

MISURE NAZIONALI PER LA PROTEZIONE E LA PRESERVAZIONE DELLE SPECIE

1. Le Parti gestiscono le specie animali e vegetali allo scopo di mantenerle in uno stato di conservazione favorevole.

2. Le Parti identificano e fanno l'inventario, nelle zone sottooposte alla loro sovranità o giurisdizione nazionale, delle specie animali e vegetali in pericolo o minacciate, e concedono a tali specie lo statuto di specie protette. Le Parti regolamentano e ove necessario, vietano, le attività nocive a tali specie o al loro habitat e applicano misure di gestione, di pianificazione e di altro genere per garantire uno stato di conservazione favorevole.

3. Per quanto riguarda le specie animali protette, le Parti controllano e, ove necessario, vietano:

a) la cattura, il possesso, l'uccisione (ivi compreso, per quanto possibile, la cattura, l'uccisione ed il possesso fortuito), il commercio, il trasporto e l'esposizione per fini commerciali di tali specie, delle loro uova, parti e prodotti;

b) nella misura del possibile, ogni perturbazione della fauna selvatica, in particolare durante i periodi di riproduzione, d'incubazione, d'ibernazione o di migrazione ed in ogni altro periodo biologico critico;

4. Oltre alle misure precisate al paragrafo precedente, le Parti coordinano i loro sforzi in azioni bilaterali o multilaterali, anche con accordi, ove necessario, per proteggere e ripristinare le popolazioni di specie migratorie la cui zona di ripartizione si estende all'interno della zona d'applicazione del presente Protocollo;

5. Per quanto concerne le specie vegetali protette e le loro parti e prodotti, le Parti controllano e se del caso vietano ogni forma di distruzione o di perturbazione, ivi compreso la raccolta, il raccolto, il taglio, lo sradicamento, il possesso, il commercio, il trasporto e l'esposizione di tali specie per fini commerciali;

6. Le parti elaborano ed adottano misure e piani per quanto riguarda la riproduzione **ex situ**, in particolare in cattività, della fauna protetta e la cultura della flora protetta;

7. Le Parti, direttamente o per il tramite del Centro, si sforzano di consultare gli Stati non Parti a questo Protocollo il cui territorio é incluso nalla zona di ripartizione di tali specie, allo scopo di coordinare i loro sforzi per gestire e proteggere le specie in pericolo o minacciate.

8. Le Parti adottano per quanto possible misure per il rientro, nel loro paese di origine, delle specie protette, esportate o possedute illegalmente. Le Parti dovranno fare ogni sforzo per riintrodurre tali esemplari nel loro habitat naturale.

Articolo 12

MISURE CONCERTATE PER LA PROTEZIONE E LA PRESERVAZIONE DELLE SPECIE

1. Le Parti adottano misure concertate per garantire la protezione e la preservazione delle specie animali e vegetali che figurano negli annessi al presente Protocollo relative alla Lista delle specie in pericolo o minacciate e nella Lista delle specie il cui sfruttamento é regolamentato.

2. Le Parti garantiscono la massima protezione possibile ed il ripristino delle specie animali e vegetali enumerate nell'annesso relativo alla Lista delle specie in pericolo o minacciate, adottando a livello nazionale le misure previste ai punti 3 e 5 dell'articolo 11 del presente Protocollo.

3. Le Parti vietano la distruzione ed il deterioramento degli habitat di specie comprese nell'Annesso relativo alla Lista delle specie in pericolo o minacciate, ed elaborano ed attuano piani di azione per la loro preservazione o il loro rinnovo. Le Parti coopereranno anche nell'attuazione di piani d'azione pertinenti precedentemente adottati.

4. Le Parti, in cooperazione con le organizzazioni internazionali competenti, adottano ogni misura appropriata per garantire la preservazione delle specie enumerate nell'annesso relativo alla Lista delle specie il cui sfruttamento é regolamentato, pur autorizzando e regolamentando tale sfruttamento per garantire e mantenere le varie popolazioni in condizioni di preservazione favorevoli.

5. Quando la zona di ripartizione di una specie in pericolo o minacciata si estende da una parte e dall'altra della frontiera nazionale o del confine che separa i territori o gli spazi sotto la sovranità o la giurisdizione nazionale di due Parti al presente Protocollo, tali Parti cooperano per garantire la protezione e la preservazione e se del caso, il rinnovo della specie in questione.

6.A condizione che non esistano altre soluzioni soddisfacenti e che la deroga non pregiudichi la sopravvivenza della popolazione o di ogni altra specie, le Parti possono concedere deroghe ai divieti stabiliti per la protezione delle specie che figurano negli annessi al presente Protocollo, in considerazione di finalità scientifiche, istruttive o di gestione, necessarie per la sopravvivenza delle specie o per impedire danni importanti. Tali deroghe dovranno essere notificate alle Parti contraenti.

Articolo 13

INTRODUZIONE DI SPECIE NON INDIGENE O GENETICAMENTE MODIFICATE

1. Le Parti adottano tutte le misure appropriate per regolamentare l'introduzione volontaria o accidentale, nella natura, di specie non indigene o mdificate geneticamente, e per vietare quelle che potrebbero comportare effetti nocivi sugli ecosistemi, sugli habitat o sulle specie nella zona d'applicazione del presente Protocollo.

2. Le Parti fanno ogni sforzo per attuare tutte le misure atte a sradicare specie già introdotte, qualora risulti, a seguito di valutazione scientifica, che tali specie provocano o sono suscettibili di provocare danni ad ecosistemi, habitat o specie nella zona d'applicazione del presente Protocollo.

PARTE IV

DISPOSIZIONI COMUNI PER LE ZONE E LE SPECIE PROTETTE

Articolo 14

EMENDAMENTI AGLI ANNESSI

2. Le procedure per gli emendamenti agli annessi al presente Protocollo sono quelle indicate all'articolo 17 della Convenzione.

2. Tutte le proposte di emendamento presentate alla riunione delle Parti contraenti dovranno essere state valutate in precedenza dalla riunione dei Punti focali nazionali.

Articolo 15

INVENTARI

Ciascuna Parte fa inventari esaurienti:

a) delle zone poste sotto la sua sovranità o giurisdizione che comprendono ecosistemi rari o fragili costituenti veri serbatoi di diversità biologica, e che sono importanti per le specie in pericolo o minacciate;

b) specie animali o vegetali in pericolo o minacciate.

Articolo 16

LINEE DIRETTIVE E CRITERI COMUNI

Le Parti adottano:

a) i criteri comuni enumerati in annesso per la scelta delle zone marine e costiere suscettibili di essere iscritte nella Lista delle ASPIM;

b) criteri comuni relativi all'iscrizione di specie supplementari negli annessi;

c) linee direttive per la creazione e la gestione delle zone protette.

I criteri e le linee direttive di cui ai capoversi b) e c) possono essere modificati da una riunione delle Parti,in base ad una proposta presentata da una o più Parti.

Articolo 17

STUDI D'IMPATTO SULL'AMBIENTE

Durante le procedure che precedono l'adozione di decisioni su progetti industriali o altri progetti e attività che possono avere un impatto pregiudizievole significativo sulle zone e le specie protette ed i loro habitat, le Parti valutano e tengono conto di ogni eventuale impatto diretto o indiretto, immediato o a lungo termine, ivi compreso l'impatto cumulativo dei progetti e delle attività considerate.

Articolo 18

INTEGRAZIONE DELLE ATTIVITA TRADIZIONALI

1. Nel definire le misure di protezione, le Parti prendono in considerazione le tradizionali attività della popolazione locale a livello della sussistenza e della cultura. Ove necessario, esse possono concedere deroghe per rispettare tali esigenze. Tuttavia nessuna deroga concessa per tali ragioni potrà:

a) pregiudicare il mantenimento degli ecosistemi protetti ai sensi del presente Protocollo nè dei processi biologici che concorrono al mantenimento di tali ecosistemi;

b) provocare l'estinzione o una diminuzione sostanziale del numero delle specie o popolazioni animali e vegetali, in particolare delle specie in pericolo, minacciate, migratorie o endemiche.

2. Le Parti che concedono deroghe alle misure di protezione informano al riguardo le Parti contraenti.

Articolo 19

PUBBLICITA, INFORMAZIONE, SENSIBILIZZAZIONE ED ISTRUZIONE DEL PUBBLICO

1. Le Parti pubblicizzano come opportuno la creazione di zone protette, la loro delimitazione, la regolamentazione che vi si applica, come pure la selezione delle specie protette, il loro habitat e relativa regolamentazione.

2. Le Parti fanno ogni sforzo per informare il pubblico circa il valore e l'interesse delle zone protette e delle specie protette e delle cognizioni scientifiche che ne derivano sia per quanto riguarda la preservazione della natura sia da altri punti di vista. Tale informazione dovrebbe trovare uno spazio appropriato nei programmi d'insegnamento. Le Parti si sforzano inoltre di fare in modo che il pubblico e le organizzazioni di protezione della natura partecipino alle misure appropriate necessarie per proteggere le zone e le specie interessate, ivi compreso agli studi d'impatto sull'ambiente.

Articolo 20

RICERCA SCIENTIFICA, TECNOLOGICA, ANCHE NEL SETTORE DELLA GESTIONE

1. Le Parti incoraggiano ed intensificano la ricerca scientifica e tecnologica pertinente ai fini del presente Protocollo. Esse

incoraggiano ed intensificano anche la ricerca mirante all'uso sotenibile delle zone ed alla gestione delle specie protette.

2. Le Parti si consultano come necessario reciprocamente, e con le organizzazioni internazionali interessate, per definire, pianificare e intraprendere ricerche scientifiche e tecnologiche nonché i programmi di sorveglianza necessari per l'individuazione ed il controllo delle zone e delle specie particolarmente protette e per valutare l'efficacia delle misure adottate per la realizzazione dei piani di gestione e di ripristino.

3. Le Parti si scambiano reciprocamente, o per il tramite del Centro, informazioni scientifiche e tecnologiche per i loro programmi di ricerca e di sorveglianza in corso e previsti, nonché sui risultati ottenuti. Esse coordinano, per quanto possibile, i loro programmi di ricerca e di sorveglianza e si sforzano di definire in comune o normalizzare i loro metodi.

4. Le Parti danno priorità in materia di ricerca scientifica e tecnologica alle ASPIM ed alle specie che figurano negli annessi al presente Protocollo.

Articolo 21

COOPERAZIONE RECIPROCA

1. Le Parti stabiliscono programmi di cooperazione, direttamente o con l'aiuto del Centro o delle organizzazioni internazionali interessate, per coordinare la creazione, la conservazione, la pianificazione e la gestione delle zone particolarmente protette, nonché la scelta, la gestione e la conservazione delle specie protette. Le caratteristiche delle zone e delle specie protette, l'esperienza acquisita ed i problemi constatati saranno oggetto di scambi d'informazione regolari.

2. Le Parti comunicano il prima possibile alle altre Parti, agli Stati suscettibili di essere danneggiati ed al Centro, ogni situazione suscettibile di mettere a repentaglio gli ecosistemi delle zone particolarmente protette o la sopravvivenza delle specie di fauna e di flora.

Articolo 22

ASSISTENZA RECIPROCA

1. Le Parti cooperano direttamente o con l'aiuto del Centro o delle organizzazioni internazionali interessate all'elaborazione, al finanziamento ed alla realizzazione dei programmi di reciproca assistenza e di aiuto ai paesi in via di sviluppo che ne esprimono l'esigenza ai fini dell'attuazione del presente Protocollo.

2. Tali programmi vertono in particolare sull'istruzione del pubblico nel settore dell'ambiente, sulla formazione di personale scientifico, tecnologico e amministrativo, sulla ricerca scientifica, l'acquisizione, l'utilizzazione, la progettazione,la messa a punto di materiale appropriato, nonché sul trasferimento di tecnologie a condizioni vantaggiose da definire tra le Parti interessate.

3. Le Parti concedono la priorità, in materia di reciproca assistenza, alle ASPIM ed alle specie che figurano negli annessi al presente Protocollo.

Articolo 23

RAPPORTI DELLE PARTI

Le Parti presentano alle riunioni ordinarie delle Parti un rapporto sull'applicazione del presente Protocollo, in particolare per quanto concerne:

a) lo statuto e le condizioni delle zone iscritte nella lista delle ASPIM;

b) ogni modifica della delimitazione o della situazione giuridica delle ASPIM e delle specie protette;

c) le deroghe eventualmente concesse sulla base degli articoli 12 e 18 del presente Protocollo.

PARTE V

DISPOSIZIONI ISTITUZIONALI

Articolo 24

PUNTI FOCALI NAZIONALI

Ciascuna Parte designa un Punto focale nazionale per formare un collegamento con il Centro sugli aspetti tecnici e scientifici dell'applicazione del presente Protocollo. I Punti focali nazionali si riuniscono periodicamente per esercitare le funzioni derivanti dal presente Protocollo.

Articolo 25

COORDINAMENTO

1. L'Organizzazione é incaricata di coordinare l'attuazione del presente Protocollo. A tal fine essa si appoggia al Centro,che può incaricare di esercitare le seguenti funzioni:

a) aiutare le Parti, in cooperazione con le organizzazioni internazionali intergovernative e non governative competenti, a:

- istituire e gestire le zone particolarmente protette nell'ambito d'applicazione del presente Protocollo;

- svolgere i programmi di ricerca scientifica e tecnologica secondo l'articolo 20 del presente Protocollo;

- svolgere lo scambio d'informazioni scientifiche e tecniche tra le Parti secondo l'articolo 20 del presente Protocollo;

- predisporre piani di gestione per le zone e le specie protette;

- elaborare programmi di cooperazione secondo l'articolo 21 del presente Protocollo

- predisporre del materiale divulgativo per le varie fasce del pubblico.

b) convocare ed organizzare le riunioni dei Punti focali nazionali e curarne il segretariato;

c) formulare raccomndazioni sulle linee direttive ed i criteri comuni secondo l'articolo 16 del presente Protocollo

d) istituire ed aggiornare banche dati sulle zone particolarmente protette, le specie protette e gli altri punti relativi al presente Protocollo;

e) elaborare i rapporti e gli studi tecnici eventualmente necessari per l'attuazione del presente Protocollo;

f) elaborare ed attuare i programmi di formazione menzionati all'articolo 22, paragrafo 2;

g) cooperare con le organizzazioni, governative e non governative, regionali ed internazionali, incaricate della protezione delle zone e delle specie, nel rispetto della specificità di ciascuna e della necessità di evitare ogni attività ridondante;

h) svolgere compiutamente le funzioni conferite a detto Centro dai piani d'azione adottati nell'ambito del presente Protocollo;

i) svolgere compiutamente ogni altra funzione conferita dalle Parti.

Articolo 26

RIUNIONE DELLE PARTI

1. Le riunioni ordinarie delle Parti al presente Protocollo si svolgono in occasione delle riunioni ordinarie delle Parti contraenti della Convenzione, organizzate ai sensi dell'articolo 14 della Convenzione. Le Parti possono inoltre tenere riunioni straordinarie secondo tale articolo.

2. Le riunioni delle Parti del presente Protocollo, in particolare, hanno come oggetto quello di:

a) seguire l'applicazione del presente Protocollo;

b) fare opera di supervisione sui lavori dell'Organizzazione e del Centro relativi all'attuazione del presente Protocollo e di fornire gli orientamenti per tali attività;

c) esaminare l'efficacia delle misure adottate per la gestione e la protezione delle zone e delle specie, nonché la necessità di altre misure, in particolare sotto forma di annessi e di emendamenti al presente Protocollo o ai suoi annessi;

d) adottare le linee direttive ed i criteri comuni previsti all'articolo 16 del presente Protocollo;

e) esaminare i rapporti trasmessi dalle Parti secondo l'articolo 23 del presente Protocollo, nonché ogni altra informazione pertinente trasmessa attraverso il Centro;

f) fare raccomandazioni alle Parti sulle misure da adottare per l'attuazione del presente Protocollo;

g) esaminare le raccomandazioni formulate dalle riunioni dei Punti focali nazionali secondo l'articolo 24 del presente Protocollo;

h) decidere in merito all'iscrizione delle zone nella lista delle ASPIM secondo l'articolo 9, paragrafo 4;

i) esaminare, se del caso, ogni altra questione concernente il presente Protocollo;

j) dibattere e valutare le deroghe concesse dalle Parti secondo gli articoli 12 e 18 del presente Protocollo.

PARTE VI

DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 27

INCIDENZA DEL PROTOCOLLO SULLE LEGISLAZIONI NAZIONALI

Le disposizioni del presente Protocollo non pregiudicano il diritto delle Parti di adottare misure interne pertinenti più rigorose per l'applicazione del presente Protocollo.

Articolo 28

RAPPORTI CON TERZI

1. Gli Stati invitano gli Stati non parti e le organizzazioni internazionali a cooperare all'attuazione del presente Protocollo.

2. Le Parti s'impegnano a prendere misure appropriate, compatibili con il diritto internazionale, per garantire che non siano da chiunque intraprese attività in contrasto con i principi e gli obiettivi del presente Protocollo.

Articolo 29

FIRMA

Il presente Protocollo é aperto a Barcellona il 10 giugno 1995 e a Madrid dall'11 giugno 1995 fino al 10 giugno 1996, alla firma di ogni Parte contraente della Convenzione.

Articolo 30

RATIFICA, ACCETTAZIONE O APPROVAZIONE

Il presente Protocollo è soggetto a ratifica, accettazione o approvazione. Gli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione sono depositati presso il Governo della Spagna che assume le funzioni di Depositario.

Articolo 31

ADESIONE

A decorrere dal 10 giugno 1996, il presente Protocollo é aperto all'adesione degli Stati e dei gruppi economici regionali che sono parti della Convenzione.

Articolo 32

ENTRATA IN VIGORE

1. Il presente Protocollo entrerà in vigore il trentesimo giorno a decorrere dalla data di deposito del sesto strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di adesione.

2.A decorrerere dalla data della sua entrata in vigore, il presente Protocollo sostituisce il Protocollo relativo alle zone particolarmente protette del Mediterraneo del 1982, nelle relazioni tra le Parti ai due strumenti.

IN FEDE DI CHE, i sottoscritti, debitamente autorizzati, hanno firmato il presente Protocollo.

FATTO a Barcellona, il 10 giugno 1995,in un unico esemplare in lingua araba, francese, inglese e spagnola, i quattro testi facenti ugualmente fede, per la firma di ogni Parte della Convenzione.

LAVORI PREPARATORI

Senato della Repubblica (atto n. 3219):

Presentato dal Ministro degli affari esteri (DINI), il 17 aprile 1998.

Assegnato alla 3ª commissione (Affari esteri), in sede referente, il 26 maggio 1998, con pareri delle commissioni 1ª, 2ª, 5ª, 7ª, 8ª, 9ª, 10ª e 13ª.

Esaminato dalla 3ª commissione il 29 settembre 1998.

Relazione scritta annunciata il 7 ottobre 1998 (atto n. 3219/*A* - relatore sen. SQUARCIALUPI).

Esaminato in aula ed approvato l'8 ottobre 1998.

Camera dei deputati (atto n. 5299):

Assegnato alla III commissione (Affari esteri), in sede referente, il 23 ottobre 1998, con pareri delle commissioni I, II, V, VII, VIII, IX, X e XIII.

Esaminato dalla III commissione l'11 marzo e 16 marzo 1999.

Relazione scritta annunciata il 5 maggio 1999 (atto n. 5299/*A* - relatore on. LECCESE).

Esaminato in aula l'11 maggio 1999 ed approvato il 19 maggio 1999.

99G0254

DOMENICO CORTESANI, *direttore*

FRANCESCO NOCITA, *redattore*
ALFONSO ANDRIANI, *vice redattore*

(2651428/1) Roma - Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - S.

MODALITÀ PER LA VENDITA

La «Gazzetta Ufficiale» e tutte le altre pubblicazioni ufficiali sono in vendita al pubblico:
- **presso l'Agenzia dell'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato in ROMA: piazza G. Verdi, 10;**
- **presso le Librerie concessionarie indicate nelle pagine precedenti.**

Le richieste per corrispondenza devono essere inviate all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Direzione Marketing e Commerciale - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 Roma, versando l'importo, maggiorato delle spese di spedizione, a mezzo del c/c postale n. 387001. Le inserzioni, come da norme riportate nella testata della parte seconda, si ricevono con pagamento anticipato, presso le agenzie in Roma e presso le librerie concessionarie.

PREZZI E CONDIZIONI DI ABBONAMENTO - 1999

Gli abbonamenti annuali hanno decorrenza dal 1° gennaio e termine al 31 dicembre 1999
i semestrali dal 1° gennaio al 30 giugno 1999 e dal 1° luglio al 31 dicembre 1999

PARTE PRIMA - SERIE GENERALE E SERIE SPECIALI
Ogni tipo di abbonamento comprende gli indici mensili

Tipo A - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi tutti i supplementi ordinari:		
annuale	L.	508.000
semestrale	L.	289.000
Tipo A1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi:		
annuale	L.	416.000
semestrale	L.	231.000
Tipo A2 - Abbonamento ai supplementi ordinari contenenti i provvedimenti non legislativi:		
annuale	L.	115.500
semestrale	L.	69.000
Tipo B - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti dei giudizi davanti alla Corte costituzionale:		
annuale	L.	107.000
semestrale	L.	70.000
Tipo C - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata agli atti delle Comunità europee:		
annuale	L.	273.000
semestrale	L.	150.000
Tipo D - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata alle leggi ed ai regolamenti regionali:		
annuale	L.	106.000
semestrale	L.	68.000
Tipo E - Abbonamento ai fascicoli della serie speciale destinata ai concorsi indetti dallo Stato e dalle altre pubbliche amministrazioni:		
annuale	L.	267.000
semestrale	L.	145.000
Tipo F - *Completo.* Abbonamento ai fascicoli della serie generale, inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi e non legislativi ed ai fascicoli delle quattro serie speciali (ex tipo F):		
annuale	L.	1.097.000
semestrale	L.	593.000
Tipo F1 - Abbonamento ai fascicoli della serie generale inclusi i supplementi ordinari contenenti i provvedimenti legislativi ed ai fascicoli delle quattro serie speciali (escluso il tipo A2):		
annuale	L.	982.000
semestrale	L.	520.000

Integrando con la somma di **L. 150.000** *il versamento relativo al tipo di abbonamento della* Gazzetta Ufficiale - *parte prima - prescelto, si riceverà anche l'Indice repertorio annuale cronologico per materie 1999.*

Prezzo di vendita di un fascicolo separato della *serie generale*	L.	1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo separato delle *serie speciali I, II e III*, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Prezzo di vendita di un fascicolo della *IV serie speciale «Concorsi ed esami»*	L.	2.800
Prezzo di vendita di un fascicolo *indici mensili*, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Supplementi ordinari per la vendita a fascicoli separati, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500
Supplementi straordinari per la vendita a fascicoli, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500

Supplemento straordinario «Bollettino delle estrazioni»

Abbonamento annuale	L.	162.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.500

Supplemento straordinario «Conto riassuntivo del Tesoro»

Abbonamento annuale	L.	105.000
Prezzo di vendita di un fascicolo separato	L.	8.000

Gazzetta Ufficiale su MICROFICHES - 1999
(Serie generale - Supplementi ordinari - Serie speciali)

Abbonamento annuo (52 spedizioni raccomandate settimanali)	L.	1.300.000
Vendita singola: ogni microfiches contiene fino a 96 pagine di Gazzetta Ufficiale	L.	1.500
Contributo spese per imballaggio e spedizione raccomandata (da 1 a 10 microfiches)	L.	4.000

N.B. — Per l'estero i suddetti prezzi sono aumentati del 30%.

PARTE SECONDA - INSERZIONI

Abbonamento annuale	L.	474.000
Abbonamento semestrale	L.	283.000
Prezzo di vendita di un fascicolo, ogni 16 pagine o frazione	L.	1.550

I prezzi di vendita, in abbonamento ed a fascicoli separati, per l'estero, nonché quelli di vendita dei fascicoli delle annate *arretrate, compresi i fascicoli dei supplementi ordinari e straordinari, sono* raddoppiati.

L'importo degli abbonamenti deve essere versato sul c/c postale n. 387001 intestato all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato. L'invio dei fascicoli disguidati, che devono essere richiesti entro 30 giorni dalla data di pubblicazione, è subordinato alla trasmissione dei dati riportati sulla relativa fascetta di abbonamento.

Per informazioni o prenotazioni rivolgersi all'Istituto Poligrafico e Zecca dello Stato - Piazza G. Verdi, 10 - 00100 ROMA

Ufficio abbonamenti	Vendita pubblicazioni	Ufficio inserzioni	Numero verde
☎ 06 85082149/85082221	☎ 06 85082150/85082276	☎ 06 85082146/85082189	☎ 167-864035